

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

31 octobre 2023

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

Défense et
Victimes de guerre et victimes
à la suite d'actes de terrorisme

Sommaire	Pages
Défense	3
Victimes de guerre et victimes à la suite d'actes de terrorisme	61

Voir:

Doc 55 **3649/ (2023/2024)**:
001: Liste des notes de politique générale.
002 à 021: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

31 oktober 2023

BELEIDSNOTA (*)

Defensie en
Oorlogsslachtoffers en slachtoffers
ingevolge daden van terrorisme

Inhoud	Blz.
Defensie	3
Oorlogsslachtoffers en slachtoffers ingevolge daden van terrorisme	61

Zie:

Doc 55 **3649/ (2023/2024)**:
001: Lijst van Beleidsnota's.
002 tot 021: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

10512

N-VA	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
Ecolo-Groen	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
PS	: <i>Parti Socialiste</i>
VB	: <i>Vlaams Belang</i>
MR	: <i>Mouvement Réformateur</i>
cd&v	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
PVDA-PTB	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
Open Vld	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
Vooruit	: <i>Vooruit</i>
Les Engagés	: <i>Les Engagés</i>
DéFI	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
INDEP-ONAFH	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>
DOC 55 0000/000	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>	DOC 55 0000/000 <i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>	QRVA <i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>	CRIV <i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
CRABV	<i>Compte Rendu Analytique</i>	CRABV <i>Beknopt Verslag</i>
CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	CRIV <i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
PLEN	<i>Séance plénière</i>	PLEN <i>Plenum</i>
COM	<i>Réunion de commission</i>	COM <i>Commissievergadering</i>
MOT	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	MOT <i>Moties tot besluit van interpellaties (beige kleurig papier)</i>

DÉFENSE**1. Introduction générale: la transformation de la Défense au bénéfice de ses missions à la population**

Entre les défis propres au département et les crises majeures que nous avons traversées ces derniers mois et ces dernières années, la Défense est sur tous les fronts depuis le début de cette législature!

Avec le soutien de l'ensemble des femmes et des hommes de la Défense – civils comme militaires –, un grand nombre de projets dans le cadre de la transformation de la Défense ont déjà pu aboutir, tandis que d'autres ont été mis en bonne voie sur les rails, afin de tendre vers une organisation toujours plus humaine, plus moderne, plus résiliente, plus robuste et capable de continuer à garantir de façon durable notre sécurité au sens large.

Tous ces projets nous permettent de faire progresser toujours au mieux notre entreprise de reconstruction de la Défense, au travers de la mise en œuvre des avancées historiques contenues notamment dans les plans POP (*"People Our Priority"*), Quartiers et STAR (*"Security/Service, Technology, Ambition, Resilience"*) ou encore avec l'adoption de la DIRS (*"Defence, Industry Research Strategy"*). Ce n'est qu'en réalisant concrètement l'ensemble de ces projets et en poursuivant dans la même direction, y compris au-delà de cette législature, que nous parviendrons à atteindre puis à maintenir un équilibre visant à garantir le rôle de la Défense en termes d'appui à la société civile et à la Nation tout en assurant la continuité de ses missions à l'étranger, mais aussi à continuer d'assumer son rôle dans les alliances politiques et militaires en termes de défense collective.

C'est dans ce cadre que la poursuite de l'exécution de ces plans et que la réalisation des investissements nécessaires doivent s'opérer, avec le maintien d'une trajectoire budgétaire stable et cohérente avec l'évolution sécuritaire et capacitaire.

Cela est d'autant plus important que depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Europe est confrontée à de nouvelles incertitudes. Face à un monde en transformation rapide, cette guerre est sans doute révélatrice des défis structurels de notre temps. De nouveaux pôles géopolitiques se forment. Le retour de la guerre sur notre continent, la posture hostile et agressive de la Russie au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi que l'affirmation d'une ambition croissante de la Chine notamment dans l'Indo-pacifique et en Afrique également, sont des facteurs substantiels de changement des équilibres mondiaux. Des liens historiques et économiques et des relations

DEFENSIE**1. Algemene inleiding: de transformatie van Defensie ten bate van zijn missies voor de bevolking**

Tussen de specifieke uitdagingen voor het departement en de grote crisissen die we de afgelopen maanden en jaren hebben meegemaakt, is Defensie sinds het begin van deze legislatuur aanwezig op alle fronten!

Met de steun van alle vrouwen en mannen van Defensie – zowel burgers als militairen – is een groot aantal projecten in het kader van de transformatie van Defensie al met succes voltooid, terwijl andere al op de rails zijn gezet om naar een organisatie toe te werken die steeds menselijker, moderner, weerbaarder en robuuster is en in staat is onze veiligheid in brede zin duurzaam te blijven garanderen.

Al die projecten stellen ons in staat altijd de beste vooruitgang te boeken in onze missie voor heropbouw van Defensie, door de implementatie van de historische vooruitgang die vervat zit in met name het POP- (*"People Our Priority"*), Kwartier- en STAR-plan (*"Security/Service, Technology, Ambition, Resilience"*) of met de goedkeuring van de DIRS (*"Defence, Industry Research Strategy"*). Alleen door al die projecten concreet uit te voeren en in dezelfde richting te blijven gaan, ook na deze legislatuur, zullen we erin slagen een evenwicht te bereiken en vervolgens te behouden, gericht op het garanderen van de rol van Defensie in steun aan de samenleving en de natie, tegelijk met het waarborgen van de continuïteit van haar missies in het buitenland en van haar rol in de politieke en militaire allianties voor collectieve verdediging.

Het is in dit kader dat de voortgezette uitvoering van deze plannen en het uitvoeren van de noodzakelijke investeringen moeten gebeuren, met de handhaving van een stabiel begrotingstraject, coherent met de ontwikkelingen op het gebied van veiligheid en capaciteiten.

Dit is nog belangrijker geworden nu Europa, sinds het begin van de oorlog in Oekraïne, met nieuwe onzekerheden wordt geconfronteerd. In een wereld die snel verandert, onthult deze oorlog ongetwijfeld de structurele uitdagingen van onze tijd. Er vormen zich nieuwe geopolitieke polen. De terugkeer van de oorlog op ons continent, de vijandige en agressieve houding van Rusland in het Midden-Oosten en Afrika, en de bevestiging van de groeiende ambitie van China, vooral in de Indo-Pacific en ook in Afrika, zijn substantiële factoren in het veranderen van de mondiale evenwichten. Hierdoor worden ook historische en economische banden

stratégiques se redéfinissent en conséquence. La guerre en Ukraine a par ailleurs donné à de multiples États des marges inédites que ce soit au sein des Nations Unies ou dans d'autres forums émergents. Dans cette tectonique de rôles et de puissances, les dépendances et fragilités se posent également avec une acuité renforcée qui imposent un changement de paradigme de notre sécurité.

Dans ce contexte, afin de continuer la reconstruction de la Défense et de la pérenniser, il importe de poursuivre les politiques de réinvestissement dans les femmes et les hommes de la Défense, afin de préserver un département moderne et motivé, en phase avec son temps et ses missions. L'accroissement de notre opérationnalité internationale, tant dans le contexte de la dissuasion que d'une approche globale renforcée de résolution des conflits dans un cadre multilatéral, doit rester une autre de nos priorités. De même que le fait de continuer à renforcer l'aide à la Nation et à la société en général, en vue de faire de la Défense un partenaire structurel de la sécurité civile et de la résilience nationale. Enfin, il est indispensable de pousser toujours plus loin la reconstruction de la Défense en ce compris au travers de la construction de l'Europe de la Défense, aussi bien sur les plans humains, stratégiques, opérationnels qu'économiques, notamment via la consolidation de notre base industrielle et technologique de défense.

2. Refonte de l'organisation de l'état-major de la Défense

La refonte de l'organisation de l'état-major a pour objectif d'élaborer une structure de commandement plus efficace, davantage orientée-résultats, avec des compétences redéfinies et en mettant un accent prioritaire sur la transversalité, l'augmentation de l'agilité et de la subsidiarité, ainsi que sur le renforcement de la gouvernance, tout en responsabilisant davantage encore les commandants au plus près des activités.

Après les études et analyses réalisées en 2021 et 2022, les premiers jalons de la mise en œuvre de la réforme de l'état-major ont été initiés en 2023.

En mars 2023, nous avons mis en place un officier de projet comme responsable de la mise en œuvre de la politique de défense dans les différents domaines de gestion, du développement des capacités, du maintien opérationnel des capacités et des opérations existantes, ainsi que d'une priorisation intégrée et efficace au niveau de l'état-major. L'objectif de cette mise en place est d'augmenter l'agilité de la Défense, la transversalité des décisions prises et de renforcer la "bonne gouvernance" en garantissant que les décisions, coordonnées à son niveau, sont prises au plus près des opérations pour toutes

en stratégische relations opnieuw gedefinieerd. De oorlog in Oekraïne heeft meerdere staten ook ongekende marges gegeven, zowel binnen de Verenigde Naties als in andere opkomende fora. In deze tektoniek van rollen en machten ontstaan ook scherpere afhankelijkheden en kwetsbaarheden, die een paradigmaverschuiving in onze veiligheid vereisen.

Om de heropbouw van Defensie voort te zetten en te verduurzamen, is het in die context belangrijk om een beleid na te streven van herinvestering in de vrouwen en mannen van Defensie, om een modern en gemotiveerd departement te behouden, afgestemd op haar tijd en haar missies. Het vergroten van onze internationale operationaliteit, zowel in de context van ontrading als in een versterkte globale aanpak van conflictoplossing in een multilateraal kader, moet een van onze prioriteiten blijven. Net als het blijven versterken van de hulp aan de Natie en de samenleving in het algemeen, met de bedoeling om van Defensie een structurele partner te maken van de civiele veiligheid en de nationale weerbaarheid. Tot slot is het essentieel om de heropbouw van Defensie nog meer te stimuleren, onder meer door de opbouw van een Europese defensie, maar ook op menselijk, strategisch, operationeel en economisch niveau, in het bijzonder door de consolidatie van onze industriële en technologische basis voor defensie.

2. Herziening van de organisatie van de Defensiestaf

De herziening van de organisatie van de Defensiestaf heeft tot doel om te werken aan een efficiëntere en meer resultaatgerichte commandostructuur, met gerherdefinieerde competenties en met een prioritaire nadruk op transversaliteit, een grotere wendbaarheid en subsidiariteit en een versterkt beheer, met tegelijk meer verantwoordelijkheden voor de commandanten die het dichtste bij de activiteiten staan.

Na de studies en analyses in 2021 en 2022, zijn in 2023 de eerste stappen gezet in de implementatie van de herziening van de Defensiestaf.

In maart 2023 hebben we een projectofficier aangesteld als verantwoordelijke voor de implementatie van het defensiebeleid in de verschillende gebieden van beheer, capaciteitsontwikkeling, operationeel onderhoud van capaciteiten en lopende operaties, evenals voor geïntegreerde en effectieve prioritering op niveau van de Defensiestaf. Het doel van die implementatie is om de wendbaarheid van Defensie en de transversaliteit van de genomen beslissingen te vergroten en het "goed beheer" te versterken door te garanderen dat beslissingen, gecoördineerd op het niveau van Defensie, zo

les activités en lien avec la conduite opérationnelle de la Défense et selon les lignes directrices définies dans le plan STAR et traduites dans le plan d'entreprise de la Défense.

Dans ce cadre, en tant que commandant en second, le rôle du Vice-chef de la Défense (VCHOD) a été renforcé et principalement orienté vers les activités de conduite stratégique et l'amélioration de la gouvernance.

Un officier de projet “Transformation” a également été mis en place pour coordonner l’ensemble des dossiers liés à la transformation ce qui constitue un levier de collaboration transversale au sein du nouvel état-major. Il veille pour ces dossiers à la cohérence des plans de gestion des différents départements de la Défense et garantit que le développement capacitaire et les programmes de transformation de la Défense sont en accord avec le plan STAR.

Enfin, la nécessité et l’importance d’une information et d’une technologie de l’information (I&IT) renforcées et plus intégrées ont été soulignées par la mise en place d’un officier de projet “Chief Information Office” qui coordonne la politique centrale dans le domaine I&IT de la Défense. En effet, l’introduction des opérations multi-domaines comme concept décisif pour les futures opérations militaires et le développement rapide des technologies de l’information conduisent à une dépendance croissante à l’égard des capacités numériques. La Défense doit assurer la mise à disposition des dernières technologies en la matière aux commandants opérationnels, aux gestionnaires et aux utilisateurs finaux en temps opportun et permettre ainsi davantage une prise de décision fondée sur les données.

D’ici à la fin de l’année 2023, la mise à jour de l’arrêté royal déterminant la structure du ministère de la Défense et fixant les attributions des différentes autorités sera proposée pour publication au Moniteur afin de concrétiser et finaliser ce changement de structure de l’état-major.

Les organes de gouvernance qui seront mis en œuvre au sein de l’état-major feront l’objet d’une première évaluation quant à leur fonctionnement, début 2024. L’optimisation des activités réalisées au sein des services de l’état-major sera poursuivie.

dicht mogelijk bij de operatie worden genomen voor alle activiteiten in verband met het operationele bestuur van Defensie, volgens de richtlijnen die zijn vastgelegd in het STAR-plan en vertaald in het ondernemingsplan van Defensie.

In die context is, als tweede commandant, de rol van de Vice-Chef Defensie (VCHOD) versterkt en vooral gericht op strategische bestuursactiviteiten en de verbetering van het beheer.

Er werd ook een projectofficier “Transformatie” aangesteld om alle dossiers in verband met de transformatie te coördineren, wat een hefboom vormt voor de transversale samenwerking binnen de nieuwe staf. Voor deze dossiers waakt die officier over de coherentie tussen de beheerplannen van de verschillende Defensiedepartementen en garandeert dat de capaciteitontwikkeling en de transformatieprogramma’s van Defensie overeenstemmen met het STAR-plan.

Tot slot werden de noodzaak en het belang van versterkte en meer geïntegreerde informatie en informatietechnologie (I&IT) benadrukt door het in plaats stellen van een projectofficier “Chief Information Office” die het centrale beleid op het I&IT-terrein van Defensie coördineert. De introductie van multidomeinoperaties als een doorslaggevend concept voor toekomstige militaire operaties en de snelle ontwikkeling van informatietechnologieën leiden tot een toenemende afhankelijkheid van digitale capaciteiten. Defensie moet ervoor zorgen dat de nieuwste technologieën in dit domein tijdig beschikbaar zijn voor operationele commandanten, beheerders en eindgebruikers en daarmee verder vormgeven aan een datagedreven besluitvorming.

Om die koerswijziging te concretiseren en te finaliseren zal tegen eind 2023 de aanpassing van het koninklijk besluit dat de structuur van het Ministerie van Defensie bepaalt en de verantwoordelijkheden van de verschillende overheden vastlegt, voorgelegd worden ter publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De bestuursorganen die binnen de Defensiestaf worden opgericht, zullen begin 2024 worden onderworpen aan een eerste evaluatie van hun werking. De optimalisatie van de activiteiten binnen de diensten van de Defensiestaf zal worden voortgezet.

3. Les femmes et les hommes au cœur des préoccupations

Une nouvelle approche des ressources humaines pour une Défense attractive

La concrétisation du plan POP (*People Our Priority*) s'est poursuivie durant l'année écoulée et plusieurs actions de recapitalisation dans le domaine du personnel entamées dès le début de la législature se sont concrétisées. Les efforts en matière de personnel doivent bien sûr se poursuivre, mais les résultats obtenus confirment que ce plan porte ses fruits.

Concrètement, la chute des effectifs militaires ralentit et la croissance des effectifs en personnel civil se poursuit depuis la mise en place du plan POP. De manière générale, si les objectifs de recrutement sont atteints, les effectifs globaux de la Défense (militaires et civils) devraient se stabiliser dans le courant de l'année 2024 pour leur permettre de croître par la suite.

La recapitalisation dans le domaine du personnel constitue un effort fondamental, permanent et de longue haleine qui continuera donc en 2024. Les efforts dans ce domaine sont essentiels pour la réalisation du plan STAR et l'implémentation du portefeuille capacitaire du département prévu y compris par la loi de programmation militaire.

En matière d'attractivité et de rétention, la revalorisation salariale pour le personnel militaire qui a démarré le 1^{er} mars 2022 s'est poursuivie en 2023 et arrivera à plein régime en 2024 via un volet salarial, une augmentation substantielle de l'allocation de carrière et, pour certains militaires, une redéfinition de leur ancienneté pécuniaire. Le personnel civil se verra quant à lui également octroyer des chèques-repas à partir de 2024.

Même si le volet pécuniaire est important, plusieurs initiatives complémentaires au statut du militaire ont également été lancées et concrétisées dans plusieurs autres domaines dont le renforcement des initiatives en matière de promotions sociales et de possibilités de développement de carrière et de formations. Dans ce cadre, plusieurs initiatives ont vu le jour: pour certains candidats militaires, le raccourcissement de la période de candidature a été concrétisé lors du premier trimestre 2023; à partir d'avril 2023, le nombre de chances et l'âge pour pouvoir participer à la promotion sociale ont augmenté, ce qui permet à plus de militaires d'avoir accès à cet ascenseur social; et en 2024, une nouvelle forme de promotion spécifique sera également offerte aux membres de la catégorie de personnel des Volontaires qui pourront devenir Sous-Officiers via un trajet de sélection et de formation limité. Parallèlement,

3. Vrouwen en mannen in het centrum van de aandacht

Een nieuwe benadering van human resources voor een aantrekkelijke Defensie

De uitvoering van het POP-plan (*People Our Priority*) is het afgelopen jaar voortgezet en verschillende acties voor een herkapitalisatie op personeelsvlak die aan het begin van de legislatur werden opgestart, zijn concreet geworden. De inspanningen op personeelsvlak moeten uiteraard worden voortgezet, maar de verkregen resultaten bevestigen dat dit plan vruchten afwerpt.

Concreet, de afname van het militair personeel vertraagt en de groei van het burgerpersoneel heeft zich voortgezet sinds de implementatie van het POP-plan. Als de rekruteringsdoelstellingen worden bereikt, zou het totale personeel van Defensie (militair en burger) in het algemeen moeten stabiliseren in de loop van het jaar 2024, om nadien te kunnen aangroeien.

De herkapitalisatie op personeelsvlak vormt een fundamentele, permanente en langdurige inspanning die dus ook in 2024 zal worden voortgezet. Inspanningen op dit gebied zijn essentieel voor de realisatie van het STAR-plan en de implementatie van de geplande portfolio aan capaciteiten voor het departement, onder meer door de militaire programmawet.

Qua aantrekkelijkheid en retentie heeft de wedde-verhoging voor militairen, die inging op 1 maart 2022, zich in 2023 voortgezet en zal ze in 2024 op volle toeren draaien via een deel wedde, een substantiële verhoging van de loopbaantoevlage en, voor bepaalde militairen, een herdefinitie van hun financiële anciënniteit. Het burgerpersoneel zal vanaf 2024 ook maaltijdcheques krijgen.

Ook al is het financiële luik belangrijk, er zijn ook verschillende initiatieven gelanceerd en geïmplementeerd die het statuut van militair aanvullen in verschillende andere gebieden, waaronder de versterking van initiatieven inzake sociale promotie, loopbaanontwikkeling en vormingen. In dit kader zijn er verschillende initiatieven opgestart: voor bepaalde kandidaat-militairen werd de kandidatuursperiode verkort in het eerste trimester van 2023; vanaf april 2023 zijn het aantal kansen en de leeftijd verhoogd om te kunnen deelnemen aan sociale promotie, waardoor nu meer militairen toegang hebben tot deze sociale lift; en in 2024 wordt ook een nieuwe vorm van specifieke promotie aangeboden aan leden van de personeelscategorie van de vrijwilligers, die via een beperkt selectie- en vormingstraject onderofficier kunnen worden. Tegelijkertijd zal het aantal plaatsen voor de statutaire overgang van het tijdelijk naar het

le nombre de places pour le passage du statut à durée limitée vers celui de carrière sera considérablement augmenté. Les niveaux de qualification des militaires sont entre-temps désormais reconnus dans toutes les régions dans le cadre d'un éventuel passage vers le statut de fonctionnaire.

Les initiatives en matière d'attractivité des métiers au sein de la Défense se poursuivront et seront développées tant pour le personnel civil que militaire. Nous poursuivrons les efforts pour permettre aux femmes et aux hommes du département de prendre leur carrière plus en main sans pour autant perdre de vue les objectifs de l'organisation. Plusieurs études ont ainsi été réalisées et sont exploitées pour moderniser les régimes de travail et les modalités de travail à distance en apportant les aménagements là où cela s'avère compatible avec les missions spécifiques des unités. Les militaires disposent dorénavant également de plus de souplesse dans le choix du moment pour suivre certaines formations statutaires ce qui leur permet de mieux prendre leur carrière en main, entre autres dans le cadre d'un meilleur équilibre vie privée – vie professionnelle.

Dans une optique d'ancrage sociétal et de recrutement, une attention particulière sera continuellement consacrée à l'image et à la visibilité de la Défense dans les médias. Ainsi, le département poursuivra ses démarches de contact avec les jeunes afin de leur montrer ce qu'est la Défense ainsi que la diversité de ses métiers. En effet, La Défense dispose de nombreux atouts pour offrir aux jeunes ce qu'ils recherchent en leur proposant des carrières variées leur permettant de changer de fonctions, de développer leurs compétences, de gravir les échelons de la hiérarchie ou encore de changer d'employeur en bénéficiant d'un accompagnement. Plusieurs initiatives ont été prises en matière de visibilité: la Défense a été présente à de nombreux évènements dont le salon de l'automobile ou encore Batibouw et trois "pop-up stores" temporaires ont été ouverts dans des centres commerciaux à forte affluence. Les outils de communication avec les postulants ont également été modernisés en termes de canaux et plateforme d'inscription. L'utilisation des médias sociaux est et restera un point d'attention.

Afin d'assurer la continuité des services ou dans le cadre de l'amélioration de ceux-ci, la Défense fera appel si nécessaire et opportun à des partenaires privés pour certaines fonctions d'appui et de fourniture de services et ce, sans compromettre sa capacité de résilience ou de conduite de ses missions opérationnelles.

La Défense reste un employeur spécifique caractérisé par des valeurs et des missions particulières qui lui sont propres. C'est ainsi que le personnel de la Défense se démarque des autres travailleurs en matière de

beroepskader aanzienlijk worden verhoogd. De kwalificatienniveaus van het militair personeel worden intussen door alle regio's erkend als onderdeel van een mogelijke overgang naar het statuut van ambtenaar.

Initiatieven rond de aantrekkelijkheid van de defensieberoepen zullen worden voortgezet en uitgewerkt, zowel voor militair als burgerpersoneel. Wij zullen ons blijven inspannen om de vrouwen en mannen van het departement in staat te stellen hun loopbaan meer in eigen handen te nemen, zonder de doelstellingen van de organisatie uit het oog te verliezen. Er zijn verschillende studies uitgevoerd en aangewend om werkregimes en regelingen voor werken op afstand te moderniseren door aanpassingen door te voeren waar dit verenigbaar is met de specifieke missies van de eenheden. De militairen hebben nu ook meer flexibiliteit om het tijdstip te kiezen waarop zij bepaalde statutaire vormingen willen volgen, waardoor zij hun loopbaan beter in eigen hand kunnen nemen, onder meer in het kader van een beter evenwicht tussen werk en privéleven.

Met het oog op de maatschappelijke verankering en rekrutering zal voortdurend bijzondere aandacht worden besteed aan het imago en de zichtbaarheid van Defensie in de media. Het departement zal dus zijn inspanningen voortzetten om met jongeren in contact te komen en hen te tonen wat Defensie is en hoe divers haar beroepen zijn. Defensie beschikt inderdaad over veel troeven die jongeren kunnen bieden waar ze naar op zoek zijn, zoals gevarieerde carrières, waardoor ze van functie kunnen veranderen, hun vaardigheden kunnen ontwikkelen, kunnen opklimmen in de hiërarchie of zelfs onder begeleiding van werkgever kunnen veranderen. Op het gebied van zichtbaarheid zijn er diverse initiatieven genomen: Defensie was aanwezig op tal van evenementen, waaronder het autosalon en Batibouw, en er werden drie tijdelijke 'pop-upstores' geopend in drukke winkelcentra. Ook de middelen om met geïnteresseerden te communiceren werden gemoderniseerd op het vlak van kanalen en registratieplatform. Het gebruik van sociale media is en blijft een aandachtspunt.

Om de continuïteit van de dienstverlening te waarborgen of te verbeteren zal Defensie, indien nodig en gewenst, een beroep doen op private partners voor bepaalde functies voor steun en dienstverlening, zonder aantasting van haar veerkracht of de uitvoering van haar operationele missies.

Defensie blijft een specifieke werkgever die wordt gekenmerkt door haar eigen specifieke waarden en missies. Dit is hoe het Defensiepersoneel zich onderscheidt van andere werknemers in termen van beschikbaarheid,

disponibilité, de qualifications à acquérir, de longues et fréquentes absences du domicile ou encore de longs trajets domicile – lieu de travail. L'examen de mesures complémentaires visant à compenser cette spécificité dans ces domaines se poursuit.

Le personnel civil à la Défense

De plus en plus de fonctions ne nécessitant aucune expérience militaire peuvent être et sont exercées par du personnel civil et ce, d'une façon de plus en plus répartie sur le territoire. Le recrutement de civils permet ainsi au personnel militaire de se recentrer sur des tâches davantage opérationnelles, cœur du métier de militaire.

Avec au 1^{er} septembre 2023 plus de 341 recrutements de collaborateurs civils dont 165 conventions de premier emploi ("contrats Rosetta"), la Défense évolue d'année en année vers l'objectif des 15 % de personnel civil au sein du département, comme le prévoit le Plan STAR. Ainsi, à cette date, le pourcentage de civils au sein de la Défense était de 7,5 % (contre 6,2 % au 1^{er} janvier 2022; 5,83 % au 1^{er} janvier 2021 et 5,42 % au 1^{er} janvier 2020).

Le nombre de recruteurs attitrés au sein de Travaillerpour.be (SELOR) s'élève actuellement à trois personnes. Plusieurs actions ont été entamées pour poursuivre et augmenter l'effort de recrutement en matière de personnel civil en 2024. Ainsi, trois recruteurs sont en cours de certification et un appel pour le recrutement de deux autres recruteurs a été publié.

La Défense s'intègre pleinement dans les mécanismes en développement au sein de la Fonction publique fédérale permettant des procédures de recrutement plus courtes et/ou offrant plus d'autonomie aux différents départements en matière de recrutement. Une réserve de recrutement pour le personnel statutaire de niveau A et de niveau B a ainsi été constituée en 2023. En outre, la Défense s'est inscrite dans le trajet de réorientation de certains membres du personnel de BPost (137 personnes intéressées, dont 71 statutaires et 66 contractuelles) pour lesquels les entretiens de sélection sont en cours.

Dès 2024, la Défense appliquera le nouveau mécanisme de recrutement de Travaillerpour.be, dit "Fast Lane", pour les volumes et profils spécifiques requis notamment pour la Direction Générale "Material Resources" (DGMR) et les fonctions cyber.

En outre, un statut très spécifique de collaborateur au sein du service d'assistance religieuse et morale (SARM) de la Défense a été développé en concertation avec toutes les autorités concernées en 2023. Les

benodigde kwalificaties, lange en frequente afwezigheid van huis of zelfs lange woon-werktrajecten. Het onderzoek naar aanvullende maatregelen om deze specificiteit op deze gebieden te compenseren loopt verder.

Het burgerpersoneel bij Defensie

Steeds meer functies waarvoor geen militaire ervaring nodig is, kunnen en worden uitgevoerd door burgerpersoneel, en dit ook steeds meer verspreid over het grondgebied. De rekrutering van burgers stelt militairen dus in staat zich te heroriënteren op meer operationele taken, de kern van het militaire beroep.

Met op 1 september 2023 ruim 341 aanwervingen van burgerpersoneel, waaronder 165 startbaanovereenkomsten ("Rosetta-contracten"), beweegt Defensie zich jaar na jaar dichter naar de doelstelling van 15 % burgerpersoneel binnen het departement, zoals bepaald in het STAR-plan. Op vandaag bedraagt het percentage burgers binnen Defensie al 7,5 % (vergeleken met 6,2 % op 1 januari 2022; 5,83 % op 1 januari 2021 en 5,42 % op 1 januari 2020).

Het aantal recruiters dat aan Werkenvoor.be (SELOR) is toegewezen, bedraagt momenteel drie personen. Er zijn verschillende acties gestart om de rekruteringsinspanningen op het gebied van burgerpersoneel in 2024 voort te zetten en te vergroten. Zo zijn drie recruiters hun certificering aan het doorlopen en is er een oproep gepubliceerd voor de aanwerving van twee andere recruiters.

Defensie integreert zich volledig binnen de mechanismen die zich binnen het federaal openbaar ambt ontwikkelen, waardoor kortere rekruteringsprocedures mogelijk zijn en/of meer autonomie inzake rekrutering wordt geboden aan de verschillende departementen. Zo werd in 2023 een wervingsreserve aangelegd voor statutair personeel van niveau A en B. Daarnaast neemt Defensie deel aan het heroriëntatieproces voor bepaalde personeelsleden van BPost (137 geïnteresseerden, waarvan 71 statutair en 66 contractueel) waarvoor er selectiegesprekken lopende zijn.

Vanaf 2024 zal Defensie het nieuwe rekruteringsmechanisme van Werkenvoor.be, bekend als "Fast Lane", toepassen voor de specifieke volumes en profielen die met name nodig zijn voor de Algemene Directie Material Resources (DGMR) en voor cyberfuncties.

Bovendien werd in 2023 in overleg met alle betrokken autoriteiten een zeer specifiek statuut uitgewerkt van medewerker bij de Dienst Religieuze en Morele Bijstand (DRMB) van Defensie. De bijbehorende teksten

textes y relatifs débuteront leur contrôle administratif et budgétaire en 2024.

Une étude a été lancée en 2023 et est en cours de réalisation afin de garantir une collaboration structurelle optimale entre les collègues civils et militaires et de proposer aux premiers des perspectives de carrière attractives.

Connaissance et compréhension du marché de l'emploi

Le marché de l'emploi présente des caractéristiques et tendances conjoncturelles. Il réagit aux circonstances économiques ou sociétales du moment. Il est primordial que la Défense puisse maintenir une compréhension de ce marché de l'emploi pour aligner toujours au mieux ses processus et anticiper, le cas échéant, sur la base d'études et prévisions scientifiques.

En 2022, une étude a ainsi été menée afin d'identifier les tendances et nouveautés qui se développent sur le marché de l'emploi et qui pourraient servir de sources d'inspirations en matière de ressources humaines pour la Défense. Une collaboration approfondie avec le monde académique et scientifique externe et interne (notamment avec l'Institut Royal Supérieur de Défense – IRSD, et l'Ecole Royale Militaire – ERM) est envisagée afin d'alimenter les réflexions de manière tangibles et sur base factuelle.

L'éveil des vocations

Il apparaît clairement que la Défense doit s'inscrire dans la tendance actuelle des employeurs consistant à approcher de manière proactive les futurs primo-arrivants sur le marché de l'emploi. Pour aligner les attentes avec la réalité de l'offre d'emploi, il importe également que les messages véhiculés puissent donner une image réaliste et élargie des possibilités de carrière et des conditions de travail et de vie en tant que militaire ou employé civil à la Défense.

De très nombreuses initiatives en ce sens ont été lancées ces dernières années.

En 2022, trois stages “découverte” ont ainsi été organisés pour un total de 62 jeunes participants.

En 2023, 662 jeunes ont participé à un total de 24 stages “jeunes”.

Des capsules vidéo “A Day in the life of” sont disponibles en ligne et donnent aux postulants un meilleur aperçu de leur future fonction. La Défense étant à la recherche de profils avec un intérêt pour la technique

zullen in 2024 aan hun administratieve en budgettaire controle beginnen.

In 2023 is een studie gestart die momenteel wordt uitgevoerd om een optimale structurele samenwerking tussen militaire en burgercollega's te garanderen en om aan die laatstgenoemden aantrekkelijke loopbaanperspectieven te bieden.

Kennis en begrip van de arbeidsmarkt

De arbeidsmarkt vertoontconjuncturele kenmerken en trends. Ze reageert op de economische of maatschappelijke omstandigheden van het moment. Het is essentieel dat Defensie inzicht blijft hebben in deze arbeidsmarkt om haar processen nog beter op elkaar af te stemmen en waar nodig te anticiperen op basis van wetenschappelijke studies en prognoses.

In 2022 is een studie uitgevoerd naar de trends en nieuwe ontwikkelingen op de arbeidsmarkt en die als inspiratiebron inzake human resources kunnen dienen voor Defensie. Er wordt een diepgaande samenwerking overwogen met de academische en wetenschappelijke wereld, zowel extern als intern (in het bijzonder met het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie – KHID, en de Koninklijke Militaire School – KMS) om de gedachtegewisselingen op tastbare wijze en op een factuele basis te voeden.

De interesse aanwakkeren

Het is duidelijk dat Defensie moet aansluiten bij de huidige trend van werkgevers om toekomstige nieuwkomers op de arbeidsmarkt proactief te benaderen. Om de verwachtingen af te stemmen op de realiteit van het werk aanbod is het daarnaast van belang dat de overgebrachte boodschappen een realistisch en breed beeld kunnen geven van carrière mogelijkheden en werk- en levensomstandigheden als militair of burgermedewerker bij Defensie.

Er zijn de afgelopen jaren veel initiatieven in die richting gelanceerd.

In 2022 werden drie “ontdekkingstages” georganiseerd voor in totaal 62 jonge deelnemers.

In 2023 namen 662 jongeren deel aan in totaal 24 “jongerenstages”.

De online videoclips van “A Day in the life of” geven sollicitanten een beter beeld van hun toekomstige functie. Omdat Defensie op zoek is naar profielen met interesse in technologie en wetenschap, richten sommige van

et les sciences, une partie de ces clips portent sur des profils STEM (*Science, Technology, Engineering and Mathematics*).

Depuis 2021, 16 écoles secondaires néerlandophones offrent l'option "Aspirants aux métiers de la Défense, de la Prévention et de la Sécurité" dans le 3^{ème} degré de l'enseignement qualifiant, préparant aux métiers dans ces secteurs. En 2022, 13 écoles secondaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont démarré l'option à partir du 2^{ème} degré (4^{ème} année), comptabilisant 538 élèves inscrits pour l'année scolaire 2022-2023. Pour l'enseignement néerlandophone, il y avait pour l'année scolaire 2022-2023, 578 élèves inscrits en 5^{ème} année et 425 élèves inscrits en 6^{ème} année. De ces 425 élèves, 137 ont, en date du 20 septembre 2023, déjà sollicité un emploi à la Défense forts d'une meilleure connaissance des métiers disponibles et des conditions de travail grâce aux nombreux moments de contacts sous formes de cours et de visites, ou encore de périodes de camps.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, trois écoles supplémentaires proposeront cette option d'études en 2025 et quatre écoles à partir de 2026.

Ceci concrétise de manière positive la collaboration avec le secteur de l'enseignement. Avec les premières sollicitations attendues en 2025 du côté de l'enseignement francophone, il conviendra d'effectuer un premier bilan de cette initiative en termes de recrutement, tout en tenant compte de l'attrition liée à ces recrues.

Depuis 2022, des travaux sont en cours visant à augmenter la capacité et pérenniser le fonctionnement des différents Corps de Cadets. Ceux-ci apportent indéniablement une plus-value quant à l'éveil des vocations aux métiers de la Défense et permettent d'approcher, attirer et préparer un nombre croissant de jeunes prêts à embrasser une carrière au sein de la Défense.

Depuis 2022, la Défense travaille au développement du Service volontaire d'Utilité Collective (SUC) qui consiste en un trajet d'accompagnement offrant un développement des compétences professionnelles pour permettre aux prestataires de rejoindre plus facilement le marché de l'emploi au sens large. Un "trajet SUC" au sein de la Défense est en cours de préparation, en partenariat avec le secteur privé de l'industrie, de la prestation de service, de la construction et de l'automobile qui sont aussi d'importants pourvoyeurs d'emplois en Belgique. Ce partenariat, dénommé "REBOOT4YOU", a été conclu sous forme d'accord-cadre en juillet 2022 et décliné avec les différents secteurs concernés en accords d'exécution. Il consiste principalement en une offre de

die clips zich op STEM-profielen (Science, Technology, Engineering and Mathematics).

Sinds 2021 bieden 16 Nederlandstalige middelbare scholen de optie "Defensie en Veiligheid" aan in de 3^e graad van het technisch onderwijs, ter voorbereiding op beroepen in die sectoren. In 2022 zijn 13 middelbare scholen in de Federatie Wallonië-Brussel gestart met de optie vanaf de 2^e graad (4^e jaar), met 538 leerlingen ingeschreven voor het schooljaar 2022-2023. In het Nederlandstalig onderwijs waren er voor het schooljaar 2022-2023 578 leerlingen ingeschreven in het 5^e jaar en 425 leerlingen in het 6^e jaar. Van die 425 leerlingen hebben er op 20 september 2023 al 137 gesolliciteerd naar een baan bij Defensie, met een betere kennis van de beschikbare beroepen en arbeidsomstandigheden dankzij talrijke contactmomenten in de vorm van cursussen en bezoeken of zelfs kamperperiodes.

In de Federatie Wallonië-Brussel zullen drie bijkomende scholen deze studiemogelijkheid aanbieden in 2025 en vier scholen vanaf 2026.

Dit is een positieve realisatie van de samenwerking met de onderwijssector. Wanneer in 2025 de eerste sollicitanten uit de Franstalige onderwijssector worden verwacht, zal het gepast zijn om een eerste evaluatie van dit initiatief uit te voeren inzake rekrutering, rekening houdend met het hiermee gepaarde gaande personeelsverloop.

Sinds 2022 wordt gewerkt aan het vergroten van de capaciteit en het ondersteunen van de werking van de verschillende Kadettenkorpsen. Die bieden onmiskenbaar een toegevoegde waarde bij het aanwakkeren van de interesse voor beroepen bij Defensie en maken het mogelijk een groeiend aantal jonge mensen te benaderen, aan te trekken en voor te bereiden zodat ze klaar zijn voor een carrière bij Defensie.

Sinds 2022 werkt Defensie aan de ontwikkeling van de vrijwilliger Dienst van Collectief Nut (DCN), die bestaat uit een begeleidingsprogramma voor de ontwikkeling van professionele vaardigheden, zodat de deelnemers gemakkelijker kunnen toetreden tot de brede arbeidsmarkt. Er wordt binnen Defensie een "DCN-traject" voorbereid, in samenwerking met de private sector van de industrie, de dienstverlening, de bouw en de automobielsector, die eveneens belangrijke werkgevers zijn in België. Dit partnerschap, genaamd "REBOOT4YOU", werd in juli 2022 afgesloten in de vorm van een raamakkoord en opgesplitst in uitvoeringsakkoorden met de verschillende betrokken sectoren. Het bestaat vooral uit het aanbieden van kortlopende beroepsopleidingen.

formations professionnelles de courte durée. À l'issue de leur trajet, les prestataires pourront ainsi rejoindre le secteur privé ou la Défense, voire les deux s'ils optent pour un emploi en tant que réserviste.

Un avant-projet de loi a été développé en 2022 et sera présenté au Parlement d'ici à la fin 2023. Un arrêté royal d'exécution a également été rédigé et a permis d'entamer la procédure de contrôle administratif et budgétaire. Ensemble, ces textes devraient permettre un premier recrutement de prestataires d'un SUC dans le courant de 2024.

L'année 2024 permettra de continuer les travaux conceptuels et textuels afin de concrétiser les chantiers entamés.

Le recrutement et la sélection

Au 8 septembre 2023, la Défense a incorporé 382 Officiers, 1028 Sous-Officiers et 497 Volontaires. Les réalisations pour les Volontaires ne sont pas encore terminées.

En 2023, la Défense aura donc continué les efforts de recrutement le long des axes présentés et entamés l'an dernier.

Un axe majeur consiste en une approche proactive de la population déjà active et une attention particulière aux NEET (*Not in Employment, Education or Training*). Outre dans le cadre du Service volontaire d'Utilité Collective (SUC) (cf. point précédent "L'éveil des vocations"), la Défense continuera à approcher ce groupe-cible en s'appuyant sur l'expertise ainsi que sur le réseau des associations d'aide à la jeunesse et des organismes régionaux d'emploi et de formation. Des projets pilotes, dont nous tirons les enseignements dans une optique d'amélioration et de partenariat régulier, ont été réalisés en 2022 et 2023 avec des associations d'aide à la jeunesse.

Dès 2022 déjà, un protocole d'accord a été conclu avec chacune des trois Régions et leurs services dédiés à l'emploi et à la formation (FOREM, VDAB, ACTIRIS et Bruxelles-Formation) afin d'offrir la possibilité à leurs demandeurs d'emploi de trouver un travail à la Défense. En 2023, ces trois protocoles d'accord renouvelés avec les services régionaux pour l'emploi ont été mis en œuvre. Les actions concrètes en matière d'intensification de la collaboration dans les domaines de la communication dans le cadre du recrutement et en matière de formation se poursuivent via les comités de programmation respectifs.

Aan het einde van hun traject kunnen de deelnemers een baan zoeken in de privésector of bij Defensie, of zelfs bij beide als ze kiezen voor een baan als reservist.

In 2022 werd een voorontwerp van wet uitgewerkt dat eind 2023 aan het Parlement zal worden voorgelegd. Er is ook een koninklijk uitvoeringsbesluit opgesteld en de administratieve en budgettaire controleprocedure is gestart. Samen zouden deze teksten in 2024 de eerste aanwerving van DCN-deelnemers mogelijk moeten maken.

Het jaar 2024 zal bestaan uit de voortzetting van het conceptuele en tekstuele werk om de gestarte projecten concreter te maken.

Rekrutering en selectie

Op 8 september 2023 had Defensie 382 officieren, 1028 onderofficieren en 497 vrijwilligers ingelijfd. De wervingen voor de vrijwilligers zijn nog niet afgesloten.

In 2023 zal Defensie de rekruteringsinspanningen dus hebben voortgezet langs de assen die vorig jaar werden voorgesteld en opgestart.

Een belangrijke pijler bestaat uit een proactieve benadering van de actieve bevolking en een bijzondere aandacht voor NEET (*Not in Employment, Education or Training*). Behalve in het kader van de vrijwilliger Dienst van Collectief Nut (DCN) (zie vorig punt "De interesse aanwakkeren") zal Defensie die doelgroep ook blijven benaderen door zowel een beroep te doen op de expertise als op het netwerk van verenigingen voor jeugdhulp en regionale organisaties voor werkgelegenheid en opleiding. In 2022 en 2023 werden pilotprojecten uitgevoerd met verenigingen voor jeugdhulp, waaruit we lessen hebben getrokken ter verbetering en met het oog op een regelmatige samenwerking.

Al in 2022 werden protocolakkoorden gesloten met elk van de drie gewesten en hun diensten voor werkgelegenheid en opleiding (VDAB, FOREM, ACTIRIS en Bruxelles-Formation) om hun sollicitanten de mogelijkheid te bieden een baan te vinden bij Defensie. Sinds 2023 worden die drie vernieuwde protocolakkoorden met de regionale diensten voor arbeidsbemiddeling ook uitgevoerd. Via de respectievelijke programmacomités worden verder concrete acties ondernomen voor een intensievere samenwerking inzake communicatie in het kader van rekrutering en opleidingen.

Un accent particulier a également été mis en 2023 sur le recrutement de fonctions techniques. C'est ainsi que nous avons démarré le recrutement de Sous-Officiers de niveau B formés dans des hautes écoles en milieu civil au frais de la Défense. Cette année, 62 Sous-Officiers de niveau B ont ainsi été recrutés, dont 57 via le recrutement normal et 5 via le recrutement complémentaire. Vu la mise en service progressive de systèmes de plus en plus techniques, cet effort sera poursuivi en 2024, tout en tirant les enseignements de l'année académique 2023-2024.

Globalement, en 2024, l'effort de recrutement sera poursuivi avec une ambition de recrutement de 2500 militaires (300 Officiers, 950 Sous-Officiers et 1250 Volontaires). Pour rendre ceci possible, deux sessions de recrutement et de formation sont organisées par an à l'Ecole Royale des Sous-Officiers (ERSO). Ceci permet de limiter les stages d'attentes entre les formations à l'ERSO et les formations professionnelles tout en pouvant atteindre les 950 recrutements.

La formation

Les efforts intensifs fournis dans le domaine du recrutement, tant pour le personnel militaire que civil, ne peuvent complètement porter leurs fruits que si la Défense poursuit et augmente ses efforts en termes de formation pour développer les compétences de base de ses nouveaux collaborateurs, sans bien entendu négliger la formation en cours de carrière qui constitue un des grands atouts du département. Dans ce cadre, une valorisation des compétences pédagogiques des instructeurs est primordiale pour assurer cette formation de qualité.

Etant donné les nombreuses fonctions militaires ouvertes au recrutement et partant du constat de certains choix précipités ou insuffisamment informés par certaines recrues, une initiative légale permettant aux candidats Volontaires de choisir leur métier au cours de la formation initiale a été développée et sera présentée au début 2024, en vue d'une mise en œuvre dès 2025.

Rappelons ici le projet "REBOOT4YOU" conclu sous forme d'accord-cadre en juillet 2022 et décliné en accords d'exécution avec le secteur privé de l'industrie, de la construction, de l'automobile ou encore de la prestation de service (cf. point "L'éveil des vocations"). Ce projet consiste de la part de nos partenaires en une mise à disposition de formations de courte durée qui permettent l'acquisition de compétences professionnelles utiles pour l'exercice d'un métier au sein de la Défense ou dans les secteurs partenaires.

Nog in 2023 werd een bijzondere nadruk gelegd op de aanwerving van technische functies. Zo zijn we begonnen met de werving van onderofficieren van niveau B die op kosten van Defensie een opleiding kunnen volgen in burgerinstellingen voor hoger onderwijs. Dit jaar werden 62 onderofficieren van niveau B gerekruteerd, waarvan 57 via normale rekrutering en 5 via aanvullende rekrutering. Wegens de geleidelijke indienstname van steeds meer technische systemen zal die inspanning in 2024 worden voortgezet, waarbij lessen worden getrokken uit het academiejaar 2023-2024.

In het algemeen zal de rekruteringsinspanning in 2024 worden voortgezet met de ambitie om 2500 militairen te rekruteren (300 officieren, 950 onderofficieren en 1250 vrijwilligers). Om dit mogelijk te maken worden er jaarlijks twee rekruterings- en vormingssessies georganiseerd bij de Koninklijke School voor Onderofficieren (KSOO). Dit maakt het mogelijk om de wachttijd tussen KSOO-opleiding en professionele opleiding te beperken en tegelijkertijd 950 rekruteringen te bereiken.

Vorming

De intensieve inspanningen op het vlak van rekrutering, zowel voor militair als voor burgerpersoneel, kunnen alleen maar vruchten afwerpen als Defensie haar inspanningen op het gebied van vorming voortzet en opvoert om de basisvaardigheden van haar nieuwe medewerkers te ontwikkelen, zonder uiteraard de vorming tijdens de loopbaan – een van de grote troeven van het departement – te verwaarlozen. In die context is het belonen van de pedagogische competenties van instructeurs essentieel om deze kwaliteitsvolle opleiding te garanderen.

Gezien de vele militaire functies die openstaan voor rekrutering en vanuit de vaststelling dat rekruten soms wel eens overhaaste of onvoldoende geïnformeerde keuzes maken, is er een juridisch initiatief ontwikkeld dat kandidaat-vrijwilligers in staat stelt hun beroep te kiezen tijdens de basisvorming, wat begin 2024 zal worden gepresenteerd met het oog op een invoering vanaf 2025.

We brengen hier graag het "REBOOT4YOU"-project in herinnering, dat in juli 2022 in de vorm van een raamovereenkomst werd afgesloten en opgesplitst in uitvoeringsovereenkomsten met de private sector van de industrie, de bouw, de automobielsector en ook de dienstverlening (zie punt "De interesse aanwakkeren"). Dit project bestaat, langs de kant van onze partners, uit het aanbieden van kortlopende opleidingen waarbij professionele vaardigheden verworven kunnen worden die nuttig zijn om een beroep uit te oefenen bij Defensie of in partnersectoren.

Différents trajets de formations communs ont été concrétisés spécifiquement avec Skeyes. Nous avons ainsi défini la formation complémentaire à suivre par un contrôleur de trafic aérien militaire pour obtenir une license civile. Les premiers élèves-contrôleurs de trafic aérien militaire ont démarré ces formations communes avec leurs collègues civils. En 2024, les leçons de la première année de mise en œuvre de ces premières formations communes seront tirées.

D'ici la fin 2023, le premier volet de l'achat en matériel dans le cadre du *Blended Learning* (permettant une combinaison d'apprentissage sur site et à distance) devrait être livré.

En 2024, la Défense poursuivra ce projet via l'achat du matériel et la préparation du basculement progressif de certaines formations vers le mode *Blended Learning*, y compris l'accompagnement et la familiarisation des instructeurs à ces nouvelles techniques.

En matière de formation continuée – comme les formations pour candidat Officier supérieur, candidat Sous-Officier d'élite ou candidat Sous-Officier supérieur –, les initiatives visant à permettre aux intéressés de choisir le moment de leur formation ont été concrétisées. Il s'agit d'une étape dans le processus visant à donner à une personne davantage de possibilités de prendre sa carrière en main, contribuant ainsi au bien-être du personnel et permettant un meilleur équilibre vie professionnelle – vie privée. Les premières formations sous ce nouveau régime ayant débutées en 2023, il conviendra de tirer les leçons de cette initiative en 2024.

L'attrition dans le parcours de formation de base et de candidature militaire reste un point d'attention majeur et revêt une priorité essentielle. Des études réalisées l'année écoulée indiquent que les causes sont multiples et en partie intrinsèquement liées à la rusticité et à l'éloignement fréquent propres à la profession. Un groupe de travail a été mis sur pied récemment afin d'établir au plus tôt un plan d'action à mettre en œuvre dès 2024 afin de prévenir et de lutter contre ces départs précoces.

Un groupe de travail créé en mars 2023 a entre-temps déjà développé le programme "HPP" (*Human Performance Program*) sous forme de scénario de test au sein de quelques organismes de formation. Ce programme vise à planifier et conduire les activités de formation en assurant un suivi détaillé et individuel du paramètre physique, mental, médical et alimentaire dans le but de limiter le risque de blessures et d'attrition. En 2024, le groupe de travail développera, en collaboration avec la Direction Générale "Health & Well-Being" de la Défense

Specifiek met Skeyes werden verschillende gezamenlijke opleidingen uitgewerkt. Zo hebben wij de aanvullende opleiding gedefinieerd die een militaire luchtverkeersleider moet volgen om een burgerlicentie te verkrijgen. De eerste leerlingen militaire luchtverkeersleiders zijn samen met hun burgercollega's aan die gezamenlijke opleiding begonnen. In 2024 worden de lessen getrokken uit het eerste jaar van de invoering van deze eerste gezamenlijke opleidingen.

Tegen eind 2023 moet het eerste deel worden geleverd van het aangekochte materieel in het kader van Blended Learning (dat een combinatie mogelijk maakt van onderwijs ter plaatse en afstandsonderwijs).

In 2024 zal Defensie dit project voortzetten door de aanschaf van materieel en de voorbereiding van de geleidelijke overstag van bepaalde vormingen naar Blended Learning, inclusief ondersteuning en kennismaking van instructeurs met deze nieuwe technieken.

Op het gebied van voortgezette vorming – zoals de opleiding van kandidaat-hoger officieren, kandidaat-elite-onderofficieren of kandidaat-hoger onderofficieren – zijn er initiatieven ingevoerd die de betrokkenen toelaten om zelf het tijdstip van hun opleiding te kiezen. Dit is een stap in het proces om iemand meer kansen te geven om de regie over zijn loopbaan in handen te nemen, wat bijdraagt aan het welzijn van het personeel en een beter evenwicht tussen werk en privéleven. Omdat de eerste vormingen onder dit nieuwe regime in 2023 van start zijn gegaan, is het nuttig om in 2024 lessen te trekken uit dit initiatief.

Het personeelsverloop tijdens het proces van de basisopleiding en de militaire kandidaatstelling blijft een belangrijk aandachtspunt en is een topprioriteit. Uit studies van het afgelopen jaar blijkt dat er tal van oorzaken zijn, deels intrinsiek verbonden met de hardheid en de veelvuldige uithuizigheid, eigen aan het beroep. Onlangs is een werkgroep opgericht om zo snel mogelijk een actieplan op te stellen dat vanaf 2024 moet worden uitgevoerd om dit vroegtijdig vertrek te voorkomen en te bestrijden.

Een in maart 2023 opgerichte werkgroep heeft al het "HPP" (*Human Performance Program*) ontwikkeld als testscenario bij een aantal opleidingsorganisaties. Dit programma heeft tot doel om opleidingsactiviteiten te plannen en bij te sturen door een gedetailleerde en individuele monitoring van fysieke, mentale, medische en voedingsparameters met als doel het risico op blessures en uitval te beperken. In 2024 zal de werkgroep, in samenwerking met de Algemene Directie "Health & Well-Being" (DG H&WB), de HPP-capaciteit uitwerken

(DG H&WB), la capacité HPP dans une optique d'élargissement à terme à toutes les unités opérationnelles et de formation.

Le développement et la valorisation des compétences pédagogiques des instructeurs sont ici également primordiales. Pour cette raison, les textes relatifs à une valorisation des instructeurs ont été développés en 2023 pour une mise en œuvre dès leur publication.

La carrière

Bien que l'attrition de carrière soit au taux remarquablement faible de 2,15 % (2022), il est important de continuer à veiller également à la rétention du personnel employé à l'issue de sa candidature, en prêtant particulièrement attention non seulement à une rémunération compétitive, mais aussi au bien-être au travail et à l'équilibre vie professionnelle – vie privée, sans oublier les perspectives de carrière attrayantes.

Outre les initiatives pécuniaires et relatives à l'équilibre vie professionnelle – vie privée déjà mentionnées, la Défense a entamé plusieurs chantiers complémentaires.

Une étude relative à l'amélioration et à l'uniformisation des modalités d'octroi de certaines allocations de qualification, comme en bénéficient notamment les démineurs, les plongeurs ou encore les paracommandos, a été réalisée sous l'angle d'une harmonisation du mécanisme d'octroi des allocations ainsi que des montants de celles-ci. La traduction en textes réglementaires de cette étude est en cours pour une mise en œuvre possible en 2024.

Dans le domaine de la rémunération et en complément de la revalorisation salariale susmentionnée, l'effort principal en termes d'avantages ou de "benefits" se traduit au travers de l'élaboration d'un plan stratégique relatif au logement familial. Ce plan est en cours de finalisation et a été développé par l'OCASC (Office Central d'Action Sociale et Culturelle) avec l'appui de la Défense et sur la base d'une enquête réalisée auprès du personnel durant l'été 2023.

En 2023, le concept relatif à la création d'une prime au recrutement et à la rétention pour les métiers en pénurie a été traduit en textes réglementaires. En 2024, ces textes devront être soumis au processus de contrôle administratif et budgétaire.

Une base légale permettant d'assurer un meilleur appui aux familles des militaires en service permanent à l'étranger a été préparée. Par ailleurs, une autre base réglementaire a été développée pour permettre

met de bedoeling om die uiteindelijk uit te breiden naar alle operationele en opleidingseenheden.

Ook de ontwikkeling en waardering van de pedagogische competenties van de instructeurs zijn hierbij essentieel. Daarom zijn de teksten met betrekking tot de waardering van de instructeurs in 2023 opgesteld voor uitvoering vanaf hun publicatie.

De loopbaan

Hoewel het loopbaanverloop op een opmerkelijk laag niveau ligt van 2,15 % (2022), is het belangrijk om ook te blijven zorgen voor het behoud van het aangeworven personeel na voltooiing van hun kandidaatsperiode, waarbij niet alleen bijzondere aandacht wordt besteed aan een competitieve verloning, maar ook aan het welzijn op het werk en het evenwicht tussen werk en privéleven, zonder aantrekkelijke carrièreperspectieven te vergeten.

Naast de eerder vermelde financiële initiatieven en initiatieven op het gebied van de balans tussen werk en privéleven, heeft Defensie diverse aanvullende projecten opgestart.

Er werd een studie uitgevoerd met betrekking tot de verbetering en standaardisatie van de toekenningsvoorraarden van bepaalde kwalificatievergoedingen, die vooral ontmijners, duikers en paracommando's ontvangen, vanuit de optiek van een harmonisatie van het toekenningsmechanisme van vergoedingen en hun bedragen. Er wordt gewerkt aan de omzetting van dit onderzoek naar regelgevingsteksten voor een mogelijke implementatie in 2024.

Op het gebied van verloning komt, naast de bovennoemde weddeverhoging, de belangrijkste inspanning op het gebied van voordelen of "benefits" tot uiting in de uitwerking van een strategisch plan rond gezinshuisvesting. Dit plan wordt momenteel gefinaliseerd en werd ontwikkeld door de CDSCA (Centraal Bureau voor Sociale en Culturele Actie) met steun van Defensie en op basis van een enquête die tijdens de zomer van 2023 onder het personeel werd uitgevoerd.

In 2023 werd het concept rond het creëren van een rekruterings- en retentiepremie voor knelpuntberoepen omgezet in regelgevingsteksten. In 2024 zullen die teksten aan het administratieve en budgettaire controleproces moeten worden voorgelegd.

Er is een wettelijke basis voorbereid om betere ondersteuning te verzekeren voor de gezinnen van militairen in permanente dienst in het buitenland. Bovendien werd een andere regelgevende basis ontwikkeld om personeel dat

au personnel affecté à l'étranger pour une période allant de 6 à 12 mois de choisir le statut sous lequel cette affectation est réalisée. Le parcours du processus d'adoption de ces deux initiatives devrait se clôturer pour fin 2023 et permettre ainsi une première application à partir de 2024.

La mobilité pendant la carrière et la fin de carrière

La mobilité professionnelle pendant la carrière est une mesure importante qui participe au renforcement de l'attractivité du département.

Les travaux de reconnaissance des compétences par le consortium de validation des compétences en Fédération Wallonie-Bruxelles se sont clôturés en 2023. La mise en œuvre des reconnaissances des compétences sera réalisée en 2024. Elle sera accompagnée d'une communication spécifique.

Réintégration professionnelle

Il existe diverses raisons et circonstances pour lesquelles des militaires peuvent ne plus être aptes au service militaire. La Défense poursuivra le développement d'un accompagnement multidisciplinaire pour assurer le soutien du personnel militaire invalide et favorisera toujours plus une intégration rapide parmi le personnel civil du département.

Dans le cadre de la réintégration professionnelle, la Défense finalise les textes légaux qui reprennent les différents trajets possibles de réintégration. Ces trajets s'intègrent dans les processus de comparution devant la Commission Militaire d'Aptitude et de Réforme (CMAR), en prévoyant que le personnel blessé ou malade puisse décider, avec le conseiller en prévention-médecin du travail, d'un trajet de réinsertion adapté. Ce trajet suspend la procédure CMAR, sans interférer toutefois avec les examens en médecine d'expertise qui complètent le dossier du patient.

Nous continuons par ailleurs à être attentifs au personnel moins valide et à lui appliquer un modèle identique à celui des plus valides, notamment dans le domaine sportif. Ainsi, la Défense a par exemple participé, cette année encore, aux "Invictus Games" – compétition internationale multisports pour soldats et vétérans de guerre blessés, ainsi que pour militaires en situation de handicap –, qui se sont tenus du 9 au 16 septembre 2023 à Düsseldorf. Nos athlètes ont remporté 12 médailles à l'occasion de ces jeux.

voor een periode van 6 tot 12 maanden in het buitenland is uitgezonden, de mogelijkheid te bieden het statuut te kiezen waaronder deze opdracht wordt uitgevoerd. Het goedkeuringsproces voor deze twee initiatieven zou eind 2023 afgerond moeten zijn, zodat een eerste toepassing vanaf 2024 mogelijk zou zijn.

Mobiliteit tijdens de loopbaan en loopbaaneinde

Professionele mobiliteit tijdens de loopbaan is een belangrijke maatregel die helpt om de aantrekkelijkheid van het departement te versterken.

De werkzaamheden voor de erkenning van competenties door het consortium voor de validering van competenties in de Federatie Wallonië-Brussel werden in 2023 voltooid. De invoering van de erkenning van competenties zal in 2024 plaatsvinden. Dit zal gepaard gaan met een afzonderlijke communicatie.

Professionele herintrede

Er zijn verschillende redenen en omstandigheden waarom militairen mogelijk niet langer geschikt zijn voor militaire dienst. Defensie zal blijven werken aan de ontwikkeling van multidisciplinaire begeleiding om de ondersteuning van het militair personeel met een handicap te garanderen en zal nog meer inzetten op een snelle toetreding tot het burgerpersoneel van het departement.

In het kader van de professionele re-integratie legt Defensie de laatste hand aan de wetteksten rond de verschillende mogelijke re-integratietajecten. Die trajecten sluiten aan bij de processen van oproeping voor de Militaire Commissie voor Geschiktheid en Reform (MCGR), door te bepalen dat een gewond of ziek personeelslid samen met de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer kan beslissen over een aangepast re-integratietaject. Dit traject schort de MCGR-procedure op, zonder echter de medische expertise-onderzoeken te doorkruisen die het dossier van de patiënt aanvullen.

We blijven ook aandacht besteden aan het personeel met een handicap en volgen voor hen een model dat identiek is aan dat van het personeel zonder handicap, vooral op sportief gebied. Zo deed Defensie dit jaar weer mee aan de "Invictus Games", een internationale multisportcompetitie voor gewonde militairen en oorlogsveteranen, maar ook voor militairen met een handicap, die van 9 tot 16 september 2023 in Düsseldorf werd gehouden. Tijdens deze wedstrijden wonnen onze atleten 12 medailles.

La Défense: un outil de promotion sociale et un ascenseur social

La base légale et réglementaire de l'extension de la promotion sociale a été adoptée en 2023, rendant illimité le nombre de fois qu'un militaire peut poser sa candidature dans le cadre du recrutement interne. Cette base légale sera d'application lors du processus de promotion interne de 2024.

En outre, depuis l'été 2023, le passage d'Officier de carrière du niveau B vers le niveau A a été rendu automatique dès l'obtention d'un master.

En 2023 également, un nouveau trajet de promotion sociale spécifique a été développé et finalisé afin de permettre l'accession aux grades de Sous-Officiers subalternes via un trajet de sélection simplifié et une formation raccourcie. Une campagne d'information est en cours depuis cet été, en préparation d'une première application lors du processus de promotion interne de 2024.

Meilleure répartition géographique des quartiers

En juillet 2021, le gouvernement a prévu, en approuvant le plan Quartiers que nous lui avons proposé, la construction de deux nouveaux quartiers militaires – dits “Quartiers du futur” –, plutôt que de prévoir des fermetures de casernes comme c'était le cas depuis de trop nombreuses années.

Conformément à la résolution (1049) de la Chambre des représentants “visant à améliorer la répartition géographique des casernes en Belgique, précisément par la création de nouveaux quartiers militaires en Flandre orientale et dans le Hainaut”, ce plan Quartiers vise une meilleure répartition géographique et composition des différents quartiers, avec un plus large éventail de fonctions au sein ou à proximité des quartiers. Il accorde une attention particulière à la construction d'infrastructures et à la rénovation des quartiers existants. Il s'agit donc d'un plan d'investissement global qui assure une revalorisation du personnel, une meilleure répartition et une meilleure intégration à travers la Belgique, mais aussi la préparation aux systèmes nouvellement acquis et la rénovation nécessaire de l'ancien patrimoine, en ce compris d'un point de vue énergétique.

Avec l'avènement des deux Quartiers du futur à Charleroi et Grammont, la Défense verra en effet améliorer la distribution géographique de ses casernes en Belgique afin, à long terme, de se connecter plus étroitement à l'écosystème local en termes de personnel, d'infrastructure et d'innovation. Cette ouverture

Defensie: een instrument voor sociale promotie en een sociale lift

De wettelijke en regelgevende basis voor de uitbreiding van de sociale promotie werd in 2023 goedgekeurd, waardoor een militair zich voortaan een onbeperkt aantal keren kandidaat kan stellen in het kader van de interne rekrutering. Deze wettelijke basis zal van toepassing zijn tijdens het traject voor de interne promotie van 2024.

Daarnaast gaat een beroepsofficier sinds de zomer van 2023 automatisch over van niveau B naar niveau A bij het behalen van een masterdiploma.

Ook in 2023 is een nieuw specifiek traject voor sociale promotie uitgewerkt en afgerond om toegang tot de graad van lager onderofficier mogelijk te maken via een vereenvoudigd selectietraject en een verkorte vorming. Sinds deze zomer loopt er een informatiecampagne ter voorbereiding op een eerste toepassing tijdens het traject voor de interne promotie van 2024.

Betere geografische spreiding van de kwartieren

In juli 2021 heeft de regering, met de goedkeuring van het door ons voorgestelde Kwartierplan, de bouw vooropgesteld van twee nieuwe militaire kwartieren – ook wel “Kwartieren van de Toekomst” genoemd – in plaats van de sluiting van kazernes, zoals gedurende te veel jaren het geval was.

Volgens resolutie (1049) van de Kamer van volksvertegenwoordigers “betreffende een betere geografische spreiding van de kazernes in België, meer bepaald door nieuwe militaire kwartieren in Oost-Vlaanderen en in Henegouwen op te richten”, beoogt dit Kwartierplan een betere geografische spreiding en samenstelling van verschillende kwartieren, met een breder scala aan functies binnen of nabij kwartieren. Er wordt bijzondere aandacht besteed aan de aanleg van infrastructuur en de renovatie van bestaande kwartieren. Het gaat hier dus over een globaal investeringsplan dat zorgt voor een herwaardering van het personeel, een betere verdeling en een betere integratie over heel België, maar ook voor de voorbereiding op nieuw aangekochte systemen en de noodzakelijke renovatie van oude activa, ook vanuit energieoogpunt.

Met de komst van de twee Kwartieren van de Toekomst in Charleroi en Geraardsbergen zal Defensie inderdaad een betere geografische spreiding kennen van haar kazernes in België om op lange termijn nauwer aan te sluiten bij het lokale weefsel op het vlak van personeel, infrastructuur en innovatie. Deze grotere openheid naar

renforcée vers la société permettra aussi d'améliorer les possibilités locales de recrutement.

Afin de mener à bien la réalisation de ces deux Quartiers, une structure de gouvernance civilo-militaire a été mise en place, pour permettre à la Défense d'acquérir les terrains nécessaires à la construction dans les meilleurs délais. Des pistes de mutualisation et de coopération "gagnant-gagnant" innovantes sont recherchées dans les domaines de la sécurité au sens large (Zone de Police et Police Fédérale, Zone de Secours, Protection Civile, Gestion de Crise, ...), de la recherche et du développement, de l'innovation, de la formation, du logement ou encore du secteur médical. Les discussions visant à concrétiser les partenariats se poursuivent et les premiers résultats concrets devraient être connus en 2024.

En 2023, une étude a été lancée pour le Quartier du futur Sud (Charleroi) afin d'intégrer au mieux les besoins de la Défense au regard du terrain envisagé pour l'implémentation du nouveau quartier. En parallèle, des recherches complémentaires sont menées sur l'état du sol (assainissement) avant que la Défense ne puisse procéder à son acquisition. En 2024, la procédure d'appel d'offres public pour la construction de ce quartier sera lancée, en même temps que le projet d'assainissement mené par Duferco. Des dispositions seront prises pour concrétiser les études sur la collaboration.

Concernant le Quartier du futur Nord (Grammont), l'autorité chargée d'élaborer les plans d'aménagement du territoire est en cours de détermination. Cette étape est importante pour définir le calendrier pour l'acquisition des terrains et, par la suite, le lancement de la procédure de marché public pour la construction. Entre-temps, des discussions ont également été entamées avec les autorités communales et les autres partenaires intéressés afin de trouver des synergies et des possibilités de coopération.

Plus largement, tous les projets d'infrastructure sont évidemment en ligne avec le Plan Quartiers.

Le projet de construction d'un héliport pour les hélicoptères de sauvetage et de soutien maritime (*Search & Rescue*) sur le site de l'aéroport d'Ostende a été approuvé par le Conseil des ministres en date du 20 juillet 2023. Cet héliport sera entièrement intégré à l'aéroport d'Ostende, ce qui permettra à la Défense d'utiliser les services aéroportuaires existants. L'emplacement exact dans l'aéroport fait partie d'une analyse et sera soumis au gouvernement. L'attribution du contrat de conception et de construction est prévue pour fin 2024.

de samenleving zal ook de mogelijkheden voor lokale rekrutering verbeteren.

Om de bouw van die twee kwartieren succesvol te kunnen voltooien, is er een civiel-militaire beheerstructuur opgezet, zodat Defensie zo snel mogelijk de nodige bouwterreinen kan verwerven. Er wordt gezocht naar innovatieve mogelijkheden voor pooling en "win-win"-samenwerking op het gebied van veiligheid in brede zin (politiezone en federale politie, hulpverleningszone, civiele bescherming, crisisbeheersing, enz.), van onderzoek en ontwikkeling, innovatie, opleiding, huisvesting en zelfs in de medische sector. De gesprekken om die partnerschappen te realiseren lopen verder en de eerste concrete resultaten zouden in 2024 bekend moeten zijn.

In 2023 is een studie opgestart voor het Kwartier van de Toekomst Zuid (Charleroi) om zo goed mogelijk rekening te houden met de behoeften van Defensie met betrekking tot het beoogde terrein voor de inplanting van het nieuwe kwartier. Tegelijkertijd wordt aanvullend onderzoek gedaan naar de staat van het terrein (sanering) voordat Defensie tot de verwerving kan overgaan. In 2024 zal de openbare aanbestedingsprocedure voor de bouw van dit kwartier worden opgestart, gelijktijdig met het saneringsproject onder leiding van Duferco. Er zullen voorzieningen worden getroffen om de studies rond samenwerking te concretiseren.

Wat het Kwartier van de Toekomst Noord (Geraardsbergen) betreft, wordt momenteel bepaald welke overheid verantwoordelijk is voor het ontwikkelen van de bestemmingsplannen. Die stap is belangrijk om de timing te bepalen voor de verwerving van de terreinen en vervolgens de lancering van de procedure van openbare aanbesteding voor de bouw. Inmiddels zijn ook gesprekken gestart met gemeentelijke overheden en andere geïnteresseerde partners om synergieën en samenwerkingsmogelijkheden te vinden.

Meer algemeen zijn alle infrastructuurprojecten uiteraard op het Kwartierenplan afgestemd.

Het bouwproject voor een helihaven voor reddings- en maritieme steunhelikopters (*Search & Rescue*) op de site van de luchthaven van Oostende, werd op 20 juli 2023 door de Ministerraad goedgekeurd. Deze helihaven zal volledig geïntegreerd worden in de luchthaven van Oostende, waardoor Defensie gebruik kan maken van de bestaande luchthavendiensten. De exacte inplanting op de luchthaven maakt deel uit van een analyse en zal aan de regering worden voorgelegd. De gunning van het ontwerp- en bouwcontract staat gepland voor eind 2024.

Concernant le “Medical Hub”, un symposium a été organisé en juin 2023 pour attirer des partenaires potentiels. Une évaluation de cette situation sera dressée dans les prochains mois. Sur la base du rapport de l'étude de consultance, le cahier des charges sera établi pour développer un projet de référence, dont la publication est prévue pour 2024. Les résultats de celle-ci formeront la base de la phase d'étude détaillée et de l'appel d'offres public pour la réalisation du Medical Hub. Cette nouvelle plateforme médicale contribuera au soutien des forces armées lors des opérations à travers le déploiement de ressources médicales et infirmières formées aux opérations. Le pôle développera également des capacités d'expertise, de recherche, de formation et d'innovation utiles au fonctionnement de la Défense et de la société. Il optimisera également les soins aux patients et continuera à les intégrer aux offres de soins civils dans l'environnement locorégional.

Le plan Quartiers prévoit également le renforcement des capacités d'accueil et de formation dans nos casernes pour répondre à l'augmentation du recrutement et du double enrôlement des sous-officiers, ainsi qu'une meilleure répartition des établissements de formation. Dans ce cadre, l'extension du centre de formation logistique de Tournai aura lieu, incluant une section bilingue de l'Ecole Royale des Sous-Officiers (ERSO), qui a atteint ses limites en termes de capacité d'accueil. Le mémorandum global selon lequel tous les travaux s'inscrivent dans le cadre du soutien à la création d'une école de Sous-Officiers à Tournai a été approuvé par le Conseil des ministres le 14 juillet 2023. Les travaux débuteront en 2024 dans les quartiers Ruquoy et St-Jean afin de pouvoir accueillir dans de bonnes conditions, dès 2027, les premiers élèves de ce nouveau campus pour Sous-Officiers.

En général, tous les projets d'investissement dans les infrastructures répondent non seulement à toutes les normes de sécurité et de bien-être au travail, mais également à la norme New Way of Working (NWOW).

Le projet d'un nouveau quartier général pour l'état-major de la Défense, qui fait également partie de la politique de NWOW, en est un bon exemple. Un environnement de travail agréable et dynamique sera ainsi offert aux employés de l'état-major de la Défense et sera conçu de manière à donner une impulsion à la collaboration entre les services d'état-major et les services de sécurité. Le contrat a été attribué fin 2022 et la phase d'étude est en cours.

L'objectif de neutralité carbone du parc immobilier de la Défense à l'horizon 2040 est bien entendu poursuivi. Diverses initiatives sont en cours pour atteindre cet objectif ambitieux. Par conséquent, tous les investissements

Betreffende de “Medical Hub”, werd in juni 2023 een symposium georganiseerd om potentiële partners aan te trekken. De komende maanden zal een evaluatie van de situatie worden uitgevoerd. Op basis van het studierapport van het adviesbureau zal een lastenboek worden opgesteld om een referentieproject te ontwikkelen, waarvan de publicatie gepland is voor 2024. De resultaten hiervan zullen de basis vormen voor de gedetailleerde studiefase en voor de openbare aanbesteding van de bouw van de Medical Hub. Dit nieuwe medische platform zal bijdragen aan de ondersteuning van de strijdkrachten tijdens operaties door de inzet van medische middelen en verpleegkundigen met een operationele vorming. Het centrum zal ook capaciteiten voor expertise, onderzoek, opleiding en innovatie ontwikkelen die nuttig zijn voor de werking van Defensie en voor de samenleving. Het zal ook de patiëntenzorg optimaliseren en blijven integreren in het civiele zorgaanbod in de lokaal-regionale omgeving.

Het Kwartierplan voorziet ook in de versterking van de onthaal- en opleidingscapaciteiten in onze kazernes als reactie op de toename van de rekrutering en de dubbele inlijving van onderofficieren, en in een betere spreiding van vormingsinstellingen. In die context zal het opleidingscentrum voor de logistiek in Doornik uitgebred worden, inclusief een tweetalige afdeling van de Koninklijke School voor Onderofficieren (KSOO), die zijn grenzen heeft bereikt qua onthaalcapaciteit. Het globale memorandum volgens welke al het werk deel uitmaakt van de steun voor de oprichting van een school voor onderofficieren in Doornik werd op 14 juli 2023 door de Ministerraad goedgekeurd. In 2024 zullen de werken van start gaan in de kwartieren Ruquoy en Saint-Jean om vanaf 2027 de eerste studenten van deze nieuwe campus voor onderofficieren in goede omstandigheden te kunnen onthalen.

Over het algemeen voldoen alle infrastructuurinvesteringsprojecten niet alleen aan alle normen voor veiligheid en welzijn op het werk, maar ook aan de norm New Way of Working (NWOW).

Een mooi voorbeeld hiervan is het project voor een nieuw hoofdkwartier voor de Defensiestaf, eveneens een onderdeel van het NWOW-beleid. Dit project zal een prettige en dynamische werkomgeving bieden aan de medewerkers van de Defensiestaf en wordt ingericht om een impuls te geven aan de samenwerking tussen de staf- en veiligheidsdiensten. Dit contract werd eind 2022 gegund; de studiefase is lopende.

Uiteraard wordt de doelstelling van CO₂-neutraliteit van het vastgoedpark van Defensie tegen 2040 nastreefd. Er lopen verschillende initiatieven om die ambitieuze doelstelling te bereiken. Daarom moeten

dans les infrastructures doivent également respecter les normes les plus élevées en matière d'efficacité énergétique.

Par exemple, le nouveau quartier général sera un bâtiment à consommation d'énergie quasi nulle (*nearly zero-emission building – NZEB*), avec l'obligation de surpasser les réglementations en matière de performance énergétique de 20 %. Des sources d'énergies renouvelables telles que le stockage d'énergie du sol, les panneaux solaires et les pompes à chaleur seront utilisées, ce qui entraînera une réduction significative de la consommation d'énergie et la transition énergétique vers une infrastructure neutre en carbone et durable, tout en maintenant l'efficacité opérationnelle.

En 2023, le quartier militaire Bootsman Jonsen à Ostende a été connecté à un réseau de chaleur, ce qui en fait le premier quartier militaire à être totalement neutre en carbone pour le chauffage et le refroidissement de ses infrastructures.

La Défense a également rejoint le projet fédéral DRFM (*Design, Renovate, Finance and Maintain*) et est pleinement engagée dans l'installation de panneaux solaires dans les quartiers. D'ici 2025 au plus tard, toutes les commandes auront été passées pour l'installation de panneaux solaires dans tous les quartiers militaires. Les investissements de la Défense dans le domaine des infrastructures ont donc un impact positif sur l'empreinte environnementale.

Des travaux d'adaptation sont réalisés au profit des unités décentralisées de la Composante Terre à Lombardsijde, Tournai et Gavere.

La mise en œuvre de la loi de programmation militaire conduit, entre autres, au renouvellement ou à la mise en service de nouvelles capacités, qui s'accompagne souvent d'investissements nécessaires dans les infrastructures.

Dans ce contexte, les contrats ont été attribués pour la construction de nouvelles infrastructures pour les avions de combat F-35 et les drones MQ-9B. Concrètement, les travaux de construction des futures installations des drones MQ-9B et du nouvel avion de combat F-35 ont déjà commencé. Par exemple, les travaux d'infrastructure à Florennes pour un nouveau bâtiment opérationnel avec un hangar de maintenance pour MQ-9B sont à un stade avancé et seront terminés d'ici à la fin de l'année. La première livraison de MQ-9B aura lieu au dernier trimestre 2024. Dans le même temps, d'autres travaux de construction sont également en cours à Florennes au profit du F-35, afin de préparer les infrastructures nécessaires à temps pour l'arrivée du premier F-35 en Belgique, prévue en 2025. Les travaux préparatoires

alle investeringen in infrastructuur ook voldoen aan de hoogste normen op het gebied van energie-efficiëntie.

Het nieuwe hoofdkwartier wordt bijvoorbeeld een bijna-emissievrij gebouw (*nearly zero-emission building – NZEB*), met de verplichting om de energieprestatievoorschriften met 20 % te overschrijden. Herneeuwbare energiebronnen zoals bodemenergieopslag, zonnepanelen en warmtepompen zullen worden gebruikt, wat zal leiden tot een aanzienlijke vermindering van het energieverbruik en de energietransitie naar een koolstofneutrale en duurzame infrastructuur, met behoud van de operationele efficiëntie.

In 2023 werd het militaire kwartier Bootsman Jonsen in Oostende aangesloten op een warmtenet, waardoor dit het eerste militaire kwartier was dat volledig klimaat-neutraal was voor de verwarming en koeling van zijn infrastructuur.

Defensie heeft zich eveneens aangesloten bij het federale DRFM-project (*Design, Renovate, Finance and Maintain*) en zet zich volop in voor de plaatsing van zonnepanelen in kwartieren. Uiterlijk in 2025 zullen alle bestellingen geplaatst zijn voor de installatie van zonnepanelen in alle militaire kwartieren. De investeringen van Defensie op het vlak van infrastructuur hebben dus een positieve impact op de ecologische voetafdruk.

Aanpassingswerken worden uitgevoerd ten bate van gedecentraliseerde eenheden van de Landcomponent in Lombardsijde, Doornik en Gavere.

De toepassing van de militaire programmawet leidt onder meer tot het vernieuwen of indienstnemen van nieuwe capaciteiten, wat vaak gepaard gaat met noodzakelijke investeringen in infrastructuur.

In die context werden opdrachten gegund voor de bouw van nieuwe infrastructuur voor F-35-gevechtsvliegtuigen en MQ-9B-drones. Concreet zijn de bouwwerkzaamheden aan de toekomstige installaties van de MQ-9B-drones en het nieuwe F-35-gevechtsvliegtuig al begonnen. Zo bevinden de infrastructuurwerken in Florennes voor een nieuw operationeel gebouw met een onderhoudshangar voor de MQ-9B zich in een vergronderd stadium en zullen ze tegen het einde van het jaar voltooid zijn. De eerste levering van de MQ-9B zal plaatsvinden in het laatste trimester van 2024. Tegelijkertijd zijn er in Florennes ook andere bouwwerkzaamheden aan de gang voor de F-35, om tijdig de nodige infrastructuur klaar te maken voor de aankomst van de eerste F-35 in België, gepland voor 2025. De voorbereidende werkzaamheden voor de

au profit de l'infrastructure F-35 à Kleine-Brogel ont déjà commencé et à partir de 2024 , les grands travaux débuteront. Là aussi, les travaux sont en phase avec la livraison prévue des appareils en 2027.

Avec l'arrivée de l'A400M et des avions de transport MRTT (*Multi Role Tanker Transport*) à Melsbroek, la transformation de cet aéroport militaire est nécessaire. Une première phase a déjà été complétée par la construction du hangar de maintenance de l'A400M et du centre de formation de l'A400M BELUX. Comme indiqué dans le Plan quartier, l'achèvement de la nouvelle infrastructure côté piste sera effectué dans le cadre de la deuxième phase. Ce marché public sera soumis à l'approbation du Conseil des ministres dans les prochains mois, afin que l'attribution du contrat de conception et de construction puisse être réalisée en 2025. Melsbroek (15 Wing) pourra ainsi continuer à assurer les missions dans le cadre du partenariat BEL-LUX.

En 2023, la procédure d'appel d'offres pour la construction d'infrastructures pour la Capacité Motorisée (CaMo) de la Composante Terre a commencé. La première phase concerne les quartiers de Bourg-Léopold et de Marche-en-Famenne, suivie d'une deuxième phase avec les quartiers de Spa et de Lombardsijde, puis d'une troisième phase à Amay, Tournai et Brasschaat. Tous ces travaux de construction sont prévus entre 2025 et 2030.

Divers autres projets d'infrastructures sont en préparation, notamment l'approfondissement et la rénovation des quais de la base navale de Zeebrugge, en prévision de l'arrivée des nouvelles frégates.

Le 31 août 2021, la Belgique a signé une lettre d'intention avec le Luxembourg pour renforcer la coopération militaire entre nos deux nations (cf. point "L'Europe de la défense"). Cela s'inscrit non seulement dans le cadre de la création du Bataillon binational de reconnaissance belgo-luxembourgeois, mais aussi du projet européen de mobilité militaire (*Military Mobility*).

Dans ce contexte, la Défense et l'armée luxembourgeoise ont signé, le 25 janvier 2022, une déclaration établissant un groupe de travail binational chargé d'étudier l'impact qu'un tel Bataillon pourrait avoir sur la formation, l'équipement et les deux organisations.

Le 28 septembre 2022, il a été décidé que ce Bataillon binational sera principalement basé à Arlon, avec des antennes à Marche-en-Famenne et Diekirch. En juin 2023, l'accord de coopération concernant la mise en place et l'exploitation conjointe dudit Bataillon a été signé avec le Luxembourg.

F-35-infrastructuur op Kleine-Brogel zijn reeds opgestart en vanaf 2024 zullen de grote werken starten. Ook hier zijn de werkzaamheden afgestemd op de geplande levering van het toestel in 2027.

Met de komst van de A400M en MRTT (Multi Role Tanker Transport) transportvliegtuigen in Melsbroek is de transformatie van die militaire luchthaven noodzakelijk. Een eerste fase is al afgerond met de bouw van de A400M-onderhoudshangar en het A400M BELUX-vormingscentrum. Zoals aangegeven in het Kwartierplan zal de voltooiing van de nieuwe infrastructuur rond de piste plaatsvinden in het kader van de tweede fase. Die aanbesteding zal de komende maanden ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Ministerraad, zodat de gunning van de ontwerp- en bouwopdracht in 2025 kan plaatsvinden. Zo kan Melsbroek (15 Wing) opdrachten blijven uitvoeren in het kader van het partnerschap BEL-LUX.

In 2023 is de aanbestedingsprocedure opgestart voor de aanleg van infrastructuur voor het Gemotoriseerde Capaciteit (CaMo) van de Landcomponent. De eerste fase betreft de kwartieren van Leopoldsburg en Marche-en-Famenne, gevolgd door een tweede fase met de kwartieren van Spa en Lombardsijde, en nadien een derde fase in Amay, Doornik en Brasschaat. Al die bouwwerkzaamheden zijn gepland tussen 2025 en 2030.

Diverse andere infrastructuurprojecten zijn in voorbereiding, waaronder de uitdieping en renovatie van de dokken in de marinebasis van Zeebrugge, als voorbereiding op de komst van de nieuwe fregatten.

Op 31 augustus 2021 heeft België een intentieverklaring ondertekend met Luxemburg om de militaire samenwerking tussen onze twee naties te versterken (zie punt "De Europese defensie"). Dit kadert niet alleen in de oprichting van het Belgisch-Luxemburgse binationale verkenningsbataljon, maar ook in het Europese project voor militaire mobiliteit (*Military Mobility*).

In die context hebben Defensie en het Luxemburgse leger op 25 januari 2022 een verklaring ondertekend voor de oprichting van een binationale werkgroep die instaat voor het bestuderen van de impact die een dergelijk bataljon kan hebben op de vorming, uitrusting en beide organisaties.

Op 28 september 2022 werd besloten dat dit binationale bataljon voornamelijk in Aarlen gevestigd zal zijn, met antennes in Marche-en-Famenne en Diekirch. In juni 2023 werd de samenwerkingsovereenkomst voor de oprichting en gezamenlijke werking van dit bataljon ondertekend met Luxemburg.

Modernisation du concept de la réserve, les militaires à temps partiel

Le statut de la réserve permet de combiner un emploi de militaire avec un emploi en dehors de la Défense, pour des périodes plus ou moins longues. Cette combinaison présente un potentiel que nous voulons davantage exploiter pour augmenter qualitativement et quantitativement les capacités de la Défense en termes de ressources humaines et de savoir-faire.

La base légale permettant d'assouplir la formation dans le cadre de réserve ainsi qu'une réintégration de militaires de réserve ayant quitté la Défense, sera présentée au Parlement au début de 2024.

Une meilleure mobilité récurrente des secteurs privé et public vers la Défense et inversement, correspondrait indubitablement à la tendance actuelle sur le marché du travail de "job hopping", autrement dit de changement d'emploi fréquent. Une reconnaissance des connaissances et expériences acquises ainsi qu'un concept solide d'"employee & employer support" forment la base d'une évolution propice vers un engagement mutuellement profitable et durable de réservistes.

En 2024, de nouvelles options seront développées pour un statut de réserve adapté.

Intégrité des femmes et des hommes de la Défense

La Défense dispose maintenant de la loi du 8 décembre 2022 ainsi que d'un arrêté royal du 18 avril 2023 qui constituent en partie le cadre légal nécessaire, à l'échelle fédérale, respectivement pour le traitement des signalements d'atteintes à l'intégrité et pour la politique et la gestion de l'intégrité, en ce compris au sein des administrations publiques.

En outre, un arrêté royal spécifique a été négocié avec les syndicats, début septembre 2023, permettant d'identifier l'Inspecteur général (IG) comme canal de signalement interne pour la Défense et pour élargir le champ d'application de l'arrêté royal du 18 avril 2023 aux militaires.

Un troisième arrêté royal est encore en traitement par le Service Public Fédéral Stratégie et Appui (SPF BOSA) afin de déterminer plus en détail la procédure pour le canal de signalement interne. Les protocoles d'accord seront établis dès que les arrêtés royaux seront en place.

Un projet détaillant les nouveaux éléments de la politique fédérale d'intégrité et de la gestion de l'intégrité au

Modernisering van het concept van de reserve, de deeltijdse militairen

Het statuut van reservist laat toe om een militaire job te combineren met een job buiten Defensie, voor min of meer lange periodes. Die combinatie biedt een potentieel dat we verder willen benutten om de defensiecapaciteiten op het gebied van human resources en knowhow kwalitatief en kwantitatief te vergroten.

De rechtsgrond voor een meer flexibele opleiding in het kader van de reserve en de re-integratie van reservemilitairen die Defensie hebben verlaten, zal tegen begin 2024 aan het Parlement worden voorgesteld.

Een betere periodieke mobiliteit van de private en publieke sector naar Defensie en vice versa zou ongetwijfeld afgestemd zijn op de huidige trend op de arbeidsmarkt van "jobhoppen", dat wil zeggen regelmatig van loopbaan wisselen. Erkenning van opgedane kennis en ervaring en een gedegen concept van "employee & employer support" vormen de basis voor een gunstige ontwikkeling naar een wederzijds voordelige en duurzame inzet van reservisten.

In 2024 worden nieuwe opties uitgewerkt in een aangepast statuut voor de reserve.

De integriteit van de vrouwen en mannen van Defensie

Defensie beschikt nu over de wet van 8 december 2022 en een koninklijk besluit van 18 april 2023 die deels het noodzakelijke wettelijke kader vormen, op federaal niveau, voor respectievelijk de behandeling van meldingen van integriteitsschendingen en voor het integriteitsbeleid en -beheer, ook binnen de overhedsdiensten.

Bovendien werd begin september 2023 een specifiek koninklijk besluit onderhandeld met de vakorganisaties, waardoor het mogelijk werd om de Inspecteur-Général (IG) aan te duiden als intern meldkanaal voor Defensie en om het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 18 april 2023 naar militairen uit te breiden.

Een derde koninklijk besluit is nog in behandeling bij de Federale Overhedsdienst Beleid en Ondersteuning (FOD BOSA) om de procedure voor het interne meldkanaal meer in detail te bepalen. De protocolakkoorden zullen worden opgesteld zodra de koninklijke besluiten van kracht zijn.

Bij de Inspecteur-Général wordt momenteel een project uitgewerkt waarin de nieuwe elementen van

sein de la Défense est en cours d'élaboration au sein de l'Inspection générale. Les ambitions de ce projet seront intégrées dans le plan pluriannuel de "politique intégrité Défense 3.0" (2024-2026), lequel sera ensuite traduit en plans d'actions pour l'ensemble du département.

Couverture médicale des militaires en opérations

En ce qui concerne l'appui psychosocial aux militaires, en ce compris évidemment en opérations, des actions sont coordonnées concrètement au sein de la plateforme "PsychoSociale, Morale et Religieuse" (PSMR) constituée de représentants de l'OCASC, de conseillers en prévention pour ce qui concerne les aspects psychosociaux, des psychologues cliniciens du centre de santé mentale de l'Hôpital Militaire Reine Astrid (HMRA), ainsi que des aumôniers et conseillers moraux de la Défense.

Plusieurs initiatives compléteront cette approche globale afin d'améliorer la synchronisation des plateformes PSMR en opérations. Parmi ces initiatives, et en lien notamment avec la résolution (2131) de la Chambre des représentants "relative à la mise en place d'un accompagnement psychosocial adéquat des militaires en fin de mission et au rôle du sas d'adaptation dans cet accompagnement", la nécessité de mettre un sas de décompression en place au retour d'opérations sera concrétisée dans des directives claires et précises, reprenant les modalités pratiques d'organisation en la matière.

Une analyse est en cours afin de concrétiser un accord de coopération entre la Défense et la Villa Royale d'Ostende afin d'organiser des semaines thérapeutiques au profit des membres du personnel de la Défense souffrant de stress post-traumatiques.

L'amélioration de la couverture médicale des militaires a fait l'objet de contacts préliminaires avec la Caisse Auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité (CAAMI), l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (INAMI) et le cabinet du ministre de la Santé publique. L'objectif de cette initiative est d'assurer la prise en charge de remboursement des soins de santé à la Défense par un organisme comparable à une "mutualité" publique, en l'occurrence la CAAMI, avec subrogation sur le budget de la Défense et contractualisation d'une assurance assistance à l'étranger, en complément du remboursement intégré du ticket modérateur ainsi que des suppléments INAMI éventuels.

Un accord sur les modalités de cette amélioration devrait être trouvé en 2024 afin de définir un nouveau

het federale integriteitsbeleid en het integriteitsbeheer binnen Defensie worden uitgewerkt. De ambities van dit project worden opgenomen in het meerjarenplan "Integriteitsbeleid Defensie 3.0" (2024-2026), dat vervolgens zal worden omgezet in actieplannen voor het gehele departement.

Medische dekking voor militairen tijdens operaties

Voor wat betreft de psychosociale steun aan militairen, uiteraard inclusief tijdens operaties, worden de acties concreet gecoördineerd binnen het Psycho-Sociaal, Moreel en Religieus platform (PSMR), bestaande uit vertegenwoordigers van de CDSCA, preventieadviseurs met betrekking tot de psychosociale aspecten, klinische psychologen van het centrum voor geestelijke gezondheidszorg van het Militair Hospitaal Koningin Astrid (MHKA), net als van aalmoezeniers en morele adviseurs van Defensie.

Verschillende initiatieven zullen die globale aanpak vervolledigen om de synchronisatie van de PSMR-platforms in operaties te verbeteren. Onder die initiatieven, en in het bijzonder in verband met resolutie (2131) van de Kamer van volksvertegenwoordigers "betreffende een adequate psychosociale begeleiding van militairen op het einde van hun missie en de rol van het adaptatiesas daarin", zal de noodzaak tot het opzetten van een decompressiesas bij terugkeer uit operaties worden geconcretiseerd in duidelijke en nauwkeurige richtlijnen, waarin de praktische regelingen voor het organiseren van een dergelijke sas worden beschreven.

Er loopt een analyse om een samenwerkingsakkoord te concretiseren tussen Defensie en de Koninklijke Villa Oostende met als doel therapeutische weken te organiseren ten behoeve van Defensiepersoneel dat te maken krijgt met posttraumatische stress.

De verbetering van de medische dekking voor militairen is het onderwerp geweest van voorafgaande contacten met de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (HZIV), het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (RIZIV) en het kabinet van de minister van Volksgezondheid. Het doel van dit initiatief is om te zorgen dat de terugbetaling van gezondheidszorg bij Defensie wordt overgedragen aan een organisatie die vergelijkbaar is met een publieke "mutualiteit", in dit geval de HZIV, met subrogatie op het Defensiebudget en contracten voor bijstandsverzekeringen in het buitenland, als aanvulling bij de geïntegreerde terugbetaling van het remgeld en eventuele RIZIV-supplementen.

In 2024 zou er een akkoord moeten worden bereikt over de voorwaarden van die verbetering, zodat een

cadre juridique de remboursement des soins de santé à la Défense.

Concertation sociale

Comme nous l'avons répété à maintes reprises, alors que la concertation sociale était inexistante sous le gouvernement précédent, nous avons toujours mis un point d'honneur à garantir et soutenir celle-ci dans tous les dossiers relatifs au personnel de la Défense.

Les organisations syndicales représentatives jouent un rôle essentiel de négociation et d'organisation de la représentation des membres du personnel dans la concertation sociale. Il est dès lors primordial d'assurer une collaboration continue entre leurs représentants et ceux de l'autorité, chaque acteur y ayant un rôle important à jouer.

Grâce à l'instauration d'une concertation solide et fiable, de nombreux dossiers ont pu être menés à bien, à la satisfaction des syndicats, mais aussi de l'état-major et du gouvernement, et surtout au profit du personnel.

4. Une stratégie de communication toujours plus moderne et ciblée

Son approche communicationnelle proactive permet à la Défense de synchroniser ses nombreuses actions de communication et d'en maximaliser les effets. Cette approche est évaluée en permanence et ajustée si nécessaire, afin de pouvoir répondre aux nouvelles évolutions.

Ainsi, le planning stratégique annuel de la communication externe pour 2024 sera, comme prévu, encore affiné afin de continuer à garantir la forte visibilité de la Défense au sein de la société, et de mettre en lumière de façon optimale le large éventail d'opportunités professionnelles au sein du département.

La politique déjà mise en œuvre en matière de médias sociaux sera complétée en 2024 par les prochaines étapes dans le développement de la cellule "*Digital Engagement*", qui se concentrera, entre autres, sur le "*Community Management*" (ou comment gérer une communauté en ligne sur une plateforme sociale). Le nouveau contrat pour les campagnes de recrutement en ligne va, au cours de l'année, jouer un rôle important dans le renforcement de la présence de la Défense dans l'environnement informationnel. Enfin, l'année à venir verra également le travail préparatoire à une refonte majeure en 2025 du site internet de la Défense – www.mil.be –, qui constitue un pilier de sa communication externe.

nieuw juridisch kader voor de terugbetaling van gezondheidszorg bij Defensie kan worden vastgelegd.

Sociaal overleg

Zoals we al vaak hebben herhaald, hebben we, terwijl er onder de vorige regering geen sprake was van sociaal overleg, er altijd een erezaak van gemaakt om dit te garanderen en te ondersteunen in alle zaken met betrekking tot het Defensiepersoneel.

Representatieve vakorganisaties spelen een essentiële rol bij het onderhandelen en het organiseren van de vertegenwoordiging van het personeel in het sociaal overleg. Het is daarom van essentieel belang om te zorgen voor een voortdurende samenwerking tussen hun vertegenwoordigers en die van de overheid, waarbij elke actor een belangrijke rol speelt.

Dankzij het opzetten van een gedegen en betrouwbaar overleg zijn talrijke dossiers succesvol afgerond, tot tevredenheid van de vakorganisaties, maar ook van de Defensiestaf en de regering, en vooral ten voordele van het personeel.

4. De ontwikkeling van een moderne en gerichte communicatiestrategie

Dankzij haar proactieve communicatieaanpak kan Defensie haar vele communicatieacties synchroniseren en de effecten ervan maximaliseren. Die aanpak wordt voortdurend geëvalueerd en indien nodig aangepast om op nieuwe ontwikkelingen te kunnen inspelen.

Zo zal de jaarlijkse strategische planning van de externe communicatie voor 2024, zoals gepland, verder worden verfijnd om de hoge zichtbaarheid van Defensie binnen de samenleving te blijven garanderen en de brede waaier aan beroepsmogelijkheden binnen het departement optimaal onder de aandacht te brengen.

Het al gevoerde beleid op het gebied van sociale media zal in 2024 worden aangevuld met de volgende stappen in de ontwikkeling van de cel "*Digital Engagement*", die zich onder meer zal richten op "*Community Management*" (of hoe een online gemeenschap te beheren op een sociaal platform). Het nieuwe contract voor online rekruteringscampagnes zal in de loop van het jaar een belangrijke rol spelen bij het versterken van de aanwezigheid van Defensie in de informatieomgeving. Tot slot zullen er het komende jaar ook voorbereidende werkzaamheden plaatsvinden voor een grote vernieuwing in 2025 van de website van Defensie – www.mil.be – die een pijler vormt van haar externe communicatie.

La coopération étroite avec des experts civils dans divers domaines de la communication, notamment par le biais de nouveaux contrats attribués en 2023, a permis des échanges enrichissants et instructifs, ainsi que de nouvelles perspectives afin de continuer à optimiser l'atteinte des groupes-cibles principaux de la Défense sur le plan de l'image et du recrutement. À cette fin, la Défense continuera à renforcer sa présence, de manière qualitative et innovante, lors de nombreux événements importants dans notre pays – notamment en déployant au maximum le stand d'exposition récemment renouvelé.

En 2024, la Défense accordera une attention particulière à la communication sur les partenariats stratégiques de notre pays, en particulier concernant les 75 ans d'existence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), mais aussi bien évidemment dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Ces efforts de communication visent essentiellement à expliquer l'importance de ces alliances et partenariats stratégiques pour notre sécurité et notre prospérité, ainsi qu'à mieux faire comprendre leur fonctionnement.

Le développement et l'implémentation d'une stratégie de communication interne, basée sur des analyses de marché menées en interne, permettra à la Défense de développer une communication plus directe et transparente avec l'ensemble de ses collaborateurs, militaires et civils, et ceci tant par le biais des canaux existants que via de nouveaux outils de communication interne.

5. L'output opérationnel de la Défense

Considérations générales

La guerre en Ukraine continue d'affecter notre environnement géopolitique immédiat et souligne l'importance de la dissuasion militaire. La préparation et les opérations liées à la défense collective via l'OTAN restent donc la priorité absolue. La décision de l'OTAN de renforcer sa frontière orientale nécessitera des ressources humaines et des moyens considérables de tous les pays membres. L'entraînement et la préparation de nos capacités militaires contribuent également à la dissuasion, en tant que communication stratégique vers la Russie.

En outre, le conflit a conduit à une coopération politique et sécuritaire accrue au sein de l'OTAN, au sein de l'Union européenne (UE) et entre les deux organisations. Le renforcement de la défense européenne et de l'UE est un objectif stratégique prioritaire pour la Belgique, avec un besoin de préparation et de déploiement opérationnel dans un contexte européen, avec ses voisins européens. La Défense belge continuera

Nauwe samenwerking met burgerexperts in diverse communicatielijnen, met name via nieuwe contracten die in 2023 zijn gegund, heeft verrijkende en informatieve uitwisselingen mogelijk gemaakt, net als nieuwe perspectieven om het bereik van de belangrijkste doelgroepen van Defensie te blijven optimaliseren op het vlak van imago en rekrutering. Daartoe zal Defensie op kwalitatieve en innovatieve wijze haar aanwezigheid op tal van belangrijke evenementen in ons land blijven versterken – onder meer door de recent vernieuwde beursstand maximaal in te zetten.

Defensie zal in 2024 bijzondere aandacht besteden aan de communicatie over de strategische partnerschappen van ons land, in het bijzonder rond het 75-jarig bestaan van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO), maar uiteraard ook in het kader van het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie. Die communicatie-inspanningen zijn in essentie bedoeld om uit te leggen welk belang die strategische allianties en partnerschappen hebben voor onze veiligheid en welvaart en om te zorgen voor een beter begrip van hun werking.

De ontwikkeling en invoering van een interne communicatiestrategie, gebaseerd op intern uitgevoerde marktanalyses, zal Defensie in staat stellen een meer directe en transparante communicatie te ontwikkelen met al haar medewerkers, militair en burger, en dit zowel via bestaande kanalen als via nieuwe interne communicatiemiddelen.

5. De operationele output van Defensie

Algemene overwegingen

De oorlog in Oekraïne blijft onze directe geopolitieke omgeving beïnvloeden en benadrukt het belang van militaire ontrading en verdediging. Voorbereiding en operaties in verband met collectieve verdediging via de NAVO blijven dus de absolute prioriteit. De beslissing van de NAVO om haar oostgrens te versterken zal aanzienlijke personeels- en andere middelen vergen van alle lidstaten. De training en voorbereiding van onze militaire capaciteiten draagt ook bij aan ontrading, als strategische communicatie ten aanzien van Rusland.

Bovendien heeft het conflict geleid tot een grotere samenwerking op het vlak van politiek en veiligheid binnen de NAVO, binnen de Europese Unie (EU) en tussen beiden organisaties. Het versterken van de Europese defensie en de EU is een prioritaire strategische doelstelling voor België, met een noodzaak van voorbereiding en operationele inzet in een Europese context, met zijn Europese buren. De Belgische Defensie zal zich dan

donc de s'engager pleinement dans des initiatives qui soutiennent cette approche européenne.

La guerre en Ukraine continue de démontrer l'importance de la concurrence mondiale pour les ressources naturelles. C'est pourquoi les interventions dans le contexte de la sécurité collective doivent être davantage soutenues dans une approche à 360 degrés. C'est aussi la raison pour laquelle une participation continue est prévue aux missions de sécurité collective de l'UE et des Nations Unies, à la coopération bilatérale, à la protection des ressortissants belges à l'étranger et, bien entendu, à l'aide à la Nation et à la société en général.

Cadre de référence

La mise en œuvre du plan opérationnel 2023, préalablement adopté par le gouvernement et présenté au Parlement dans la foulée de la présentation de la note de politique générale 2023 (en novembre 2022), se poursuit et fait régulièrement l'objet, au sein même du Parlement, d'un état des lieux des missions militaires dans lesquelles la Défense est impliquée.

Comme ses partenaires de l'OTAN et de l'UE, la Défense belge a entamé un virage important vers les efforts consacrés à la défense collective. La Défense a été engagée en 2022 et 2023 dans de nombreuses missions de renforcement du flanc Est de l'Europe, comme "enhanced Vigilant Activity" (eVA), "Forward Land Forces" (FLF – en Roumanie et Lituanie), ainsi que tout l'effort de formation au profit de l'Ukraine.

Au niveau national, les opérations 2023 consistent bien sûr en des contributions permanentes de la Défense sur le territoire (police du ciel / *Quick Reaction Alert, Search & Rescue*, service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs – SEDEE, sécurité côtière, grands brûlés, protection territoriale, renseignements, cyber...).

La Compagnie de protection territoriale (PROTER) a été mobilisée à plusieurs reprises. En plus de cette Compagnie PROTER, l'Opération *Spring Guardian* (OSG) a été réactivée temporairement pour libérer des éléments de la Police dans la lutte contre le trafic de drogues.

Les capacités à caractère dual et les moyens déployés sur le territoire national sont devenus de plus en plus importants dans le domaine de la résilience et de l'aide à la Nation et à la société en général en cas de besoin, par exemple, lors d'inondations ou d'autres catastrophes naturelles. La Défense doit donc s'assurer de disposer

ook ten volle blijven inzetten voor initiatieven die deze Europese aanpak ondersteunen.

De oorlog in Oekraïne blijft het belang van de mondiale concurrentie om natuurlijke hulpbronnen aantonen. Daarom moeten interventies in het kader van collectieve veiligheid verder ondersteund worden in een 360 graden-aanpak. Dit is ook waarom verdere deelname gepland is aan missies van collectieve veiligheid van de EU en de Verenigde Naties, aan bilaterale samenwerking, aan de bescherming van Belgische staatsburgers in het buitenland en uiteraard aan hulp aan de natie en aan de samenleving in het algemeen.

Referentiekader

De uitvoering van het operationele plan 2023, dat eerder door de regering werd aangenomen en aan het Parlement werd gepresenteerd na de presentatie van de algemene beleidsnota 2023 (in november 2022), wordt voortgezet en is binnen het Parlement regelmatig het onderwerp van een inventarisatie van de militaire missies waarbij Defensie betrokken is.

De Belgische Defensie is, net als haar NAVO- en EU-partners, begonnen met een belangrijke verschuiving richting inspanningen gericht op collectieve verdediging. Defensie was in 2022 en 2023 betrokken bij tal van missies om de oostflank van Europa te versterken, zoals "enhanced Vigilant Activity" (eVA), "Forward Land Forces" (FLF – in Roemenië en Litouwen), net als alle vormingsinspanningen ten behoeve van Oekraïne.

Op nationaal niveau bestaan de operaties in 2023 uiteraard uit permanente bijdragen van Defensie op het eigen grondgebied (luchtbewaking / Quick Reaction Alert, Search & Rescue, Dienst voor Opruiming en Vernietiging van Ontploffingstuigen – DOVO, kustveiligheid, ernstige brandwonden, territoriale bescherming, inlichtingen, cyber, ...).

De Compagnie voor Territoriale Bescherming (PROTER) werd verschillende keren gemobiliseerd. Naast die Compagnie PROTER werd Operatie Spring Guardian (OSG) tijdelijk opnieuw geactiveerd om elementen van de politie vrij te maken in de strijd tegen de drugshandel.

Duale capaciteiten en middelen die op het nationale grondgebied worden ingezet, zijn steeds belangrijker geworden in het domein van veerkracht en hulp aan de natie en de samenleving in het algemeen in tijden van nood, bijvoorbeeld tijdens overstromingen of andere natuurrampen. Daarom moet Defensie zorgen

de ces capacités sans affecter sa capacité de projection et la soutenabilité de ses forces militaires.

Orientations en matière d'opérations 2024

La stratégie de sécurité nationale (SSN) et le *Strategic Foresight Analysis* (SFA) font partie des documents de base pour l'établissement du plan opérationnel 2024. La Défense poursuivra le processus de planification opérationnelle basé sur les documents stratégiques, ainsi que sur les analyses de l'environnement changeant, notamment la situation sur le flanc Est de l'Europe et la détérioration de la stabilité au Sahel. Préalablement approuvé par le gouvernement, le plan opérationnel 2024 sera présenté à la Chambre des représentants dans la foulée de cette note de politique générale, avant la fin de l'année.

a) Aide à la Nation et à la société en général

L'aide à la Nation et à la société en général reste une responsabilité opérationnelle essentielle et prioritaire. La Défense est le "premier intervenant" sur le territoire national pour la défense de l'espace aérien avec le déploiement de l'alerte de réaction rapide (*Quick Reaction Alert*), pour la recherche et le sauvetage (*Search & Rescue*), pour la surveillance maritime et la sécurité de nos eaux territoriales et de la zone économique exclusive (*Coastal Security*), pour le déploiement du service de déminage (SEDEE), pour l'accueil au Centre des grands brûlés de l'Hôpital Militaire Reine Astrid (HMRA) et pour d'autres missions ponctuelles de soutien à notre société.

En cas de crise sur le territoire national, les autorités civiles peuvent demander à la Défense de renforcer les moyens d'urgence disponibles. À cet effet, la Défense maintient la Compagnie PROTER prête en tant que capacité d'intervention rapide. Cette Compagnie dispose d'un détachement de liaison dont la tâche est d'assurer, en coordination avec le commandement militaire provincial idoine, la connexion avec les autorités civiles et la Police. Les unités participant à ce rôle sont constituées *a priori* d'unités d'infanterie légère pour les premières réactions, mais peuvent être complétées rapidement, selon le besoin, par des moyens de soutien plus spécifiques.

En cas de catastrophes naturelles, l'appui de la Défense sur le territoire national se verra attribuer la priorité nécessaire pour répondre aux besoins de la population. La Défense adoptera une attitude proactive afin de remplir pleinement son rôle sociétal. C'est dans ce cadre que le plan STAR met l'accent sur la résilience de la Défense et de la société en général, par

dat ze over die capaciteiten beschikt, zonder dat dit haar projectievermogen en de duurzaamheid van haar strijdkrachten aantast.

Oriëntaties inzake operaties in 2024

De nationale veiligheidsstrategie (NVS) en de Strategic Foresight Analysis (SFA) maken deel uit van de basisdocumenten om het operationeel plan 2024 vast te stellen. Defensie zal het operationele planningsproces voortzetten op basis van de strategische documenten, maar ook op basis van de analyses van de veranderende omgeving, met name de situatie aan de oostflank van Europa en de verslechtering van de stabiliteit in de Sahel. Na goedkeuring door de regering en naar aanleiding van deze algemene beleidsnota zal het operationeel plan 2024 vóór het einde van het jaar aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden aangeboden.

a) Hulp aan de Natie en aan de samenleving in het algemeen

Hulp aan de natie en aan de samenleving in het algemeen blijft een essentiële en prioritaire operationele verantwoordelijkheid. Defensie is op het nationale grondgebied de "first responder" voor de verdediging van het luchtruim met de inzet van de snellereactiemacht (*Quick Reaction Alert*), voor zoek- en reddingsacties (*Search & Rescue*), voor maritieme bewaking en beveiliging van onze territoriale wateren en de exclusieve economische zone (*Coastal Security*), voor de inzet van de ontmijningsdienst (DOVO), voor de opvang in het brandwondencentrum van het Militair Hospitaal Koningin Astrid (MHKA) en voor andere eenmalige missies ter ondersteuning van onze samenleving.

In geval van een crisis op nationaal grondgebied kunnen burgeroverheden aan Defensie vragen om de beschikbare noodmiddelen te versterken. Daartoe houdt Defensie de PROTER-compagnie paraat als snelle interventiecapaciteit. Die compagnie beschikt over een verbindingsdetachement dat tot taak heeft om, in coördinatie met het bevoegde militaire provinciecommando, de verbinding met de burgeroverheden en de politie te verzekeren. De eenheden die deze rol uitvoeren, bestaan *a priori* uit lichte infanterie-eenheden voor de eerste reacties, maar kunnen indien nodig snel worden aangevuld met specifieker steunmiddelen.

In het geval van natuurrampen zal de steun van Defensie op het nationale grondgebied de prioriteit krijgen die noodzakelijk is om aan de behoeften van de bevolking te voldoen. Defensie zal zich proactief opstellen om haar maatschappelijke rol ten volle te kunnen vervullen. Het is in dit kader dat het STAR-plan de nadruk legt op de veerkracht van Defensie en de

l'acquisition et le développement en priorité de capacités à caractère dual. Par définition, celles-ci peuvent être utilisées à la fois dans des opérations à l'étranger et en appui des capacités civiles sur le territoire national, notamment dans le cyberspace, nouveau domaine d'action opérationnelle.

Dans le domaine spécifique de la cybersécurité, le *Cyber Command* s'inscrit bien évidemment dans les engagements de la Défense, tels que décrits dans la "Stratégie de Cybersécurité 2.0 (2021-2025)". Dans le domaine du renseignement lié au cyberspace, des synergies sont également développées dans le cadre du partenariat entre le Service Général du Renseignement et de la Sécurité (SGRS) et la Sûreté de l'État (VSSE).

En effet, les missions de la Défense consistent aussi bien à aider, protéger et défendre la Nation et la société qu'à contribuer à la défense collective et participer à la sécurité collective via des opérations de gestion de crise, ou à des opérations d'évacuation de ressortissants et bénéficiaires.

b) Contributions aux efforts de l'UE et de l'OTAN

En ce qui concerne le déploiement opérationnel dans le contexte de la défense collective et de la dissuasion, la guerre en Ukraine implique que les contributions belges à la protection du flanc Est de l'Europe continueront d'être le point d'attention majeur des déploiements opérationnels prévus et planifiés en 2024.

Plus précisément, dans le cadre des mesures d'assurance de l'OTAN, la Défense continuera de participer à des déploiements dans la partie orientale de l'Alliance tels que le "*Forward Land Forces*" en Roumanie et en Lituanie et la mission de police aérienne de la Baltique ("*Baltic Air Policing*" – BAP), aussi en Lituanie. En outre, la Défense contribuera aux "*Standing Naval Forces*" de l'OTAN avec un chasseur de mines et l'appui ponctuel d'une frégate. Dans le cadre de son rôle de nation de transit, la Belgique participera activement aux exercices, manœuvres ou déploiements au cours desquels les troupes de l'OTAN traversent son territoire comme, par exemple, l'exercice "*Fort-To-Port*" qui se déroulera durant le premier semestre 2024.

La Défense confirme par ailleurs ses engagements antérieurs dans le cadre du concept de forces de réaction renforcées de l'OTAN (*NATO Response Force* – NRF) et dans l'Initiative de disponibilité de l'OTAN (*NATO Readiness Initiative* – NRI), qui évolueront au cours de 2024 vers le "*New Force Model*" (NFM), avec l'allocation d'éléments Terre, Air et Marine.

samenleving in het algemeen, door de prioritair aanschaf en ontwikkeling van duale capaciteiten. Die kunnen per definitie zowel worden gebruikt tijdens operaties in het buitenland als ter ondersteuning van burgermiddelen op nationaal grondgebied, met name in cyberspace, een nieuw operationeel actiedomein.

In het specifieke domein van cybersicuriteit schrijft het Cyber Command zich uiteraard deel in in de engagementen van Defensie zoals beschreven in de "Cybersecurity Strategie 2.0 (2021-2025)". In het domein van inlichtingen inzake cyberspace worden ook synergieën ontwikkeld in het kader van het partnerschap tussen de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid (ADIV) en de Veiligheid van de Staat (VSSE).

De missies van Defensie bestaan inderdaad uit het helpen, beschermen en verdedigen van de natie en de samenleving, maar ook uit het bijdragen aan de collectieve verdediging en het deelnemen aan de collectieve veiligheid via operaties van crisisbeheersing, of aan evacuatieoperaties van onderdanen en begunstigden.

b) Bijdragen aan de inspanningen van de EU en de NAVO

Wat de operationele inzet in de context van collectieve verdediging en ontrading betreft, impliceert de oorlog in Oekraïne dat de Belgische bijdragen aan de bescherming van de oostflank van Europa de belangrijkste focus zullen blijven van de voorziene en geplande inzet in 2024.

Meer specifiek zal Defensie, als onderdeel van de geruststellende maatregelen van de NAVO, blijven deelnemen aan de inzet in het oostelijke deel van het Bondgenootschap, zoals de "*Forward Land Forces*" in Roemenië en Litouwen en de luchtbewakingsopdracht "*Baltic Air Policing*" (BAP), eveneens in Litouwen. Daarnaast zal Defensie een bijdrage leveren aan de "*Standing Naval Forces*" van de NAVO met een mijnenjager en incidenteel ondersteuning met een fregat. In het kader van zijn rol als transitland zal België actief deelnemen aan oefeningen, manœuvres of ontplooiingen waarbij NAVO-troepen zijn grondgebied doorkruisen, zoals bijvoorbeeld de "*Fort-To-Port*"-oefening die zal plaatsvinden tijdens de eerste helft van 2024.

Defensie bevestigt ook haar eerdere engagementen in het kader van het concept van de "*NATO Response Force*" (NRF) en het "*NATO Readiness Initiative*" (NRI), dat in de loop van 2024 zal evolueren naar het "*New Force Model*" (NFM), met de toewijzing van land-, luchtmacht- en marine-elementen.

Au sein de l'UE, la Défense contribuera au Groupement tactique (*EU Battle Group – EUBG*) avec un élément Artillerie et CBRN en *stand-by*. La Défense continuera de s'impliquer dans la mission d'assistance militaire de l'UE en soutien à l'Ukraine (*European Military Assistance Mission-Ukraine – EUMAM-UA*). Cette mission se concentrera sur la formation et la préparation des forces ukrainiennes en dehors de la zone de conflit. Depuis le début de l'agression russe, la Défense est également fortement impliquée dans le processus continu d'aide à l'Ukraine sous la forme de don de matériel militaire, ce qui est systématiquement salué par les Autorités ukrainiennes (cf. point "L'Europe de la défense").

La Belgique restera aussi active dans les missions de l'UE telles que la mission de formation au Mozambique (*European Union Training Mission – EUTM*), la Force de l'UE (*EU Force – EUFOR*) ALTHEA et les Forces navales de l'UE (*EU Naval Force – EUNAVFOR*) IRINI et ATALANTA, de même qu'elle suivra de près d'éventuelles nouvelles orientations européennes dans le cadre de l'approche à 360 degrés, avec une attention particulière pour le Sahel.

c) Zones géographiques de déploiement

Sur la base de l'analyse actuelle de l'environnement sécuritaire, la lutte contre le terrorisme international continuera d'être un défi pour la sécurité collective en 2024. Dans ce cadre, les théâtres opérationnels principaux se situeront autour de l'Europe, avec une éventuelle participation belge aux opérations de gestion de crise en Méditerranée, au Moyen-Orient et en Afrique, y compris au Sahel et dans le golfe de Guinée.

En Méditerranée, à côté de la contrebande illégale et du transport d'armes à l'appui des activités terroristes, la traite d'êtres-humains reste une source d'instabilité et d'insécurité. La Défense continuera de participer aux opérations et aux activités militaires visant à freiner ces flux ou à limiter leurs conséquences qui déstabilisent notre société.

Dans le Sahel, l'instabilité politique découlant de plusieurs coups d'État et de l'influence du terrorisme entraînent des conséquences sur la situation géopolitique. De plus, cette région est également affectée par les conséquences du changement climatique, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les flux migratoires en provenance du Sud. La Défense doit rester vigilante et adoptera une attitude flexible dans un cadre global qui, tout en respectant les principes de "*do no harm*" et de non-ingérence, vise une évolution positive et durable dans la région, notamment en termes de développement. La participation aux opérations multilatérales dans le cadre des Nations Unies ou de l'UE, ainsi que la coopération

Binnen de EU zal Defensie een bijdrage leveren aan de "EU Battle Group" (EUBG) met een artillerie- en CBRN-element in stand-by. Defensie zal betrokken blijven bij de militaire bijstandsmisie van de EU ter ondersteuning van Oekraïne (European Military Assistance Mission-Ukraine – EUMAM-UA). Die missie zal zich richten op de vorming en voorbereiding van Oekraïense strijdkrachten buiten het conflictgebied. Sinds het begin van de Russische agressie is Defensie ook nauw betrokken bij het voortdurende hulpproces aan Oekraïne in de vorm van schenkingen van militair materieel, wat de Oekraïense autoriteiten systematisch verwelkomen (zie punt "De Europese defensie").

België zal ook actief blijven in EU-missies zoals de trainingsmissie in Mozambique (European Union Training Mission – EUTM), de EU-macht (EUFOR) ALTHEA en de maritieme EU-machten (EU Naval Force – EUNAVFOR) IRINI en ATALANTA, en zal ook mogelijke nieuwe Europese oriëntaties in het kader van de 360 graden-aanpak op de voet volgen, met bijzondere aandacht voor de Sahel.

c) Geografische inzetgebieden

Op basis van de huidige analyse van de veiligheidsomgeving zal de strijd tegen internationaal terrorisme ook in 2024 een uitdaging voor de collectieve veiligheid blijven. In dit kader zullen de belangrijkste operatiegebieden zich bevinden rond Europa, met een mogelijke Belgische deelname aan crisisbeheersingsoperaties in het Middellandse Zeegebied, in het Midden-Oosten en in Afrika, inclusief de Sahel en de Golf van Guinee.

In het Middellandse Zeegebied blijft mensenhandel, naast illegale smokkel en wapentransport ter ondersteuning van terroristische activiteiten, een bron van instabiliteit en onveiligheid. Defensie zal blijven deelnemen aan militaire operaties en activiteiten die gericht zijn op het inperken van die stromen of de gevolgen ervan, die onze samenleving destabiliseren.

In de Sahel heeft de politieke instabiliteit als gevolg van verschillende staatsgrepen en de invloed van terrorisme gevolgen voor de geopolitieke situatie. Daarnaast wordt de regio ook getroffen door de gevolgen van de klimaatverandering, waardoor de migratiestromen vanuit het Zuiden extra onder druk komen te staan. Defensie moet waakzaam blijven en een flexibele houding aannehmen binnen een globaal kader dat, met inachtneming van het principe van "*do no harm*" en niet-ingemenging, streeft naar een positieve en duurzame ontwikkeling in de regio, vooral wat betreft ontwikkeling. De deelname aan multilaterale operaties in het kader van de Verenigde Naties of de EU, evenals de bilaterale samenwerking in

bilatérale dans la région seront évaluées en fonction de l'évolution de la situation.

La région des Grands Lacs demeure un autre point d'attention pour la Belgique.

Les initiatives en cours dans le cadre du renforcement du partenariat bilatéral avec la République Démocratique du Congo seront poursuivies, en mettant cette année encore particulièrement l'accent sur les activités d'appui aux processus tels que le désarmement, la démobilisation et la réintégration (*Disarmement, Demobilization and Reintegration – DDR*), la réforme du secteur de sécurité (*Security Sector Reform – SSR*) et le renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense (*Defence & Security Related Capacity Building – DCB*).

Enfin, au Moyen-Orient, certaines sous-régions sont encore influencées par l'activité de groupes terroristes. La Défense poursuivra sa contribution en fonction des besoins exprimés par la coalition internationale contre DAESH et par les autorités irakiennes. La Belgique participe également à d'autres initiatives multilatérales visant à stabiliser la région, comme la contribution belge importante à la mission "*European Maritime Awareness in the Strait of Hormuz*" (EMASoH) pour y assurer une navigation maritime sûre.

Dans le cadre des Nations Unies, la Belgique poursuivra sa participation à "*United Nations Truce Supervision Organization*" (UNTSO) au Levant.

d) Protection des ressortissants et des intérêts belges

La Défense continuera à assurer la sécurité de nos ambassades, avec des déploiements optimisés afin de tenir compte des contraintes de personnel au niveau du détachement d'agents de sécurité (DAS) qualifiés.

Le Service Public Fédéral (SPF) Affaires étrangères reste responsable et compétent au nom du gouvernement pour organiser une assistance aux ressortissants belges et aux bénéficiaires à l'étranger. Les tensions dans la région du Sahel ont montré que la Défense doit se maintenir prête en permanence avec un détachement d'intervention, y compris du matériel de transport aérien. De ce fait, la préparation aux opérations d'évacuation des ressortissants et des ayants droit ("*Non-combattant Evacuation Operations*" – NEO) restera une priorité pour la Défense. Dans ce cadre, la région des Grands Lacs

de regio, zullen worden geëvalueerd afhankelijk van de evolutie van de situatie.

Het gebied van de Grote Meren blijft een ander aandachtspunt voor België.

Lopende initiatieven als onderdeel van de versterking van het bilaterale partnerschap met de Democratische Republiek Congo zullen worden voortgezet, met nog dit jaar bijzondere nadruk op activiteiten ter ondersteuning van processen zoals ontwapening, demobilisatie en re-integratie (Disarmement, Demobilization and Reintegration – DDR), de hervorming van de veiligheidssector (Security Sector Reform – SSR) en de versterking van de defensiecapaciteiten en veiligheidscapaciteiten gerelateerd aan defensie (Defence & Security Related Capacity Building – DCB).

Tot slot worden bepaalde subregio's in het Midden-Oosten nog steeds beïnvloed door de activiteiten van terroristische groeperingen. Defensie zal haar bijdrage voortzetten in overeenstemming met de behoeften die zijn geuit door de internationale coalitie tegen ISIS en door de Iraakse overheid. België neemt ook deel aan andere multilaterale initiatieven gericht op het stabiliseren van de regio, zoals de belangrijke Belgische bijdrage aan de missie "European Maritime Awareness in the Strait of Hormuz" (EMASoH) om daar een veilige zeevaart te garanderen.

In het kader van de Verenigde Naties zal België zijn deelname aan de "United Nations Truce Supervision Organization" (UNTSO) in het Nabije Oosten voortzetten.

d) Bescherming van Belgische onderdanen en belangen

Defensie zal de veiligheid van onze ambassades blijven garanderen, met geoptimaliseerde ontplooiingen om rekening te houden met de personeelsbeperkingen bij het detachement van gekwalificeerde veiligheidsagenten (DAS).

De Federale Overheidsdienst (FOD) Buitenlandse Zaken blijft namens de overheid verantwoordelijk en bevoegd om de hulp aan Belgische onderdanen en begunstigden in het buitenland te organiseren. De spanningen in de Sahelregio hebben aangetoond dat Defensie permanent paraat moet blijven met een interventiedetachement, inclusief materieel voor luchttransport. Als gevolg hiervan zal de voorbereiding van evacuatieoperaties van onderdanen en rechthebbenden ("Non-combattant Evacuation Operations" – NEO) een prioriteit blijven voor Defensie. In die context blijft het

reste une région d'attention particulière pour la protection de nos compatriotes et de ceux des pays partenaires.

e) Contribution à l'aide humanitaire urgente

Les tremblements de terre survenus en Turquie en février 2023 ont une fois de plus démontré l'utilité du mécanisme B-FAST auquel la Défense a également pu contribuer afin de soutenir les victimes sur le terrain.

Dans le domaine de l'aide internationale urgente, B-FAST a été particulièrement (ré)actif au cours des deux dernières années. B-FAST a fréquemment apporté son soutien en réponse à des demandes d'assistance adressées soit directement à la Belgique, soit par l'intermédiaire du mécanisme européen de protection civile (*Union Civil Protection Mechanism – UCPM*). Cela s'est notamment traduit par l'envoi de médicaments, d'équipements médicaux et humanitaires, l'organisation d'évacuations médicales dans le cadre de la guerre en Ukraine ou encore le déploiement d'équipes médicales dans le contexte de la crise sanitaire.

En 2024, la Défense continuera à contribuer aux efforts nécessaires pour apporter son soutien dans le cadre de l'aide humanitaire d'urgence lorsque les pays touchés en font la demande.

f) Entrainement et préparation des capacités opérationnelles

La formation, l'entraînement et la préparation des capacités opérationnelles sont les conditions indispensables pour permettre, le cas échéant, une intervention de la Défense. On ne saurait trop insister sur l'importance cruciale de cette formation et de cet entraînement. Compte tenu de l'évolution du contexte sécuritaire, en particulier en Europe avec la guerre en Ukraine, le personnel devrait être progressivement et suffisamment préparé pour faire face, avec une sécurité maximale, aux situations de plus en plus complexes et aux risques toujours croissants qui pourraient être rencontrés lors d'opérations futures.

Il est généralement inefficace ou très difficile de dispenser une formation dans des scénarios de "haute intensité" avec des ressources purement nationales. Par conséquent, la planification des activités de formation et d'entraînement se concentrera autant que possible sur les opportunités multinationales et bilatérales avec nos partenaires opérationnels privilégiés. Cette approche contribuera également au maintien et au renforcement de notre interopérabilité.

gebied van de Grote Meren effectief een aandachtsgebied voor de bescherming van onze landgenoten en die van onze partnerlanden.

e) Bijdragen aan dringende humanitaire hulp

De aardbevingen van februari 2023 in Turkije, hebben nogmaals het nut aangetoond van het B-FAST-mechanisme waaraan ook Defensie heeft bijgedragen om slachtoffers ter plaatse te ondersteunen.

Op het vlak van dringende internationale hulp is B-FAST de afgelopen twee jaar bijzonder (re)actief geweest. B-FAST heeft regelmatig steun verleend als antwoord op vragen om bijstand die rechtstreeks tot België gericht waren of via het Europees Mechanisme voor Civiele Bescherming (Union Civil Protection Mechanism – UCPM). Dit vertaalde zich met name in het sturen van medicijnen, medische en humanitaire uitrusting, de organisatie van medische evacuaties in het kader van de oorlog in Oekraïne of de inzet van medische teams in het kader van de gezondheidscrisis.

In 2024 zal Defensie blijven bijdragen aan de noodzakelijke inspanningen om steun te verlenen in de context van humanitaire noodhulp wanneer de getroffen landen daarom vragen.

f) Training en voorbereiding van operationele capaciteiten

De vorming, training en voorbereiding van operationele capaciteiten zijn essentiële voorwaarden om te zorgen dat Defensie wanneer nodig interventies kan uitvoeren. Het cruciale belang van deze vorming en training kan niet genoeg worden benadrukt. Gezien de evolutie van de veiligheidscontext, vooral in Europa met de oorlog in Oekraïne, moet het personeel geleidelijk en voldoende voorbereid zijn om met maximale veiligheid het hoofd te bieden aan steeds complexere situaties en de steeds grotere risico's waarmee ze tijdens toekomstige operaties te maken kunnen krijgen.

Het is over het algemeen niet effectief of erg moeilijk om vorming te geven in scenario's met een "hoge intensiteit" met louter nationale middelen. Daarom zal de planning van vormings- en trainingsactiviteiten zoveel mogelijk gericht zijn op multinationale en bilaterale mogelijkheden met onze geprivilegieerde operationele partners. Die aanpak zal ook bijdragen aan het behouden en versterken van onze interoperabiliteit.

L'analyse de la participation aux exercices internationaux suivra la liste de priorités suivantes comme ligne directrice générale: coopération internationale dans un contexte UE et OTAN, coopération internationale dans le cadre du BENELUX/BENESAM, coopération (entre autres) avec la France, l'Allemagne, le Danemark, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Prise de décision et responsabilité démocratique du déploiement

La Défense continuera à prendre en compte, dans le cadre de la planification militaire des opérations qui pourraient se dérouler dans des zones peuplées, les effets sur les civils et les biens civils, sur base des informations disponibles au moment de chacune des opérations militaires. Cette précaution est évaluée conformément à la résolution (1222) de la Chambre des représentants "sur la protection des civils contre l'utilisation d'armes explosives ayant un large éventail d'impacts dans les zones peuplées", ainsi qu'à la "*Political Declaration on strengthening the protection of civilians from the humanitarian consequences arising from the use of explosive weapons in populated area (EWIPA)*".

Après approbation par le gouvernement, le plan opérationnel 2024 fera l'objet d'une présentation à la Chambre des représentants dans la foulée de la présentation de cette note de politique générale, selon le principe de transparence.

Les résultats opérationnels de la Défense, y compris les enseignements tirés, continueront de faire l'objet d'un suivi systématique par l'intermédiaire de la Commission spéciale chargée du suivi des missions à l'étranger de la Chambre des représentants.

6. Le Service Général du Renseignement et de Sécurité

Au cours des premières années de cette législature, le fonctionnement du Service Général du Renseignement et de Sécurité (SGRS) a été encadré par deux documents: l'accord de gouvernement et le plan d'action extrémisme élaboré en interne suite à la disparition d'un militaire d'extrême droite en mai 2021. Les objectifs de ces documents constituent depuis lors les priorités du Service et ce, également pour les années à venir.

Avant l'installation de ce gouvernement, le SGRS ne disposait pas d'un plan de gestion fixant les principales priorités du Service en matière de sécurité. C'est pourquoi, au début de l'année 2022, un plan de gestion a été introduit en vue de fixer les lignes de force du Service pour cette même année. Exactement un an plus tard, un plan pluriannuel 2023-2027 est entré en vigueur. Ce

Bij de analyse van een deelname aan internationale oefeningen zal als algemene richtlijn de volgende prioriteitenlijst worden gevuld: internationale samenwerking in EU- en NAVO-context, internationale samenwerking in het kader van BENELUX/BENESAM, samenwerking (onder andere) met Frankrijk, Duitsland, Denemarken, Groot-Brittannië en de Verenigde Staten.

Besluitvorming en democratische verantwoordelijkheid voor inzet

In het kader van de militaire planning van operaties die in bevolkte gebieden kunnen plaatsvinden, zal Defensie rekening houden met de effecten op burgers en civiele goederen, op basis van de informatie die beschikbaar is ten tijde van elke militaire operatie. Die voorzorgsmaatregel wordt geëvalueerd in overeenstemming met resolutie (1222) van de Kamer van volksvertegenwoordigers "voor de bescherming van burgers tegen het gebruik van explosieve wapens met een groot bereik in bevolkte gebieden", evenals de "*Political Declaration on strengthening the protection of civilians from the humanitarian consequences arising from the use of explosive weapons in populated area (EWIPA)*".

Na goedkeuring van de regering, zal het operationeel plan 2024 aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden aangeboden na de presentatie van deze algemene beleidsnota, volgens het beginsel van transparantie.

De operationele resultaten van Defensie, inclusief de hieruit getrokken lessen, zullen systematisch worden opgevolgd via de Bijzondere commissie voor de opvolging van buitenlandse missies van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

6. De Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid

Tijdens de eerste jaren van deze legislatuur werd het functioneren van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid (ADIV) gekaderd door twee documenten: het regeerakkoord en het actieplan extremisme dat intern werd opgesteld na het verdwijnen van een extreemrechtse militair in mei 2021. Sindsdien vormen de doelstellingen van deze documenten de prioriteiten van de dienst voor de komende jaren.

Voor de installatie van deze regering, ontbrak het de ADIV aan een beleidsplan dat de belangrijkste veiligheidsprioriteiten voor de dienst vastlegde. Daarom werd begin 2022 een beleidsplan ingevoerd dat de krachtlijnen voor de dienst vastlegde voor datzelfde jaar. Exact een jaar later werd vervolgens een meerjarig beleidsplan 2023-2027 van kracht. Dit plan wordt voortdurend

plan fait l'objet d'un suivi permanent et sera réactualisé, courant 2024, en fonction des évolutions de la situation sécuritaire générale. Ainsi, le SGRS dispose enfin d'une vision stratégique pour les années à venir. Il identifie des priorités claires en fonction des personnes et des ressources disponibles. Pour garder la flexibilité attendue d'un service de renseignement, en 2023, le SGRS a mis en place une capacité "*Global Outreach*". Il s'agit d'une réserve opérationnelle chargée de répondre au besoin en renseignement à propos d'événements et crises non anticipés dans le plan 2023-2027. Cette réserve continuera à se développer en 2024.

Deux priorités essentielles ont déjà été réalisées au cours des dernières années. Tout d'abord, l'adaptation du cadre juridique du SGRS qui renforce ses capacités de collecte d'information. Désormais, par exemple, il sera possible pour les agents de renseignement d'infiltrer le monde physique et virtuel. Cela renforcera considérablement la position d'information du Service.

Ensuite, il y a l'élargissement des vérifications de sécurité: les civils devront désormais également se soumettre à une vérification de sécurité avant de travailler à la Défense. Et tous les civils et militaires seront désormais soumis à une telle vérification de manière périodique. La sécurité interne de la Défense est ainsi renforcée, y compris la lutte contre toutes les formes d'extrémisme.

En ce qui concerne le personnel, une trajectoire de croissance a été établie dans le cadre de ce plan politique pluriannuel. Compte tenu de la spécificité du SGRS, des civils et des militaires sont employés en son sein. En ce qui concerne ces derniers, un effort a été entrepris en 2023 pour attirer les militaires dès le début de leur carrière à la Défense. Cet effort se poursuivra en 2024, réalisant ainsi dans la pratique une recommandation importante du Comité permanent R. En outre, au cours de la période 2024-2026, une attention particulière sera accordée au SGRS dans les plans annuels de mutation interne du personnel militaire.

En ce qui concerne le personnel civil, des efforts seront déployés dans les années à venir pour recruter du personnel supplémentaire. Une importante procédure de recrutement pour 40 nouveaux membres du personnel a été lancée cette année en vue d'un engagement en 2024 – avec un grand succès puisque plus de 1.000 candidats se sont présentés. En outre, l'ambition demeure de réaliser le statut unique du personnel pour la Sûreté de l'État (VSSE), l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) et le personnel civil du SGRS avant la fin de cette législature. Ce statut, avec une implémentation prévue le 1^{er} janvier 2025, offrira des

opgevolgd en zal in 2024 worden bijgewerkt om rekening te houden met veranderingen in de algemene veiligheidsituatie. Daarmee beschikt de dienst eindelijk over een strategisch visie voor de komende jaren. Het identificeert duidelijke prioriteiten in functie van de beschikbare mensen en middelen. Om de flexibiliteit te behouden die van een inlichtingendienst wordt verwacht, heeft de ADIV in 2023 een "*Global Outreach*"-capaciteit opgezet. Dit is een operationele reserve die tot taak heeft te reageren op de behoefte aan inlichtingen over gebeurtenissen en crises die niet werden geprioriteerd in het plan 2023-2027. Deze reserve zal zich in 2024 verder ontwikkelen.

Alvast twee belangrijke prioriteiten werden de voorbije jaren gerealiseerd. Ten eerste de aanpassing van het wettelijk kader van de ADIV waardoor de mogelijkheden die de dienst heeft om informatie te verzamelen, wordt versterkt. Zo is het voortaan mogelijk dat inlichtingenagenten in de fysieke en virtuele wereld infiltreren. Het zal de informatiepositie van de dienst aanzienlijk versterken.

Ten tweede is er de uitbreiding van de veiligheidsverificaties: ook burgers zullen voortaan een veiligheidscheck moeten ondergaan vooraleer bij Defensie te kunnen werken. En alle burgers en militairen zullen voortaan periodiek een dergelijke verificatie doormaken. De interne veiligheid van Defensie wordt zo versterkt, daarbij inbegrepen het bestrijden van alle vormen van extremisme.

Wat het personeel betreft, werd in het kader van dit meerjarig beleidsplan een groepad vastgelegd. Gezien de eigenheid van de ADIV zijn zowel burgers als militairen werkzaam binnen de dienst. Wat die laatsten betreft, werd in 2023 een aanvang gemaakt met het aantrekken van militairen van het moment dat ze hun carrière bij Defensie starten. In 2024 zal deze inspanning worden verdergezet, waarmee overigens een belangrijke aanbeveling van het Vast Comité I in de praktijk wordt gerealiseerd. In de periode 2024-2026 zal daarenboven specifieke aandacht gaan naar de ADIV bij de jaarlijkse interne mutatieplannen voor het militair personeel.

Wat het burgerpersoneel betreft, zullen de komende jaren inspanningen worden gedaan om extra medewerkers aan te trekken. Een belangrijke aanwervingsprocedure voor 40 nieuwe personeelsleden werd opgestart in de zomer van dit jaar met het oog op aanwerving in 2024 – met groot succes want meer dan 1.000 kandidaten hebben zich aangediend. Daarnaast blijft het de ambitie om nog voor het einde van deze legislatuur een eengemaakte personeelsstatuut te realiseren voor de burgerlijke inlichtingendienst de Veiligheid van de Staat (VSSE), het Coördinatieorgaan voor de Dreigingsanalyse (OCAD) en het burgerpersoneel van de ADIV. Dit statuut, waarvan

conditions plus attractives pour le personnel et stimulera la mobilité entre les trois services.

L'une des principales priorités était et restera l'intensification de la coopération avec les autres services de sécurité belges. À cette fin, une deuxième version du Plan Stratégique National de Renseignement a été conclue avec la VSSE et approuvée début 2023. Plus encore que la première version, elle contient des mesures concrètes visant à rechercher des synergies entre les deux services de renseignement belges. Ainsi, dans les années qui suivent, une coopération poussée est prévue en matière d'extrémisme, de terrorisme, d'espionnage, d'ingérence et de cyber. Afin d'éviter les doublons et les chevauchements, le plan indique également clairement les domaines d'action des services: par exemple, la VSSE en matière d'extrémisme et de terrorisme, et le SGRS en matière de cyber.

Une autre avancée dans la coopération entre les deux services concerne la gestion des données. Un accès à la banque de données du SGRS était déjà assuré dans les locaux de la VSSE et en 2024, un accès sera enfin prévu dans l'autre sens dans les locaux du SGRS. Cette coopération sera poussée dans les années à venir en établissant une connexion entre l'infrastructure informatique de la VSSE et du SGRS. Enfin, à partir de 2024, l'Autorité Nationale de Sécurité sera transférée du SPF Affaires étrangères à la VSSE. Pour réaliser cette transition, le SGRS a mis son expertise à la disposition de la VSSE en 2023, afin qu'elle puisse recruter et former le personnel nécessaire.

La coopération avec d'autres services a également été renforcée. En 2023, un officier de liaison du SGRS a été nommé auprès de la Police fédérale et la coopération avec le même partenaire dans le domaine du cyber a été renforcée. Une coopération stratégique a été conclue avec l'Institut Géographique National en termes de services à fournir, d'infrastructure et de personnel. Enfin, dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et économique de la Belgique, le SGRS collaborera au screening des investissements étrangers qui se feront en Belgique en 2024.

Enfin, une coopération spécifique profite à l'ensemble de la communauté de sécurité. Depuis quelques années, un réseau permettant de communiquer de manière sécurisée entre les partenaires de la sécurité et avec les responsables politiques, le réseau "*Belgian Secure Communications*" (BSC), est en cours de construction. Le SGRS a mis son expertise et son personnel à la

de invoering wordt voorzien voor 1 januari 2025, zal aantrekkelijkere voorwaarden bieden aan het personeel en zal de mobiliteit tussen de drie diensten stimuleren.

Een van de belangrijkste prioriteiten was en is het intensificeren van de samenwerking met andere Belgische veiligheidsdiensten. In eerste instantie werd daartoe met de VSSE een tweede versie van het Nationaal Strategisch Inlichtingenplan afgesloten en goedgekeurd begin 2023. Nog meer dan de eerste versie bevat het concrete maatregelen om synergien te zoeken tussen de beide Belgische inlichtingendiensten. Zo komt er de komende jaren een verregaande samenwerking op het vlak van extremisme, terrorisme, spionage, inmenging en cyber. Om dubbel werk en overlap te vermijden, wordt in het plan ook duidelijk aangegeven welke dienst de lead heeft: de VSSE voor wat betreft extremisme en terrorisme bijvoorbeeld, en de ADIV op het vlak van cyber.

Nog een doorbraak in de samenwerking tussen beide diensten is op het vlak van gegevensbeheer. Er was al een toegang tot de databank van de ADIV voorzien in de lokalen van de VSSE en in 2024 zal eindelijk hetzelfde worden voorzien in de lokalen van de ADIV. Deze samenwerking wordt de komende jaren worden gedreven door het realiseren van een koppeling tussen de IT-infrastructuur van de VSSE en de ADIV. Vanaf 2024, tot slot, wordt de Nationale Veiligheidsoverheid overgeplaatst van de FOD Buitenlandse Zaken naar de VSSE. Om deze overgang te realiseren, heeft de ADIV in 2023 haar expertise ter beschikking gesteld aan de VSSE opdat deze laatste het nodige personeel kan aantrekken en opleiden.

Daarnaast werd ook de samenwerking met andere diensten versterkt. In 2023 werd een verbindingsofficier van de ADIV aangesteld bij de Federale Politie en werd de samenwerking met dezelfde partner op het vlak van cyber versterkt. Met het Nationaal Geografisch Instituut werd een strategische samenwerking afgesloten op het vlak van te leveren diensten, infrastructuur en personeel. En met het oog op het beschermen van het Belgisch Wetenschappelijk en Economisch Potentieel werkt de ADIV mee aan het screenen van buitenlandse investeringen in België dat in 2024 verder zal worden ontwikkeld worden.

Een specifieke samenwerking, tot slot, komt de hele veiligheidsgemeenschap ten goede. De voorbije jaren werd gewerkt aan een netwerk om op een beveiligde manier te kunnen communiceren tussen veiligheidspartners onderling en met de politieke verantwoordelijken, het Belgian Secure Communications-netwerk. De ADIV heeft in 2023 haar expertise en mensen ter beschikking

disposition des responsables de la BSC en 2023 pour rendre ce projet opérationnel dès le début de l'année 2024.

La modernisation de la gestion informatique interne du SGRS a été et reste une priorité essentielle, et dans ce domaine les défis restent aussi importants. Ainsi, l'effort se poursuivra à travers les phases successives du projet de digitalisation. La détermination de ressources et de la sous-traitance ainsi que l'établissement d'un plan de changement et de communication sont les prochaines grandes échéances de ce projet en 2024.

La simplification de l'organigramme du SGRS était également un défi formulé en début de législature. Elle a déjà été mise en œuvre en octobre 2022 mais s'est poursuivie en 2023 avec le renforcement du contrôle interne du service – également une recommandation du Comité permanent R. Ce projet permet une amélioration continue du Service. Pour l'année 2024, l'effort sera poursuivi avec le développement d'un outil commun de gestion des risques. À terme, cet outil permettra d'établir rapidement un plan de gestion et d'en assurer un suivi efficace.

En ce qui concerne l'infrastructure, un plan pour une infrastructure améliorée en attente du nouveau quartier général de la Défense a été établi. À proximité des installations actuelles, des locaux supplémentaires seront rendus disponibles dans le courant de 2024 tandis qu'un complexe modulaire verra le jour à partir de 2025.

Par ailleurs, et pour conclure, le SGRS a, pour la première fois, publié en 2023 un rapport d'activités public. Le SGRS continuera dans cette approche plus transparente avec la publication d'un deuxième rapport en 2024, en plus de maintenir sa présence dans les médias, de même que sa participation au "Certificat de renseignement" organisé par l'Université de Liège et qui le sera aussi à partir de 2024-2025 par l'Université de Gand. Il est nécessaire que le SGRS montre ce qu'elle fait, non seulement parce que la population belge a le droit de voir à quoi servent les fonds publics mais aussi parce que cela participe à faire du SGRS un employeur attractif. Le grand nombre de candidats au processus de recrutement de cette année est déjà la preuve que cette approche est payante.

7. L'Europe de la défense

Considérations générales

Depuis près de 18 mois, la Russie mène une guerre d'invasion en Ukraine. Entamée le 24 février 2022, cette guerre tend à générer des conséquences structurelles

gesteld aan de verantwoordelijken van BSC om dit project operationeel te maken vanaf het begin van 2024.

Het moderniseren van de interne IT-huishouding van de ADIV was en blijft een belangrijke prioriteit, en op dit vlak blijven de uitdagingen groot. De inspanningen zullen echter worden voortgezet in de opeenvolgende fasen van het digitaliseringssproject. Het bepalen van middelen en uitbesteding, evenals het opstellen van een veranderings- en communicatieplan, zijn de volgende belangrijke mijlpalen van dit project in 2024.

Ook het vereenvoudigen van het organigram van de ADIV was een uitdaging die aan het begin van de legisluur werd geformuleerd. Deze werd al doorgevoerd in oktober 2022 maar werd verdergezet in 2023 met het versterken van de interne controle van de dienst – tevens een aanbeveling van het Vast Comité I. Dit project zal ons in staat stellen om onze dienstverlening voortdurend te verbeteren. Voor 2024 zullen de inspanningen worden voortgezet met de ontwikkeling van een gemeenschappelijke tool voor risicobeheer. Uiteindelijk zal deze tool het mogelijk maken om snel een beheersplan op te stellen en dit doeltreffend op te volgen.

Wat de infrastructuur betreft, is er een plan opgesteld voor een verbeterde infrastructuur in afwachting van het nieuwe hoofdkwartier van Defensie. Naast de huidige faciliteiten zullen in de loop van 2024 extra gebouwen beschikbaar komen, terwijl vanaf 2025 een modulair complex zal worden gebouwd.

Ten slotte heeft de ADIV in 2023 voor het eerst een openbaar activiteitenverslag gepubliceerd. De ADIV zal deze transparanter aanpak voortzetten met de publicatie van een tweede verslag in 2024, de voortzetting van zijn aanwezigheid in de media en de deelname van de dienst aan het "Certificat de renseignement" dat wordt georganiseerd door de Universiteit van Luik en vanaf 2024-2025 door de Universiteit van Gent. Het is nodig dat de ADIV laat zien wat hij doet, niet alleen omdat de Belgische bevolking recht heeft om te zien waar publieke middelen worden voor gebruikt. Het moet van de ADIV ook een aantrekkelijke werkgever maken. Het groot aantal kandidaten bij de aanwervingsprocedure in de zomer van 2023 is alvast een bewijs dat deze aanpak loont.

7. De Europese defensie

Algemene overwegingen

Al bijna 18 maanden voert Rusland een invasieoorlog in Oekraïne. Deze oorlog begon op 24 februari 2022 en dreigt structurele gevolgen te genereren voor de stabiliteit

pour la stabilité et pour l'avenir de la sécurité européenne. Elle s'accompagne aussi d'une tragédie humanitaire.

Cette agression inacceptable aux ressorts volatiles qui tend à s'installer dans la durée n'a cependant pas entamé l'unité, l'assertivité et la résilience et de l'Union européenne et de ses États membres dans leur soutien résolu à l'Ukraine. Face à cette menace inédite par sa nature et son intensité, la Belgique et sa Défense ont su pleinement prendre leur place en phase avec leurs engagements dans le cadre des dispositifs et dynamiques promptement mis en œuvre tant par l'UE et l'OTAN. Le pays garde cependant le souci d'une approche globale, à 360 degrés, de ses engagements.

En 2023, la Belgique a poursuivi son engagement pour une défense européenne effective et la mise en œuvre concrète des ambitions d'une Stratégie européenne adoptée 2016 et ancrée plus que jamais dans les intérêts propres de l'Union et de ses citoyens. Symbole fort de sa mise en œuvre depuis l'approbation officielle de la boussole stratégique en mars 2022, son ambitieux plan d'action entend renforcer la politique de sécurité et de défense de l'UE d'ici à 2030. La guerre en Ukraine ne manque pas de donner à l'opérationnalisation de la boussole stratégique une pertinence, une urgence et une acuité singulières.

Plus que jamais, l'UE doit incarner cet axe de gravité sécuritaire, capable d'agir de manière autonome pour défendre ses intérêts vitaux, en bonne intelligence avec ses partenaires internationaux. Elle se doit de le faire dans le souci constant d'un resserrement des liens vertueux et complémentaires avec l'OTAN, qui reste la pierre angulaire de la défense collective.

En phase avec la boussole stratégique et en droite ligne avec la résolution (1732) de la Chambre des représentants "visant à promouvoir le renforcement de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne 2020-2024", le Plan Star couvre tous les aspects de la politique de sécurité et de défense. Ses lignes de forces se déclinent au travers de ses 4 piliers directeurs: *agir, investir, coopérer et protéger*. Pleinement active dans chacun de ces domaines, la Défense belge entend porter pleinement son action en ce sens.

AGIR

La poursuite de la guerre en Ukraine tend à entretenir l'instabilité géopolitique et sécuritaire actuelle sur les flancs Sud et Est de l'Europe. Cette situation préoccupante inédite aux portes de l'Europe devrait se

en de toekomst van de Europese veiligheid. Ze gaat ook gepaard met een humanitaire tragedie.

Deze onaanvaardbare agressie met volatiele gevolgen, die lijkt te blijven aanslepen, heeft echter niet de eenheid, assertiviteit en veerkracht van de Europese Unie en haar lidstaten aangetast in hun resolute steun aan Oekraïne. Geconfronteerd met deze onbekende dreiging qua aard en intensiteit konden België en zijn Defensie volledig hun plaats innemen in overeenstemming met hun verplichtingen in het kader van de systemen en dynamieken die onmiddellijk door de EU en de NAVO werden opgestart. Het land blijft echter vasthouden aan een globale, 360-gradenbenadering van zijn engagementen.

In 2023 heeft België zijn engagement voortgezet voor een effectieve Europese defensie en de concrete uitvoering van de ambities van een Europese Strategie die in 2016 werd aangenomen en die meer dan ooit verankerd is in de specifieke belangen van de Unie en haar burgers. Het ambitieuze actieplan heeft tot doel het veiligheids- en defensiebeleid van de EU tegen 2030 te versterken en vormt zo een sterk symbool van de uitvoering daarvan sinds de officiële goedkeuring van het strategische kompas in maart 2022. De oorlog in Oekraïne slaagt erin om aan de operationalisering van het strategische kompas een unieke relevantie, urgentie en scherpte te geven.

Meer dan ooit moet de EU dit zwaartepunt van veiligheid belichamen, in staat om autonomo te handelen om haar vitale belangen te verdedigen, in goede verstandhouding met haar internationale partners. Zij moet dit doen met een voortdurende zorg voor het versterken van deugdzame en complementaire banden met de NAVO, die de hoeksteen van de collectieve defensie blijft.

In lijn met het strategisch kompas en met resolutie (1732) van de Kamer van volksvertegenwoordigers "waarbij wordt aangestuurd op een versterking van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid van de Europese Unie voor de periode 2020-2024" behandelt het STAR-plan alle aspecten van het veiligheids- en defensiebeleid. De krachtlijnen komen tot uiting in de vier leidende pijlers: handelen, investeren, samenwerken en beschermen. De Belgische Defensie is volledig actief op elk van deze gebieden en is van plan om haar actie in die richting ten volle uit te voeren.

HANDELEN

De voortzetting van de oorlog in Oekraïne neigt de huidige geopolitieke en veiligheidsinstabiliteit aan de zuidelijke en oostelijke flanken van Europa in stand te houden. Deze onbekende zorgwekkende situatie

poursuivre au cours des prochaines années – au même titre que ses conséquences internationales multiformes.

Les opérations et missions de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) font partie des initiatives européennes potentiellement impactées. Eu égard à des contextes sous-régionaux parfois déjà largement fragilisés (à l'instar de coups d'États à répétition enregistrés au Sahel ou encore du regain de tensions dans le Caucase du Sud), ces missions exigeront des États membres un engagement plus important et mieux adapté aux besoins exprimés. La Belgique entend y contribuer équitablement (*Fair Share*). Pour ce faire, davantage de solidarité entre les États membres pourra être demandée. La Belgique continuera d'examiner systématiquement les modalités d'une contribution optimale, notamment dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix (*European Peace Facility – EPF*) et des opérations et missions relevant de la PSDC.

La participation opérationnelle belge est reprise dans les plans opérationnels annuels, et au cas par cas, en fonction des évolutions de la situation sécuritaire (cf. point "Orientations en matière d'opérations 2024"). Dans ce cadre, la Belgique participe aux six missions et opérations de la PSDC, au "*European Maritime Awareness in the Strait of Hormuz*" (EMASoH) et la réalisation de l'EPF "Assistance Measure" (AM) à Kindu, en République Démocratique du Congo.

Dans le contexte Ukrainien, la Défense belge apporte depuis le tout début de la guerre un soutien résolu aux niveaux politique, diplomatique, humanitaire et militaire. Mois après mois, la Défense a pu fournir aux forces ukrainienne un soutien significatif, tant légal que non légal, et s'engager dans de multiples plateformes et coalitions d'experts apportant les réponses adaptées aux besoins exprimés. La Belgique continuera d'apporter une aide résolue à l'Ukraine dans sa lutte contre l'invasion russe tant que cela sera nécessaire. Ce soutien est apprécié et systématiquement souligné par les Autorités ukrainiennes.

La Belgique continuera de participer en 2024 à la mission d'assistance militaire de l'UE en soutien à l'Ukraine (*European Military Assistance Mission-Ukraine – EUMAM-UA*). Et ce, en vue de renforcer les capacités militaires ukrainienne ainsi que d'aider l'Ukraine à la défense de son territoire et à la restauration de sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire national (cf. point "Orientations en matière d'opérations 2024").

De même, la Belgique continuera de soutenir l'initiative de livraison de munitions à l'Ukraine, de reconstitution des stocks et de renforcement de l'industrie européenne

aan de poorten van Europa zal naar verwachting de komende jaren voortduren, net zoals de veelsoortige internationale gevolgen ervan.

De operaties en missies van het Gemeenschappelijk Veiligheids- en Defensiebeleid (GVDB) behoren tot de Europese initiatieven die hier een invloed van kunnen ondervinden. Gezien de subregionale contexten die soms al grotendeels verzwakt zijn (zoals de herhaalde staatsgrepen in de Sahel of de hernieuwde spanningen in de zuidelijke Kaukasus), zullen deze missies een grotere inzet van de lidstaten vergen en beter aangepast moet zijn aan de uitgedrukte behoeften. België heeft de intentie om op een billijke manier bij te dragen (*Fair Share*). Om dit te bereiken kan om meer solidariteit tussen de lidstaten worden gevraagd. België zal systematisch de modaliteiten van een optimale bijdrage blijven onderzoeken, vooral in het kader van de Europese Vredesfaciliteit (European Peace Facility – EPF) en operaties en missies in het kader van het GVDB.

De Belgische operationele deelname wordt opgenomen in de jaarlijkse operationele plannen, en geval per geval bekeken, afhankelijk van de ontwikkelingen in de veiligheidssituatie (zie punt "Beleidslijnen voor de operaties in 2024"). In dat kader neemt België deel aan de zes missies en operaties van het GVDB, de "*European Maritime Awareness in the Strait of Hormuz*" (EMASoH) en de realisatie van de EPF "Assistance Measure" (AM) in Kindu, in de Democratische Republiek Congo.

In de Oekraïense context heeft de Belgische Defensie sinds het allereerste begin van de oorlog resoluut steun verleend op politiek, diplomatiek, humanitair en militair niveau. Maand na maand heeft Defensie aan de Oekraïense strijdkrachten aanzienlijke steun kunnen bieden, zowel dodelijke als niet-dodelijke, en deelgenomen aan meerdere platformen en coalities van experten die aangepaste antwoorden boden op de uitgedrukte behoeften. België zal Oekraïne resoluut blijven steunen in zijn strijd tegen de Russische invasie, zolang als nodig. Deze steun wordt gewaardeerd en systematisch benadrukt door de Oekraïense overheid.

België zal in 2024 blijven deelnemen aan de militaire bijstandsmisie van de EU ter ondersteuning van Oekraïne (*European Military Assistance Mission-Ukraine – EUMAM-UA*). Dit om de Oekraïense militaire capaciteiten te versterken en Oekraïne te helpen om zijn grondgebied te verdedigen en zijn soevereiniteit over zijn gehele nationale grondgebied te herstellen (zie punt "Beleidslijnen voor de operaties in 2024").

Op dezelfde manier zal België het initiatief blijven steunen om munitie te leveren aan Oekraïne, om voorraden aan te vullen en om de Europese defensie-industrie te

de défense au travers de l'approche à trois niveaux (*"Three Tracks Approach"*) du Service Européen de l'Action Extérieure (SEAE). Dans ce cadre, notre pays est également cosignataire d'un "Project Arrangement for the Collaborative Procurement of Ammunitions" de l'Agence européenne de Défense (AED) et a contribué au développement d'*"ASAP"* (*Act in Support of Ammunition Production*), une initiative de la Commission européenne qui entend augmenter la capacité de production à long terme des munitions (et missiles) de l'industrie de la défense de l'UE, tout en soutenant au passage le redéploiement d'une base industrielle et technologique de défensé européenne (BITDE).

Au rang des ambitions phares de la boussole stratégique, l'UE œuvre actuellement à la finalisation, pour fin 2024, d'une "Capacité de Réaction rapide Européenne" (*EU Rapid Deployment Capacity – EU RDC*). Cette force, composée d'un effectif de 5000 militaires, est l'une des priorités les plus visibles destinées à générer des forces mieux préparées et outillées, plus flexibles et inscrites dans une meilleure dynamique de mobilité et d'interopérabilité. La Belgique s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Par un meilleur partage de l'information et pour accroître la rapidité des processus décisionnels, l'UE veut renforcer sa capacité de planification et de conduite militaire via le développement du *"Military Planning and Conduct Capability"* (MPCC). Le MPCC, qui sera l'un des quartiers généraux opérationnels, devrait atteindre sa capacité opérationnelle initiale (*"Initial Operational Capable"*) en 2025 pour effectuer la planification et l'exécution d'opérations et missions de la PSDC et par conséquent de l'EU RDC.

La dynamique vertueuse générée par la Coopération structurée permanente (*Permanent Structured Cooperation – PESCO*) représente également un outil précieux que ne manque pas d'activer la Belgique. Ensemble avec l'AED et le Fonds européen de défense (FED), l'UE identifie et apporte son soutien à des projets générés par le dynamisme de ses États membres en fonction de l'intérêt européen. Dans ce cadre, la Belgique se montre particulièrement impliquée et soucieuse de renforcer le caractère plus contraignant des engagements opérationnels pris. Ainsi, la Défense a collaboré au total dans 20 projets PESCO en 2023 et la Belgique joue actuellement le rôle de nation-cadre (*lead nation*) dans deux projets FED:

- Maritime Autonomous Systems for Mine Countermeasures (MAS MCM), auxquels de plus en plus de pays souhaitent participer; et
- European Protected Waveform (EPW), dans le cadre de la résilience spatiale.

versterken via een drieledige aanpak ("Three Tracks Approach") van de Europese Dienst voor Extern Optreden (EDEO). In dit kader is ons land ook medeontekenaar van een "Project Arrangement for the Collaborative Procurement of Ammunition" van het Europees Defensieagentschap (EDA) en heeft het bijgedragen aan de ontwikkeling van de *"ASAP"* (*Act in Support of Ammunition Production*), een initiatief van de Europese Commissie dat de productiecapaciteit van munitie (en raketten) van de EU-defensie-industrie op lange termijn wil vergroten, en tegelijkertijd de herschikking van een Europese technologische en industriële defensie basis (ETIDB) wil ondersteunen.

Een van de belangrijkste ambities van het strategische kompas is dat de EU momenteel werkt aan de voltooiing, tegen eind 2024, van een *"European Rapid Deployment Capacity"* (EU RDC). Deze strijdmacht, bestaande uit 5.000 militairen, is een van de meest zichtbare prioriteiten die bedoeld is om beter voorbereide en uitgeruste strijdkrachten te genereren, die flexibeler zijn en aansluiten bij een betere dynamiek van mobiliteit en interoperabiliteit. België sluit zich volop aan bij die dynamiek. Door informatie beter te delen en de snelheid van besluitvormingsprocessen te verhogen, wil de EU de militaire planning- en uitvoeringscapaciteit versterken door de ontwikkeling van de *"Military Planning and Conduct Capability"* (MPCC). De MPCC, die een van de operationele hoofdkwartieren zal zijn, zou in 2025 zijn initiële operationele capaciteit (*"Initial Operational Capable"*) moeten bereiken om de planning en leiding van operaties en missies van het GVDB en dus van de EU DRC uit te voeren.

De positieve dynamiek die door de Permanente Gestructureerde Samenwerking (Permanent Structured Cooperation – PESCO) wordt gegenereerd, vertegenwoordigt ook een waardevol instrument dat ook België kan activeren. Samen met het EDA en het Europees Defensiefonds (EDF) identificeert en verleent de EU steun aan projecten die ontstaan uit de dynamiek van haar lidstaten, in overeenstemming met het Europese belang. In dit kader is België bijzonder betrokken en wil het het meer bindende karakter van de aangegane operationele verbintenissen versterken. Zo heeft Defensie in 2023 meegeworkt aan in totaal 20 PESCO-projecten en speelt België momenteel de rol van leidende natie (*lead nation*) in twee EDF-projecten:

- Maritime Autonomous Systems for Mine Countermeasures (MAS MCM), waaraan steeds meer landen willen deelnemen; en
- European Protected Waveform (EPW), in het kader van de weerbaarheid in de ruimte.

En 2023, la Belgique a également investi dans des lacunes capacitives européennes (*EU Capability Gaps*) et ancré des capacités avec ses partenaires européens privilégiés, dans une logique de mutualisation (*pooling*). Dans ce cadre, la Défense belge a contribué au financement d'un deuxième avion de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) pour le *pooling* européen "Multinational MRTT Unit". Nous prenons part également à un programme de coopération belgo-britannique pour les systèmes de vols pilotés à distance MQ-9B.

Sur le plan bilatéral, il convient aussi de mettre en exergue l'accord de coopération belgo-luxembourgeois pour un Bataillon binational de reconnaissance, qui a été signé le 15 juin 2023 (cf. point "Meilleure répartition géographique des quartiers"). La structure et l'organisation singulière de ce Bataillon permettront de répondre aux objectifs capacitives proposés à la Belgique et au Luxembourg dans le cadre du processus de planification de défense de l'OTAN. Cette coopération est en phase avec les choix posés par ailleurs dans le cadre du partenariat stratégique CaMo (Capacité Motorisée) et de la coopération mise en place entre la Belgique et la France dans le domaine de la mobilité terrestre à l'occasion du renouvellement de leurs éléments motorisés respectifs.

En outre, le partenariat belgo-luxembourgeois A-400M se trouve à présent élargi avec un centre de formation binational.

Quant à nos relations avec les Pays-Bas, deux frégates de lutte anti-sous-marin (*Anti-Submarine Warfare Frigate – ASWF*) ont été achetées. Nous avons obtenu que les navires belges et néerlandais soient *in fine* équipés identiquement d'une technologie de pointe et d'un armement de haute performance, avec une garantie d'un retour sociétal pour la Belgique. Par ailleurs, la France a rejoint le programme belgo-néerlandais pour les nouveaux chasseurs de mines.

PROTEGER

Le contexte d'instabilités multiformes actuel et le développement rapide de nouvelles technologies et menaces associées doivent plus que jamais nous inciter à favoriser une approche intégrée des instruments de l'UE à valeur ajoutée en matière de sécurité collective.

Au niveau de la résilience contre les menaces hybrides, la Belgique entend poursuivre son implication dans l'élargissement d'une boîte à outils (*toolbox*) de l'UE, apte à mieux soutenir le développement d'une Europe de la défense en phase avec les enjeux de son temps.

In 2023 heeft België ook geïnvesteerd in Europese capaciteitstekorten (EU Capability Gaps) en heeft het capaciteiten bij zijn bevoordeerde Europese partners verankerd, in een logica van bundeling (pooling). In dit kader heeft de Belgische Defensie een tweede tank- en transportvliegtuig (MRTT) brijgedragen voor de Europese gepoolde "Multinational MRTT Unit". We nemen ook deel aan een Belgisch-Brits samenwerkingsprogramma voor de op afstand bestuurde vliegsystemen MQ-9B.

Op bilateraal niveau past het ook om het Belgisch-Luxemburgse samenwerkingsakkoord voor een binational verkenningsbataljon in de aandacht te brengen, dat op 15 juni 2023 werd ondertekend (zie punt "Betere geografische spreiding van de kwartieren"). De unieke structuur en organisatie van dit bataljon maken het mogelijk om te voldoen aan de capaciteitsdoelstellingen die aan België en Luxemburg zijn voorgesteld als onderdeel van het NAVO-defensieplanningsproces. Deze samenwerking is afgelijnd op de keuzes die zijn gemaakt in het kader van het strategische partnerschap CaMo (Gemotoriseerde Capaciteit) en de samenwerking tussen België en Frankrijk op het vlak van landmobiliteit voor de vernieuwing van hun respectieve gemotoriseerde elementen.

Bovendien wordt het Belgisch-Luxemburgse A-400M-partnerschap nu uitgebreid met een binational opleidingscentrum.

Wat onze relaties met Nederland betreft, zijn er twee fregatten voor onderzeebootbestrijding (*Anti-Submarine Warfare Frigate – ASWF*) aangeschaft. We hebben bereikt dat de Belgische en Nederlandse schepen uiteindelijk identiek worden uitgerust met de allernieuwste technologie en hoogperformante wapens, met een garantie voor een industrieel rendement voor België. Bovendien heeft Frankrijk zich aangesloten bij het Belgisch-Nederlandse programma voor nieuwe mijnenjagers.

BESCHERMEM

De huidige context van veelsoortige instabiliteiten en de snelle ontwikkeling van nieuwe technologieën en de daarmee samenhangende dreigingen moeten ons meer dan ooit aanmoedigen om de voorkeur te geven aan een geïntegreerde aanpak van EU-instrumenten met een toegevoegde waarde op het vlak van collectieve veiligheid.

Inzake weerbaarheid tegen hybride dreigingen is België van plan om zijn betrokkenheid voort te zetten bij de uitbreiding van een gereedschapskist (*toolbox*) voor de EU, in staat om de ontwikkeling van een Europese defensie beter te ondersteunen, afgestemd op de eigentijdse

De la sorte, notre pays entend poser pied à pied les jalons d'une amélioration de sa capacité à anticiper, prévenir, résister, récupérer et répondre à des chocs, défis et menaces sécuritaires, ainsi qu'aux interférences malveillantes – relevant du domaine cybernétique notamment – émanant de l'extérieur de l'Union.

L'avènement d'une Composante Cyber au sein de notre Défense s'inscrit parfaitement dans cette optique. À ce titre, il convient de noter qu'une politique de l'UE en matière de cybersécurité (*EU Policy on Cyber Defense*), proposée conjointement par la Commission européenne et le SEAE, a été adoptée au niveau du Conseil de l'Union. Dans les années à venir, le *Cyber Command* belge s'emploiera de manière proactive à conjuguer son action avec la mise en œuvre de cette dynamique européenne qui reprend d'ailleurs des initiatives auxquelles participe la Défense, tels que les programmes PESCO.

À ce sujet d'ailleurs, dans le cadre de ce volet "protection", la Belgique a renforcé sa position dans de multiples programmes PESCO pendant l'année 2023. Elle est devenue membre de "Geo-meteorological and Oceanographic Support Coordination Element" (précédemment observateur), "Cyber Rapid Response Teams & Mutual Assistance in Cyber Security" (CRRT) et "Cyber Ranges Federation" (CR-F). Elle est devenue observateur dans les projets "Cyber Academia and Innovation Hub" (CAIH) et "Cyber and Information Domain Coordination Centre" (CIDCC). À côté du projet FED/PESCO "Maritime Autonomous Systems for Mine Countermeasures" (MAS MCM) pour lequel elle assume un rôle de nation-cadre et auquel de plus en plus de pays veulent participer, la Belgique est également fortement impliquée dans le projet de Commandement Médical Européen.

En cohérence avec le concept stratégique de l'OTAN, le plan STAR confirme le rôle stratégique clé de la Belgique dans le domaine de la mobilité comme pays de réception et transit au cœur de l'Europe. Lié à son dispositif européen et ses infrastructures, la Belgique fait intégralement partie de la défense collective en facilitant des manœuvres de transit sur son territoire et en assurant ainsi une projection rapide. Les projets européens sur la mobilité militaire (*Military Mobility*), qui rassemblent une majorité des pays de l'UE et des partenaires, sont des projets phares dans la coopération entre l'Union et l'OTAN en soutien de la défense collective (lié avec le domaine "*Enablement*"). Ils visent, entre autres, à harmoniser les exigences militaires liées aux douanes et à optimiser les procédures d'autorisation de mouvement transfrontaliers en Europe.

En 2024, la Belgique continuera sur cet élan et renforcera davantage encore sa position par la participation

problemen. Op die manier wil ons land de basis leggen voor het verbeteren van zijn vermogen om te anticiperen, te voorkomen, te weerstaan, te herstellen en te reageren op schokken, uitdagingen en veiligheidsdreigingen, evenals op kwaadwillige inmenging – in het bijzonder in het cyberdomein – afkomstig van buiten de Unie.

De komst van een Cybercomponent bij onze Defensie past uitstekend in dit perspectief. In dit verband moet worden opgemerkt dat er op het niveau van de Raad van de Unie een EU-beleid inzake cyberdefensie is aangenomen, dat gezamenlijk door de EDEO is voorgesteld. De komende jaren zal het Belgische Cyber Command proactief werken om zijn actie te combineren met de uitvoering van die Europese dynamiek, waartoe ook initiatieven behoren waaraan Defensie deelneemt, zoals de PESCO-programma's.

Wat dit onderwerp betreft heeft België, in het kader van dit luik "Beschermen", bovendien zijn positie in meerdere PESCO-programma's versterkt in de loop van het jaar 2023. Het is lid geworden van het "Geo-meteorological and Oceanographic Support Coordination Element" (voorheen waarnemer), de "Cyber Rapid Response Teams & Mutual Assistance in Cyber Security" (CRRT) en de "Cyber Ranges Federation" (CR-F). Het werd waarnemer in de projecten "Cyber Academia and Innovation Hub" (CAIH) en "Cyber and Information Domain Coordination Centre" (CIDCC). Naast het FED/PESCO-project "Maritime Autonomous Systems for Mine Countermeasures" (MAS MCM), waarin het de rol van kadernatie op zich neemt en waaraan steeds meer landen willen participeren, is België ook sterk betrokken bij het project van een Europees Medisch Commando.

In overeenstemming met het strategische concept van de NAVO bevestigt het STAR-plan de belangrijke strategische rol van België op het vlak van mobiliteit als ontvangend en doorvoerland in het hart van Europa. Gekoppeld aan zijn Europese systeem en zijn infrastructuur, maakt België integraal deel uit van de collectieve verdediging door doorvoermaneuvers op zijn grondgebied te vergemakkelijken en zo een snelle projectie te garanderen. Europese projecten op het gebied van militaire mobiliteit, waaraan een meerderheid van de EU-landen en partners deelneemt, zijn speerpuntprojecten in de samenwerking tussen de Unie en de NAVO ter ondersteuning van de collectieve defensie (gekoppeld aan het domein "*Enablement*"). Ze zijn onder meer bedoeld om de militaire douanevereisten te harmoniseren en om de vergunningsprocedures voor grensoverschrijdend verkeer in Europa te optimaliseren.

In 2024 zal België op dit elan voortgaan en zijn positie verder versterken door deelname aan

dans d'autres projets PESCO. La Belgique devient en effet membre des projets "Role 2 Forward", "Critical Seabed Infrastructure Protection" et "EU Military Partnership" (elle était auparavant État observateur). Notre pays obtiendra en outre le statut observateur dans les projets "European Defence Airlift – Transport Academy" et "Strategic Air Transport for Outsized Cargo".

INVESTIR

Le plan STAR concrétise l'engagement de la Belgique par rapport à la nécessité d'augmenter ses dépenses de défense. La Défense entend souscrire pleinement à l'ambition collective de combler les insuffisances critiques en matière de capacités militaires et civiles et à renforcer notre base industrielle et technologique de défense, tant nationale qu'européenne. La loi de programmation militaire reprend à cet effet, d'une part, un programme d'investissements capacitaires et, d'autre part, un important volet destiné au renforcement des capacités industrielles et technologiques. L'élaboration de la "Defence, Industry and Research Strategy" (DIRS) soutient cette approche destinée à terme à renforcer les bases industrielles et technologiques de défense nationale et européenne. Cette stratégie garantit une approche multilatérale, intégrée, transversale et durable qui permet de réaliser des économies d'échelle et une plus grande efficacité sur le terrain.

Dans cet esprit, la Belgique continuera à soutenir les initiatives pour achats communs. Notre pays appuie l'initiative de l'AED pour les achats en commun ("Defence Joint Procurement Task Force"). Nous appuierons tout autant l'initiative de la Commission européenne visant à soutenir la réalisation d'achats en commun par les États membres via l'instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes ("European Defence Industry Reinforcement through a Common Procurement Act" – EDIRPA). Cette initiative qui fait suite à la guerre en Ukraine vise à servir d'instrument financier à court terme, d'un montant de 500 millions d'euros, pour encourager les acquisitions conjointes dans le domaine de la défense entre les États membres. Elle a déjà eu des répercussions importantes pour la défense européenne en termes d'augmentation des dépenses militaires des États membres. De plus, la Belgique contribue à l'élaboration du programme européen d'investissement dans le domaine de la défense ("European Defense Investment Program" – EDIP), un nouvel instrument de la Commission européenne destiné à servir de point d'ancrage aux futurs projets conjoints de développement et de passation de marchés présentant un intérêt commun élevé pour la sécurité des États membres et de l'UE.

andere PESCO-projecten. België wordt lid van de projecten "Role 2 Forward", "Critical Seabed Infrastructure Protection" en "EU Military Partnership" (het was voorheen een waarnemersstaat). Ons land zal ook het statuut van waarnemer krijgen in de projecten "European Defense Airlift – Transport Academy" en "Strategic Air Transport for Outsized Cargo".

INVESTEREN

Het STAR-plan concretiseert het engagement van België in verband met de noodzaak om zijn defensie-uitgaven te verhogen. Defensie is van plan de collectieve ambitie volledig te onderschrijven om kritieke tekorten in de militaire en civiele capaciteiten op te vullen en onze industriële en technologische basis op defensiegebied te versterken, zowel nationaal als Europees. Daartoe omvat de militaire programmawet enerzijds een investeringsprogramma in capaciteiten en anderzijds een belangrijk onderdeel om de industriële en technologische capaciteiten te versterken. De uitwerking van de "Defence, Industry and Research Strategy" (DIRS) ondersteunt deze aanpak, die uiteindelijk bedoeld is om de industriële en technologische basis van de nationale en Europese defensie te versterken. Die strategie garandeert een multilaterale, geïntegreerde, transversale en duurzame aanpak die schaalvoordelen en grotere efficiëntie op het terrein mogelijk maakt.

In die geest zal België gezamenlijke aankoopinitiatieven blijven ondersteunen. Ons land steunt het EDA-initiatief voor gezamenlijke aankopen ("Defence Joint Procurement Task Force"). Wij zullen eveneens het initiatief van de Europese Commissie steunen om de uitvoering van gezamenlijke aankopen door de lidstaten te ondersteunen, via het instrument ter versterking van de Europese defensie-industrie door middel van gezamenlijke aankopen ("European Defence Industry Reinforcement through a Common Procurement Act" – EDIRPA). Dit initiatief, dat een gevolg is van de oorlog in Oekraïne, moet dienen als een financieel instrument voor de korte termijn, ter waarde van 500 miljoen euro, om gezamenlijke aankopen in het defensiedomein tussen de lidstaten aan te moedigen. Het heeft al aanzienlijke gevolgen gehad voor de Europese defensie in termen van hogere militaire uitgaven door de lidstaten. Daarnaast draagt België bij tot de ontwikkeling van het Europees investeringsprogramma in het defensiedomein ("European Defense Investment Program" - EDIP), een nieuw instrument van de Europese Commissie dat bedoeld is als ankerpunt voor toekomstige gezamenlijke ontwikkelings- en aanbestedingsprojecten van groot gemeenschappelijk belang voor de veiligheid van de lidstaten en de EU.

En outre, la Belgique prépare le prochain budget à long terme ou le “cadre financier pluriannuel” (CFP; “*Multi-Annual Financial Framework*”) de l’UE. Elle y souligne notamment l’importance de consacrer davantage de moyens pour la sécurité et la défense afin d’assurer plus de coopération industrielle, pour favoriser le développement collectif de moyens et l’acquisition en commun mais aussi pour soutenir la mobilité militaire.

COOPÉRER

Au-delà du plan Star et de sa mise en œuvre par la Défense au travers d’une culture sans cesse renouvelée de partenariats et d’engagements bilatéraux, la situation sécuritaire qui prévaut avec la guerre en Ukraine requiert de la Belgique qu’elle poursuive et renforce sa contribution aux efforts de coopération et au multilatéralisme de l’UE.

Ce contexte requiert de renforcer dans la durée le souci d’une cohérence plus large entre les instruments européens et ceux de l’OTAN, par un approfondissement de la coopération et des complémentarités entre les deux organisations.

À titre d’exemple concret, le domaine *Cyber* est symptomatique du développement d’un pilier européen au sein de l’OTAN. Ainsi, le développement des contacts et échanges entre le *Cyber Command* belge et les partenaires stratégiques européens, ainsi qu’avec le Centre d’excellence de Cybergéfense coopérative de l’OTAN (*Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence*) se poursuivent dans divers domaines: doctrine; entraînement; développement capacitaire; et recherche et développement appliqués. À ce propos, il convient de mentionner le suivi de la mise en œuvre du “*NATO Cyber Defence Pledge*”, ainsi que l’initiative “*NATO Virtual Cyber Incident Support Capability Concept*” (VCISC). Les capacités du *Cyber Command* nécessaires pour y participer s’apparentent d’ailleurs à celles nécessaires pour notre participation au projet opérationnel PESCO “*Cyber Rapid Response Teams*” (CRRT) de l’*“EU Policy on Cyber Defense”*.

Par ses partenariats avec l’ONU et l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la Belgique entend également renforcer l’Europe.

Au mieux de ses capacités et expertises, la Défense apporte sa contribution dans le cadre d’une approche intégrée et transversale. Plus que jamais face aux défis et crises multiformes que traversent l’Europe, la Défense n’a tout son sens qu’au service et en interaction constructive avec une population et une société riche de ses talents et de ses ambitions.

Daarnaast bereidt België de volgende langetermijnbegroting voor, oftewel het “Meerjarig Financieel Kader” (MFK) van de EU. Dit benadrukt met name het belang van het besteden van meer middelen aan veiligheid en defensie om meer industriële samenwerking te garanderen, om de collectieve ontwikkeling van middelen en gezamenlijke aankopen aan te moedigen, maar ook om de militaire mobiliteit te ondersteunen.

SAMENWERKEN

Naast het STAR-plan en de uitvoering ervan door Defensie via een voortdurend vernieuwde cultuur van partnerschappen en bilaterale verbintenissen, vereist de heersende veiligheidssituatie door de oorlog in Oekraïne dat België zijn bijdragen aan de inspanningen voor samenwerking en aan het multilateralisme van de EU voortzet en versterkt.

Deze context vereist dat de zorg voor een bredere samenhang tussen de Europese instrumenten en die van de NAVO voor de lange termijn wordt versterkt, door een verdieping van de samenwerking en complementariteit tussen de twee organisaties.

Als concreet voorbeeld is het cyberspace symptomatic voor de ontwikkeling van een Europese pijler binnen de NAVO. Zo speet de ontwikkeling van contacten en uitwisselingen tussen het Belgische *Cyber Command* en Europese strategische partners, evenals met het NAVO *Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence*, zich af binnen verschillende domeinen: doctrine, opleiding, capaciteitsontwikkeling en onderzoek toegepast ontwikkeling. In dit verband is het de moeite waard om de opvolging te vermelden van de uitvoering van de “*NATO Cyber Defence Pledge*”, net als het initiatief “*NATO Virtual Cyber Incident Support Capability Concept*” (VCISC). De capaciteiten van het *Cyber Command* die nodig zijn om eraan deel te nemen, zijn trouwens vergelijkbaar met de capaciteiten die nodig zijn voor onze deelname aan het operationele PESCO-project “*Cyber Rapid Response Teams*” (CRRT) van de “*EU Policy on Cyber Defense*”.

Via zijn partnerschappen met de VN en de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE) wil België ook Europa versterken.

Naar beste kunnen en expertise levert Defensie haar bijdrage binnen het kader van een geïntegreerde en transversale aanpak. Geconfronteerd met de veelsoortige uitdagingen en crises waar Europa voor staat, kan Defensie meer dan ooit alleen zijn rol spelen in dienstbaarheid en constructieve interactie met een bevolking en een samenleving vol talenten en ambities.

En 2024, la Belgique continuera à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de la PESCO pour promouvoir une meilleure coordination des dépenses de défense et planifier une meilleure coopération dans le domaine de l'armement. Une sixième vague de projets PESCO, planifiée pour 2025, confirmera l'implication belge et contribuera au processus de révision de la PESCO (*Commitments*).

Plus que jamais, la coopération multilatérale européenne est, pour la Belgique, un maître mot et la présidence belge du Conseil de l'UE au premier semestre 2024, aura valeur de point d'orgue à cet égard (cf. point "Présidence belge du Conseil de l'Union européenne").

8. Présidence belge du Conseil de l'Union européenne

Les enjeux sécuritaires inédits liés à la guerre en Ukraine, aux instabilités endémiques en Afrique et au Moyen-Orient appellent un changement de paradigme concernant la sécurité et la défense. Cette question sera au cœur des préoccupations de la Belgique qui assurera la présidence du Conseil de l'UE du 01 janvier au 30 juin 2024. Durant celle-ci, avec à l'esprit l'évolution préoccupante actuelle de la situation aux portes de l'Europe, la Belgique aura à cœur de mettre la sécurité et la défense à l'agenda de l'UE.

Plus que jamais en effet, l'Europe doit se doter de moyens et d'outils de défense nouveaux, de plateformes et dynamiques de partenariats et de financement pour une industrie de défense robuste et durable, ainsi que d'une réflexion stratégique sur les structures et moyens de prises de décisions adaptées aux enjeux de notre temps.

Tels seront les thèmes directeurs de la Défense abordés tout au long de ce premier semestre 2024.

La Défense, par l'intermédiaire d'une *Task Force* dédiée est étroitement impliquée dans les préparatifs de fond et d'organisation de cette présidence, en consultation avec la coordination nationale et avec toutes les entités concernées, tant fédérales que fédérées, ainsi que les partenaires extérieurs. Outre les échéances ministérielles européennes classiques, la Défense jalonnera cette présidence de multiples rendez-vous importants de réflexion et partage d'expertises dans le domaine de l'industrie et des technologies de défenses de pointe, innovantes et durables, ainsi que de la place des femmes dans les domaines de la sécurité et de la défense.

In 2024 zal België een actieve rol blijven spelen in de uitvoering van de PESCO om een betere coördinatie van de defensie-uitgaven te bevorderen en een betere samenwerking op het gebied van bewapening te plannen. Een zesde golf van PESCO-projecten, gepland voor 2025, zal de Belgische betrokkenheid bevestigen en bijdragen aan het PESCO-herzieningsproces (*Commitments*).

Meer dan ooit is Europese multilaterale samenwerking voor België een sleutelwoord en in dit opzicht zal het Belgische voorzitterschap van de Raad van de EU in de eerste helft van 2024 een hoogtepunt zijn (zie punt "Belgisch voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie").

8. Belgisch voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie

De ongekende veiligheidsuitdagingen in verband met de oorlog in Oekraïne en de endemische instabiliteit in Afrika en het Midden-Oosten vragen om een paradigmaverandering inzake veiligheid en defensie. Die vraag zal de voornaamste bekommernis vormen van België, wanneer ons land van 1 januari tot 30 juni 2024 het voorzitterschap van de Raad van de EU zal bekleden. Gedurende die periode wil België veiligheid en defensie op de EU-agenda zetten, met de huidige zorgwekkende evolutie van de situatie aan de poorten van Europa in gedachten.

Meer dan ooit moet Europa immers kunnen beschikken over nieuwe defensiemiddelen en -instrumenten, platformen en dynamieken voor partnerschappen en financiering voor een robuuste en duurzame defensie-industrie, net als een strategische reflectie over structuren en beslissingsmiddelen, aangepast aan de uitdagingen van onze tijd.

Dit zullen de hoofdthema's van Defensie zijn die in de eerste helft van 2024 worden aangesneden.

Defensie is via een specifieke *Task Force* nauw betrokken bij de inhoudelijke en organisatorische voorbereidingen voor dit voorzitterschap, in overleg met de nationale coördinatie en met alle betrokken entiteiten, zowel federaal als deelstatelijk, evenals met externe partners. Naast de klassieke Europese ministeriële ontmoetingen zal Defensie gedurende dit voorzitterschap meerdere belangrijke bijeenkomsten uitstippen voor reflectie en het delen van expertise op het gebied van industrie en geavanceerde, innovatieve en duurzame defensietechnologieën, net als de plaats van vrouwen in het domein van veiligheid en defensie.

Il est important de souligner qu'outre l'attention portée à la guerre en Ukraine, l'accent sera résolument mis sur le maintien d'une approche à 360 degrés. Au travers de sa présidence, la Belgique apportera son soutien résolu à l'opérationnalisation et à la mise en œuvre de la Boussole Stratégique de l'UE. L'intention est de donner une impulsion supplémentaire à la réflexion stratégique sur le développement futur de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) à plus long terme, en mettant l'accent sur le renforcement de la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE).

Les réunions d'experts et de représentants de haut niveau contribueront à la réalisation de l'Agenda européen de la Défense et à la promotion de la coopération entre les États membres. Tous les événements organisés dans le cadre de cette présidence seront organisés en plus du fonctionnement régulier des institutions européennes en Belgique et seront répartis sur l'ensemble du territoire belge.

9. La Contribution de la Défense à la relance socio-économique et au renforcement de la base industrielle par la recherche et le développement

En 2023, les dépenses dans le domaine de la recherche et de la technologie (R&T) de défense ont augmenté en termes réels pour atteindre 22 millions d'euros (ou 0,33 % de l'effort de défense). Les dépenses en termes de R&T dans le secteur de la défense continueront d'augmenter pour se rapprocher de l'indice de référence collectif de 2 %.

En 2024, pour donner suite aux décisions du Conseil des ministres, le budget en engagements atteindra 46 millions d'euros, avec des dépenses réelles en 2024 de 32,8 millions d'euros (ou 0,44 % de l'effort de défense).

Tandis qu'environ un tiers du budget reste réservé pour consolider et renforcer les activités de recherche au sein des institutions propres à la Défense (l'Ecole Royale Militaire, l'Hôpital Militaire Reine Astrid et les laboratoires de la Défense), un peu plus que la moitié est prévu pour stimuler la collaboration nationale et internationale entre la Défense, le monde académique et le monde économique, ainsi que pour appuyer la participation des centres de connaissance et des entreprises en général, dont les petites et moyennes entreprises (PME) belges, plus particulièrement pour les projets de coopération internationale en matière de recherche et développement (R&D) dans le domaine de la sécurité et de la défense.

Het is belangrijk te benadrukken dat naast de aandacht voor de oorlog in Oekraïne, er een grote nadruk gelegd zal worden op het handhaven van een 360-gradenbenadering. Via zijn voorzitterschap zal België zijn resolute steun verlenen aan de operationalisering en implementatie van het Strategisch Kompas van de EU. Het is de bedoeling om een bijkomende impuls te geven aan de strategisch reflectie over de toekomstige ontwikkeling van het Gemeenschappelijk Veiligheids- en Defensiebeleid (GVDB) op de langere termijn, met de nadruk op het versterken van de technologische en industriële defensiebasis van Europa (TIDBE).

De vergaderingen van experten en vertegenwoordigers op hoog niveau zullen bijdragen aan de realisatie van de Europese Defensieagenda en de bevordering van de samenwerking tussen de lidstaten. Alle evenementen in het kader van dit voorzitterschap, zullen bovenop de reguliere werking van de Europese instellingen in België worden georganiseerd en zullen over het volledige Belgische grondgebied verspreid zijn.

9. De bijdrage van Defensie aan het sociaal-economisch herstel en de versterking van de industriële basis door middel van onderzoek en ontwikkeling

In 2023 zijn de uitgaven voor defensieonderzoek en -technologie (R&T) in reële termen gestegen tot 22 miljoen euro (of 0,33 % van de defensie-inspanning). De R&T-uitgaven in de defensiesector zullen blijven stijgen richting de collectieve referentie van 2 %.

Om gevolg te geven aan de beslissingen van de Ministerraad zal het budget aan vastleggingen in 2024 46 miljoen euro bedragen, terwijl de werkelijke uitgaven in 2024 32,8 miljoen euro zullen bedragen (of 0,44 % van de defensie-inspanning).

Terwijl ongeveer een derde van het budget gereserveerd blijft voor het consolideren en versterken van onderzoeksactiviteiten binnen eigen Defensie-instellingen (Koninklijke Militaire School, Militair Hospitaal Koningin Astrid en de Defensielaboratoria), is iets meer dan de helft gepland om de nationale en internationale samenwerking te stimuleren tussen Defensie, de academische wereld en de economische wereld, en ook om de deelname van kenniscentra en bedrijven in het algemeen te ondersteunen, inclusief de Belgische kleine en middelgrote ondernemingen (kmo's), meer in het bijzonder voor internationale samenwerkingsprojecten op het gebied van onderzoek en ontwikkeling (O&O) in het domein van veiligheid en defensie.

Des projets pilotes de partenariat entre la Défense et des centres de recherche seront mis en place en 2024 et environ 11 % du budget sera prévu pour stimuler aussi bien l'innovation au sein de la Défense que la participation au *Defence Innovation Accelerator for the North Atlantic* (DIANA) ainsi qu'au Fonds OTAN pour l'innovation. En 2024, deux projets pilotes seront lancés pour ancrer les activités orientées "défense" dans des écosystèmes locaux.

En lien avec le SPF Économie, la *Defence, Industry and Research Strategy* (DIRS) a été approuvée par le Conseil des ministres, le 16 septembre 2022. Ce document passe en revue les objectifs, les principes, la gouvernance de la stratégie et les domaines d'intervention prioritaires afin de développer et de consolider une base industrielle et technologique de défense belge. Outre la mise en place de la structure de gouvernance et de la cellule de gestion opérationnelle au sein de l'IRSD, la DIRS prévoit le développement de politiques d'accompagnement et des mesures spécifiques en concertation avec des comités techniques consultatifs. L'élaboration et la réalisation de ces politiques d'accompagnement nécessitent une interaction et une coopération optimales entre les différentes autorités. À cette fin, un processus pragmatique sur base d'une approche "*opt-in*" sera développée afin que les Régions – compétentes pour le développement économique et l'innovation – et les Communautés – compétentes pour la recherche scientifique –, puissent facilement participer à la politique d'accompagnement fédérale mise en œuvre. La Défense continuera à proposer des projets pilotes supplémentaires concrets afin de déterminer les méthodes de travail optimales avant d'élargir l'effort vers les autres domaines.

En 2023, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la participation de la Belgique en qualité d'observateur au projet *Future Combat Air System* (FCAS), un projet germano-franco-espagnol visant à développer une capacité européenne de combat aérien avec une technologie d'avant-garde. Le Conseil des ministres a fixé un plafond de 360 millions d'euros pour la participation belge aux activités de R&D du FCAS jusqu'en 2029.

Suite à une décision du Conseil des ministres, la Défense participera à partir de 2024 à des projets de recherche de l'Agence Spatiale Européenne. Un budget de 100 millions d'euros en engagements est prévu et les projets seront déterminés en concertation avec le Service public fédéral de programmation Politique scientifique (BELSPO).

In 2024 zullen proefprojecten voor partnerschappen tussen Defensie en onderzoekscentra worden opgezet en ongeveer 11 % van het budget zal worden gepland voor innovatie binnen Defensie en om de deelname aan de *Defense Innovation Accelerator for the North Atlantic* (DIANA) en het NAVO-Innovatiefonds te stimuleren. In 2024 zullen twee proefprojecten worden opgestart om "defensie"-gerichte activiteiten te verankeren in lokale ecosystemen.

In samenspraak met de FOD Economie werd op 16 september 2022 de *Defence, Industry and Research Strategy* (DIRS) goedgekeurd door de Ministerraad. Dit document geeft een overzicht van de doelstellingen, principes, het beheer van de strategie en de prioritaire interventiedomeinen om een industriële en technologische basis voor de Belgische defensie te ontwikkelen en te consolideren. Naast de oprichting van een beheerstructuur en een operationele beheerseenheid bij het KHID, plant de DIRS de ontwikkeling van omkaderend beleid en specifieke maatregelen in overleg met technische adviescomités. De ontwikkeling en uitvoering van dit omkaderend beleid vereisen een optimale interactie en samenwerking tussen de verschillende overheden. Daartoe zal een pragmatisch proces worden ontwikkeld, gebaseerd op een "*opt-in*"-benadering, zodat de Gewesten – bevoegd voor economische ontwikkeling en innovatie – en de Gemeenschappen – bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek – gemakkelijk kunnen deelnemen aan het gevoerde federale kaderbeleid. Defensie zal bijkomend concrete proefprojecten blijven voorstellen om de optimale werkmethoden te bepalen voordat de inspanningen naar andere domeinen worden uitgebreid.

In 2023 heeft de Ministerraad zijn goedkeuring gegeven voor de deelname van België als waarnemer aan het project *Future Combat Air System* (FCAS), een Duits-Frans-Spaans project voor de ontwikkeling van een Europese luchtgevechtscapaciteit met geavanceerde technologie. De Ministerraad heeft een plafond van 360 miljoen euro vastgelegd voor de Belgische deelname aan R&D-activiteiten rond het FCAS tot 2029.

Na een beslissing van de Ministerraad zal Defensie vanaf 2024 deelnemen aan onderzoeksprojecten van het *European Space Agency*. Er is een budget van 100 miljoen euro aan vastleggingen gepland en de projecten zullen worden bepaald in overleg met de Programmatorische Federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid (BELSPO).

10. Capacité cyber de la Défense

Comme mentionné dans mon exposé d'orientation politique en début de législature, la Défense approfondira significativement sa capacité cyber, pour mener à terme à la création d'une Composante à part entière. Quatre objectifs y ont été définis et développés dans mes notes de politique générales consécutives: renforcer la capacité cyber existante au sein du SGRS; développer la recherche de talents et la formation; initier l'innovation, la recherche et le développement technologique cyber, en lien avec la "Defence, Industry and Research Strategy" (DIRS); et accompagner le processus de développement de la nouvelle composante cyber.

À cette fin, un *Cyber Command*, au sein du SGRS, a été mis en place en octobre 2022 afin de mener les missions et entraînements opérationnels, tout en supervisant le processus pour mener à bien les objectifs susmentionnés. Le *Cyber Command* constitue dès lors le noyau de ce qui deviendra une Composante Cyber à part entière à la Défense. Le développement des lignes d'effort initiées dans la feuille de route de 2022 sera poursuivi et explicité dans une feuille de route pluriannuelle s'inscrivant dans le plan de gestion 2023-2027 du SGRS et du plan STAR. Attirer du personnel et se développer en termes de ressources matérielles seront des éléments clés dans les années à venir. A ce titre, les programmes approuvés dans leur ensemble par le gouvernement en février 2023 ont été engagés dans leurs procédures d'acquisition respectives.

La Composante Cyber se concentrera sur quatre tâches: superviser les mesures et moyens cyber répartis au travers de la Défense afin d'assurer la cohérence; assurer la mise en condition des moyens cyber du *Cyber Command* du SGRS et de la Composante Cyber; assurer la mise en œuvre, en fonction du cadre légal spécifique, des opérations dans le cyberspace (protection active contre des cyber attaques, collecte du renseignement, ...); et effectuer nos missions cyber qui profite à la Nation et à la société en général et qui cadrent dans l'exécution de la stratégie nationale de sécurité.

Le projet d'arrêté royal relatif à la structure de l'état-major de la Défense prévoit la mise en place de la nouvelle Composante Cyber afin de l'ancrer dans la structure de la Défense. Ce projet est en cours de finalisation et l'adoption de cet arrêté marquera le début formel de la Composante Cyber comme cinquième Composante de la Défense.

Cette Composante ne sera pas comme les autres car son aspect transversal est primordial. Sur le plan de

10. Cybercapaciteit van Defensie

Zoals vermeld in de beleidsverklaring aan het begin van de legislatuur, zal Defensie haar cybercapaciteit aanzienlijk versterken, uiteindelijk leidend tot de vorming van een volwaardige Component. In de algemene beleidsnota's die nadien volgden, zijn vier doelstellingen gedefinieerd en uitgewerkt: het versterken van de bestaande cybercapaciteit binnen de ADIV; het ontwikkelen van de zoektocht naar talent en vorming; het initiëren van cyberinnovatie, onderzoek en technologische ontwikkeling, in samenhang met de 'Defence, Industry and Research Strategy' (DIRS); en het ondersteunen van het ontwikkelingsproces van de nieuwe cybercomponent.

Daartoe werd in oktober 2022 binnen de ADIV een Cyber Command opgericht om operationele missies en trainingen uit te voeren en toezicht te houden op het proces om bovenstaande doelstellingen te bereiken. Het Cyber Command vormt daarmee de kern van wat een volwaardige cybercomponent bij Defensie zal worden. De ontwikkeling van de prioriteiten die zijn uiteengezet in de roadmap 2022 zullen worden voortgezet en toegeleid in een meerjarenroadmap als onderdeel van het beleidsplan 2023-2027 van de ADIV en van het STAR-plan van Defensie. Het aantrekken van personeel en de uitbouw op het vlak van de middelen (infrastructuur, hardware, software) staan centraal de komende jaren. Als zodanig zijn de respectieve aankoopprocedures voor de programma's die in februari 2023 door de regering in hun geheel zijn goedgekeurd, reeds aangevat.

De cybercomponent zal zich richten op vier taken: het toezicht houden op de cybermaatregelen en -middelen die verspreid zijn doorheen Defensie om zo de coherentie te waarborgen; zorgen voor de paraatstelling van de cybermiddelen van het Cyber Command van de ADIV en van de cybercomponent; zorgen voor de uitvoering, overeenkomstig het specifieke wettelijke kader, van operaties in de cyberspace (actieve bescherming tegen cyberaanvallen, het verzamelen van inlichtingen, ...); en onze cybermissies uitvoeren die de natie en de samenleving in het algemeen ten goede komen en die kaderen binnen de uitvoering van de nationale veiligheidsstrategie.

Het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de structuur van de Defensiastaf voorziet de oprichting van de nieuwe cybercomponent teneinde deze in de structuur van Defensie te verankeren. Dit ontwerp wordt momenteel gefinaliseerd en de goedkeuring van dit besluit zal de formele start markeren van de cybercomponent als vijfde component van Defensie.

Deze Component zal niet zijn zoals de andere omdat het transversale aspect ervan primeert. Op het gebied

la prévention par exemple, elle initiera et développera une “*Cyberspace Force Protection*” transversale pour les forces armées belges ainsi qu’une défense active au profit des autres Composantes et de la chaîne logistique, de même qu’un rôle d’appui du domaine spatial aux opérations.

Plusieurs partenariats structurels dans le domaine cyber ont été initiés entre la Défense, l’industrie, le monde académique et les acteurs publics et privés. Ils seront systématiquement développés et formalisés à l’image du “Partenariat structurel *Cyber Command – Ecole Royale Militaire*”, conclu en 2023, visant à garantir le développement et l’ancrage au sein de la Défense des connaissances actuelles et futures nécessaires dans le domaine du Cyber. Ces partenariats couvrent les domaines des télécommunications et de la 5G, des softwares de cybersécurité, des applications cryptographiques, mais aussi de la cryptographie post-quantique, des applications d’intelligence artificielle et de la stéganographie. Il en est de même dans le domaine de la cyber défense liée au domaine spatial, au travers de la coopération avec l’Agence spatiale européenne à Redu.

D’autres nouvelles initiatives seront encore initiées en collaboration avec les Régions, notamment dans le cadre de la procédure DIANA (qui met des fonds à disposition) de l’OTAN ou des Quartiers du futur de la Défense. Ceci se fera, bien sûr, en collaboration avec l’industrie. À ce titre, il convient de mentionner la coopération avec le secteur technologique (AGORIA) au travers de l’initiative “*Cyber Made In Belgium for Defense*” qui s’inscrit par ailleurs parfaitement dans le cadre de la mise en œuvre de la DIRS. La participation de la Défense à certains nouveaux projets est encore à l’étude dans le cadre de cette même DIRS (par exemple le développement d’un *cloud souverain*).

Le développement des capacités cyber dépend de la recherche de talents ainsi que de l’augmentation des recrutements, la formation, la professionnalisation de ces collaborateurs très spécifiques. Sur le plan du personnel, en matière d’éveil des vocations et de recrutement, de nouvelles initiatives ont été lancées (comme la “*Summerschool*” en 2023) ou renforcées (comme le “*Cyber Security Challenge*” annuel en partenariat avec l’industrie et l’Ecole Royale Militaire). Une sensibilisation spécifique vers les universités et hautes écoles, incluant la possibilité de stages, de travaux de fin d’études et/ou de participation à la réserve spécifique cyber sera initiée dès fin 2023 et déployé progressivement les prochaines années. Le *Cyber Command* ne recrute pas que des profils et métiers à caractère STEM d’ailleurs (*Science, Technology, Engineering and Mathematics*). Tout comme pour le reste du SGRS, il faut également

van preventie zal het bijvoorbeeld een transversale “*Cyberspace Force Protection*” voor de Belgische strijdkrachten initiëren en ontwikkelen, evenals een actieve verdediging van de componenten van Defensie en van de logistieke keten en een ondersteunende rol van het ruimtevaartdomein bij operaties.

Er zijn verschillende structurele partnerschappen tot stand gekomen wat cyber betreft tussen Defensie, de industrie, de academische wereld en publieke en private actoren. Deze zullen systematisch worden ontwikkeld en geformaliseerd zoals het *Cyber Command – Koninklijke Militaire School Structureel Partnerschap*, afgesloten in 2023, met als doel de ontwikkeling en verankering binnen Defensie van de huidige en toekomstige kennis die nodig is op het gebied van cyber te garanderen. Deze partnerschappen bestrijken de onderwerpen van telecommunicatie en 5G, cybersecuritysoftware, cryptografische toepassingen, maar ook postkwantumcryptografie, kunstmatige intelligentietoepassingen en steganografie. Hetzelfde geldt voor cyberdefensie gekoppeld aan het ruimtevaartdomein, via samenwerking met de European Space Agency in Redu.

Nieuwe initiatieven zullen geïnitieerd worden in samenwerking met de Regio’s, met name in het kader van de DIANA-procedure (dat fondsen beschikbaar stelt) van de NAVO of van de Kwartieren van de toekomst van Defensie. Uiteraard gebeurt dit in samenwerking met de industrie. In dit verband is het passend om de samenwerking met de technologische sector (AGORIA) te vermelden via het initiatief “*Cyber Made In Belgium for Defense*” dat eveneens perfect past in de realisatie van de DIRS. De deelname van Defensie aan bepaalde nieuwe projecten wordt nog bestudeerd in het kader van dezelfde DIRS (bijvoorbeeld de ontwikkeling van een soevereine cloud).

De ontwikkeling van de cybercapaciteiten is afhankelijk van de zoektocht naar talent en van het laten stijgen van de rekruteringen, van de opleiding en van de professionalisering van deze zeer specifieke medewerkers. Op personeelsniveau zijn er, op het gebied van het creëren van interesse en rekruteringen, nieuwe initiatieven gelanceerd (zoals de “*Summerschool*” in 2023) of versterkt (zoals de jaarlijkse “*Cyber Security Challenge*” in samenwerking met de industrie en de Koninklijke Militaire School). Specifieke sensibilisering gericht op universiteiten en hogescholen, waaronder de mogelijkheid tot stages, afstudeerwerk en/of deelname aan de specifieke cyberreserve, zal eind 2023 worden opgestart en de komende jaren geleidelijk worden uitgerold. Het *Cyber Command* rekruteert trouwens niet alleen STEM-profielen en -beroepen (*Science, Technology, Engineering and Mathematics*). Net als voor de rest van

des profils d'analystes géopolitiques, des profils de psychologue, des traducteurs, etc.

Des initiatives nouvelles et innovantes en vue de chercher du personnel continueront à être lancées en coopération avec les acteurs régionaux de l'éducation, de la formation et de l'emploi ainsi que les organisations locales. Les résultats du test "Formation Cyber" de jeunes en formation courte en vue de leur incorporation à la Défense seront évalués. Si l'évaluation est positive, elle pourrait s'agrémenter d'un suivi au travers d'un programme de recherche appliquée, en collaboration avec des acteurs industriels et académiques.

Encore en matière de personnel, ce *Cyber Command* devra aussi pouvoir compter sur une diversification des canaux de recrutement. Cela ne concerne pas seulement le recrutement de fonctionnaires civils par le biais d'un processus agile adapté aux métiers de la Composante Cyber, mais également d'une augmentation significative des profils eGov et la mise en place du nouveau "concept de réserve" plus attractif dans le domaine des métiers et des expertises liées au cyber.

Dans les notes de politique générale précédentes, il avait été précisé qu'il serait examiné comment l'expertise des réservistes qui travaillent dans des domaines liés au cyber dans le cadre de leur carrière peut être utilisée dans le développement des cyber compétences de la Défense. Tout cela doit se dérouler dans un écosystème solide dans lequel les partenariats avec les institutions de formation, les acteurs industriels et les instituts de recherche conduisent à une interprétation durable de ces capacités cyber de la Défense. Un écosystème pareil doit également réaliser le retour sociétal nécessaire sous la forme du développement des connaissances, d'innovation et d'une meilleure approche des cybermenaces présents dans la société.

En recherchant des réservistes dans le monde de l'entreprise, on crée un réseau d'experts qui ont un lien avec la Défense. En cas de cyberattaque à grande échelle, il est avantageux que les cyber-experts de différentes entreprises disposent d'un réseau sur lequel s'appuyer. Cette nouvelle approche, dans laquelle la différence entre militaires et réservistes disparaît plus ou moins, a des conséquences importantes. Il est presque inévitable que le *Cyber Command* connaisse un roulement de personnel élevé. La Défense formera des jeunes qui rejoindront ensuite d'autres secteurs, entreprises ou organisations. La Défense demandera que ces personnes restent attachées à l'organisation à titre de réservistes. C'est bon

de ADIV zijn ook profielen als geopolitieke analisten, psychologen, vertalers, enz. nodig.

Nieuwe en innovatieve initiatieven om medewerkers te zoeken zullen blijvend worden gelanceerd in samenwerking met regionale spelers op het gebied van onderwijs, opleiding en werkgelegenheid, evenals met lokale organisaties. De resultaten van de test "Cyber Training" van jongeren die een korte opleiding volgen met het oog op hun integratie bij Defensie zullen geëvalueerd worden. Als de evaluatie positief is, kan deze gepaard gaan met een vervolgtraject via een toegepast onderzoeksprogramma, in samenwerking met industriele en academische spelers.

Nog wat personeel betreft, moet het *Cyber Command* kunnen rekenen op een diversificatie van de rekruteringskanalen. Het gaat hierbij niet alleen om de rekrutering van burgers via een flexibel proces aangepast aan de beroepen van de cybercomponent, maar ook om een significante toename van eGov-profielen en de invoering van het nieuwe, aantrekkelijkere "reserveconcept" op het vlak van beroepen en expertise gerelateerd aan cyber.

In eerdere beleidsnota's werd duidelijk gemaakt dat er zou worden nagedacht over een manier waarop de expertise van reservisten die in hun dagelijkse carrière werken in cybergerelateerde domeinen kan worden gebruikt bij de ontwikkeling van de cybergcapaciteiten van Defensie. Dit alles moet plaatsvinden in een solide ecosysteem waarin samenwerkingsverbanden met opleidingsinstituten, industriele spelers en onderzoeksinstituten leiden tot een duurzame invulling van die cybergcapaciteiten van Defensie. Een dergelijk ecosysteem moet ook het nodige maatschappelijke rendement garanderen in de vorm van kennisontwikkeling, innovatie en een betere aanpak van cyberdreigingen binnen de samenleving.

Door op zoek te gaan naar reservisten in de bedrijfswereld, wordt een netwerk van experts gecreëerd die een link hebben met Defensie. Bij een grootschalige cyberaanval, is het een voordeel als cyberexperts van verschillende bedrijven een netwerk hebben waarop ze kunnen terugvallen. Die nieuwe aanpak, waarbij het verschil tussen militairen en reservisten min of meer wegvalt, heeft belangrijke gevolgen. Het is bijna onvermijdelijk dat het *Cyber Command* een groot personeelsverloop zal kennen. Defensie zal jonge mensen opleiden en vervolgens zullen deze mensen andere sectoren, bedrijven of organisaties vervoegen. Defensie zal vragen dat deze mensen als reservist aan Defensie verbonden blijven.

pour l'organisation même, mais contribue également à la résilience collective de la Belgique. C'est l'essence même de l'initiative "Joint Cyber Defense Resilience Force" lancée par la Défense.

Enfin, nous voudrions également faire référence à une modification importante déjà apportée en 2022 à la loi qui détermine le fonctionnement du SGRS: désormais, le Service sera autorisé à répondre par une contre-attaque si les infrastructures civiles de notre pays sont victimes d'une cyberattaque. Le *Cyber Command* contribuera également, en collaboration avec d'autres acteurs interdépartementaux, avec ses capacités uniques en matière de détection de cyber-attaques et d'influence au *monitoring* actif du prochain processus électoral en 2024.

11. Loi de programmation militaire

La Vision stratégique de la Défense à l'horizon 2030, traduite au travers du plan STAR, et la nouvelle loi de programmation militaire constituent les socles de la reconstruction tant attendue de la Défense, allant de la définition du cadre sécuritaire prospectif dans lequel la Défense devra opérer à l'avenir, en passant par le niveau d'ambition visé pour les capacités jusqu'à la programmation en matière de personnel, d'investissements, d'infrastructure et de budget. Cette reconstruction comprend tant la nécessité d'une évolution des effectifs de personnel, le recrutement et les mesures de revalorisation au sein du Ministère, que les investissements en matériel majeur, ainsi que le renforcement des bases industrielles et technologiques nationale et européenne dans le domaine de la sécurité et de la défense.

Le plan STAR permet, en effet, à la Défense de se recapitaliser en personnel, en matériel et en infrastructures. Ce n'est qu'à la condition de travailler simultanément sur chacun de ces volets, tout en donnant à nos militaires le temps et les moyens de s'entraîner correctement qu'ils pourront, à l'aide des matériels et équipements acquis, développer les capacités conformément au niveau d'ambition qui leur est assigné.

Le maintien d'un suivi étroit de la planification des programmes concernés sera poursuivi en 2024 afin d'assurer la cohérence des différentes capacités. L'adéquation entre ressources humaines et matérielles demeurera au centre des préoccupations tandis que de nouveaux développements capacitaires seront initiés l'année prochaine.

Dans le cadre de la loi de programmation militaire, il est prévu d'engager un montant total de 1,8 milliard d'euros (constants 2022) en 2023. Ces investissements concernent l'ensemble des dimensions de la Défense.

Dit is goed voor de organisatie zelf maar draagt ook bij aan de collectieve weerbaarheid van België.

Tot slot, wensen we ook te verwijzen naar een belangrijke aanpassing al in 2022 gerealiseerd aan de wet die de werking van de ADIV vastlegt: voortaan zal de dienst mogen reageren met een tegenaanval indien burgerinfrastructuur in ons land het slachtoffer is van een cyberaanval. Het Cyber Command zal met zijn unieke capaciteiten, en in samenwerking met andere interdepartementale actoren, op het gebied van het opsporen van cyberaanvallen en beïnvloeding ook bijdragen aan het actief monitoren van het volgende verkiezingsproces in 2024.

11. Militaire programmawet

De Strategische Visie voor Defensie tegen 2030, vertaald via het STAR-plan, en de nieuwe militaire programmawet vormen de fundamenten van de langverwachte heropbouw van Defensie, variërend van de bepaling van het toekomstige veiligheidskader waarbinnen Defensie in de toekomst zal moeten opereren, over het beoogde ambitieniveau voor de capaciteiten tot de programmeering inzake personeel, investeringen, infrastructuur en budget. Deze heropbouw omvat zowel de noodzakelijke evoluties in personeel, rekrutering en herwaarderingsmaatregelen binnen het ministerie, als investeringen in groot materieel, net als de versterking van de nationale en Europese industriële en technologische basis in het domein van veiligheid en defensie.

Het STAR-plan stelt Defensie feitelijk in staat te herkapitaliseren inzake personeel, uitrusting en infrastructuur. Alleen op voorwaarde dat we gelijktijdig aan elk van die aspecten werken, en we onze militairen ook de tijd en de middelen geven om correct te trainen, zullen ze met behulp van het aangeschafte materieel en uitrusting, de capaciteiten kunnen ontwikkelen in overeenstemming met het hen toegewezen ambitieniveau.

De nauwlettende opvolging van de planning van de betrokken programma's zal in 2024 worden voortgezet om de samenhang van de verschillende capaciteiten te waarborgen. De toereikendheid van de menselijke en materiële middelen zal centraal blijven staan, terwijl er volgend jaar nieuwe capaciteitsontwikkelingen worden opgestart.

Als onderdeel van de militaire programmawet is gepland om in 2023 een totaalbedrag van 1,8 miljard euro (in constante euro 2022) vast te leggen. Deze investeringen hebben betrekking op alle dimensies van Defensie. Er

Une attention particulière ira au développement cohérent de chaque capacité et sous-capacité afin d'éviter des déséquilibres préjudiciables à l'opérationnalité générale de la Défense.

L'exécution de cette loi de programmation militaire a débuté avec la réalisation de dossiers en 2023 et elle se poursuivra en 2024. Certaines réalisations majeures comme l'acquisition d'un MRTT supplémentaire ont déjà été concrétisées, mais d'autres programmes significatifs ont également déjà été initiés comme le programme d'acquisition d'hélicoptères légers (*Light Utility Helicopter – LUH*) en support des Composantes Terre et Médicale et en collaboration avec la Police Fédérale.

Début 2024, un aperçu des dossiers réalisés en 2023 et une liste des programmes à réaliser en 2024 en exécution du plan STAR et de la loi de programmation militaire, seront soumis à la Commission spéciale des achats et ventes militaire de la Chambre des représentants.

En matière d'autonomie stratégique, dans le cadre de la résolution (2591) de la Chambre des représentants "relative à l'autonomie ouverte de la Belgique et de l'Union européenne dans le monde", la Défense saisit chaque opportunité en partenariat avec l'industrie, de développer des activités et des services sur le territoire national afin de renforcer notre propre capacité à maintenir opérationnels nos systèmes d'armes. Ces initiatives se situent principalement dans le domaine de la maintenance, mais aussi dans la production industrielle, notamment de munitions. Dans ce domaine, on peut citer à titre d'exemple, l'invitation de la Défense à un partenariat stratégique pour la production d'armes et de munitions de petit calibre, la relocalisation de la maintenance des A-400M ou encore l'implantation souhaitée d'une capacité de maintenance pour les futurs véhicules opérationnels de la Composante Terre.

L'autonomie stratégique ne se limitant pas aux capacités opérationnelles, la Défense est aussi à l'initiative dans d'autres secteurs que sont la sécurité ("National Crypto"), le renseignement (Programme "C4ISR") mais aussi dans le domaine de l'autonomie énergétique grâce au travail en matière d'efficacité énergétique des bâtiments militaires et à l'installation massive de panneaux photovoltaïques.

12. Transparence

Comme l'indique le Plan STAR, la Défense est une mission essentielle de l'autorité publique. Dans ce cadre, la transparence de l'information à l'égard de la Chambre des représentants et du public continuera à jouer un

zal bijzondere aandacht worden besteed aan de coherente ontwikkeling van elke capaciteit en subcapaciteit om onevenwichtigheden te voorkomen die schadelijk zijn voor de algemene werking van Defensie.

De uitvoering van deze militaire programmawet is begonnen met de realisatie van dossiers in 2023 en zal in 2024 worden voortgezet. Bepaalde grote realisaties, zoals de aankoop van een extra MRTT, zijn al bereikt, maar er zijn ook al andere belangrijke programma's gestart, zoals het aankoopprogramma voor lichte helikopters (*Light Utility Helicopter – LUH*) ter ondersteuning van de Land- en Medische Component en in samenwerking met de Federale Politie.

Begin 2024 zal een overzicht van de gerealiseerde dossiers in 2023 en een lijst van de te realiseren programma's in 2024 in uitvoering van het STAR-plan en de militaire programmawet, worden voorgelegd aan de Bijzondere Commissie Legeraankopen en -verkopen van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Op het vlak van strategische autonomie grijpt Defensie, in het kader van resolutie (2591) van de Kamer van volksvertegenwoordigers "betreffende de open strategische autonomie van België en de Europese Unie in de wereld.", elke kans aan om in partnerschap met de industrie op het nationale grondgebied activiteiten en diensten te ontwikkelen ter versterking van onze eigen capaciteit om onze wapensystemen operationeel te houden. Deze initiatieven situeren zich vooral in het domein van onderhoud, maar ook in dat van de industriële productie, met name munitie. In dit domein kunnen we als voorbeeld de uitnodiging van Defensie noemen voor een strategisch partnerschap voor de productie van wapens en munitie van klein kaliber, de herlokalisatie van het onderhoud van de A-400M of nog de gewenste inplanting van een onderhoudscapaciteit voor de toekomstige operationele voertuigen van de Landcomponent.

Strategische autonomie beperkt zich niet tot operationele capaciteiten, Defensie neemt ook het initiatief in andere sectoren zoals veiligheid ("National Crypto"), inlichtingen (Programma "C4ISR") maar ook op het gebied van energie-autonomie dankzij werkzaamheden rond energie-efficiëntie van militaire gebouwen en de grootschalige installatie van zonnepanelen.

12. Transparantie

Zoals het STAR-plan aangeeft, is Defensie een essentiële opdracht van de overheid. In dit kader zal de transparantie van informatie ten aanzien van de Kamer van volksvertegenwoordigers en het publiek een belangrijke

rôle important dans le fonctionnement démocratique des institutions.

Ainsi, nous continuons d'améliorer le cadre d'information et d'évaluation de la politique de Défense pour plus de transparence et d'implication parlementaire (missions, achats et ventes militaires, retours sociétaux, victimes civiles).

La transparence à l'égard de la Chambre des représentants en ce qui concerne les opérations menées par la Défense, est abordée dans le chapitre 5.

La transparence vis-à-vis de la Chambre des représentants en matière de marchés publics est et restera bien entendu ancrée dans la politique de gestion de la Défense.

Dans le suivi des Intérêts Essentiels de Sécurité (IES), des mesures concrètes ont été prises sur la base de l'expérience acquise pour optimiser les processus déjà mis en œuvre dans le cadre de la rentabilité sociale des investissements des grands programmes récents.

En collaboration avec le SPF Économie, la politique IES mise à jour sera appliquée aux nouveaux dossiers d'investissement prévus dans la loi de programmation militaire sur la base d'une évaluation au cas par cas.

13. Objectifs de Développement Durable

La Défense contribue activement aux objectifs de développement durable du gouvernement fédéral et a l'ambition de devenir elle-même une organisation plus durable conformément à sa mission (au sens large) et à sa transformation telles que définies par le gouvernement dans le plan STAR. Le département travaille depuis 2023 sur trois piliers, à savoir: "Governance, People and Planet". Les efforts dans ces trois domaines seront également poursuivis en 2024. Chaque action prévue contribuera aux Objectifs de Développement Durable (ODD; *Sustainable Development Goals – SDG*) définis par l'ONU et traduits dans la stratégie nationale de développement durable.

Premier pilier: Gouvernance

En 2024, la Défense prendra d'autres mesures pour élargir et renforcer les aspects de gouvernance du volet développement durable. Elle sera ainsi mieux en mesure d'établir, de mettre en œuvre et de surveiller les objectifs et les politiques liés au développement durable, ainsi que d'en justifier les résultats. De plus, les actions ici couvertes garantiront que les décisions et actions en matière de développement durable soient alignées au

rol blijven spelen in het democratisch functioneren van de instellingen.

Zo blijven we het informatie- en evaluatiekader van het Defensiebeleid verbeteren voor meer transparantie en parlementaire betrokkenheid (missies, militaire aankopen en verkopen, maatschappelijke return, burgerslachtoffers).

De transparantie tegenover de Kamer van volksvertegenwoordigers over de gevoerde operaties van Defensie komt aan bod in hoofdstuk 5.

Transparantie tegenover de Kamer van volksvertegenwoordigers op het gebied van openbare aanbestedingen is en blijft uiteraard verankerd in het beleid inzake het beheer van Defensie.

Bij de opvolging van de Essentiële Veiligheidsbelangen (EVB) zijn op basis van opgedane ervaringen concrete maatregelen genomen om de processen te optimaliseren die al werden ingevoerd in het kader van het maatschappelijk rendement van investeringen in recente grote programma's.

In samenwerking met de FOD Economie zal het geactualiseerde EVB-beleid worden toegepast op de nieuwe investeringsdossiers zoals bepaald in de militaire programmawet, op basis van een evaluatie per geval.

13. Duurzame ontwikkelingsdoelstellingen

Defensie draagt actief bij tot de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen van de federale overheid en heeft de ambitie om zelf een duurzamere organisatie te worden in lijn met haar missie (in brede zin) en haar transformatie zoals bepaald door de regering in het STAR-plan. Het departement werkt sinds 2023 aan drie pijlers, namelijk: "Governance, People en Planet". De inspanningen in die drie domeinen zullen ook in 2024 worden voortgezet. Elke geplande actie zal bijdragen aan de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen (*Sustainable Development Goals – SDG*) die door de VN zijn vastgelegd en omgezet in de nationale strategie voor duurzame ontwikkeling.

Eerste pijler: Governance

In 2024 zal Defensie verdere stappen ondernemen om de governance-aspecten van de duurzame ontwikkelingscomponent uit te breiden en te versterken. Zo zal zij beter in staat zijn om de doelstellingen en het beleid inzake duurzame ontwikkeling te bepalen, uit te voeren en te monitoren, en de resultaten ervan te rechtvaardigen. Daarnaast zullen de hier behandelde acties ervoor zorgen dat beslissingen en acties inzake

maximum avec les valeurs de la Défense, les objectifs du plan d'entreprise de la Défense 2023-2026, ainsi qu'avec les intérêts des partenaires.

Les domaines d'action pour contribuer aux ODD dans le domaine "Governance" en 2024 comporteront les volets suivants:

- "Focus et planning", c'est-à-dire effectuer une analyse des partenaires et de matérialité, ainsi qu'établir un plan d'action pour faire de la Défense une organisation plus durable;
- "Awareness", c'est-à-dire communiquer, sensibiliser et former dans le domaine du développement durable;
- "Coopération", c'est-à-dire contribuer aux objectifs de développement durable du gouvernement fédéral, notamment par le biais d'une collaboration avec les différents SPF au sein de la Commission Interdépartementale pour le Développement Durable (CIDD);
- "International", c'est-à-dire participer aux consultations nationales et internationales en matière de développement durable et des thématiques connexes liées à la défense et à la sécurité (EU, OTAN, ...).

Deuxième pilier: People

En tant qu'employeur important et moderne – et en tant qu'organisation au rôle exemplaire – la Défense continuera à appliquer les aspects sociaux du développement durable en 2024. La Défense s'engage à faire en sorte que chaque membre du personnel, quelles que soient ses caractéristiques spécifiques, visibles ou moins visibles, puisse pleinement s'épanouir, s'exprimer et contribuer à l'opérationnalité et au bon fonctionnement de la Défense.

Les domaines d'action du développement durable dans le domaine "Personnel" en 2024 comporteront les volets suivants:

- "La Défense comme ascenseur social", c'est-à-dire que la Défense continuera en 2024 à s'investir notamment pour augmenter les opportunités sur le marché du travail des jeunes vulnérables sur le plan socio-économique (cf. point "3. Les femmes et les hommes au cœur des préoccupations"). Cela participe à la réalisation des ODD en termes d'éducation et de formation de qualité, mais aussi de croissance économique soutenue, de plein emploi productif et de travail décent pour tous;
- "L'inclusion", c'est-à-dire que l'élaboration d'une politique d'inclusion se poursuivra et sera mise en

duurzame ontwikkeling zoveel mogelijk aansluiten bij de waarden van Defensie, de doelstellingen van het Bedrijfsplan Defensie 2023-2026 en bij de belangen van de partners.

De actiegebieden die in 2024 moeten bijdragen aan de SDG's in het domein van "Governance" zullen de volgende componenten omvatten:

- "Focus en planning", dat wil zeggen een analyse uitvoeren van partners en materiële belangen, evenals een actieplan ontwikkelen om van Defensie een meer duurzame organisatie te maken;
- "Awareness", d.w.z. communiceren, sensibiliseren en vormen in het domein van duurzame ontwikkeling;
- "Samenwerking", d.w.z. bijdragen aan de SDG's van de federale overheid, in het bijzonder via samenwerking met de verschillende FOD's binnen de Interdepartementale Commissie voor Duurzame Ontwikkeling (ICDO);
- "Internationaal", d.w.z. deelnemen aan nationaal en internationaal overleg rond duurzame ontwikkeling en aanverwante thema's gelinkt aan defensie en veiligheid (EU, NAVO, enz.).

Tweede pijler: People

Als grote en moderne werkgever – en als organisatie met een voorbeeldrol – zal Defensie ook in 2024 de sociale aspecten van duurzame ontwikkeling blijven toepassen. Defensie zet zich ervoor in dat ieder personeelslid, ongeacht zijn specifieke kenmerken, zichtbaar of minder zichtbaar, zich volledig kan ontplooien, zich kan uiten en kan bijdragen aan de operationele en goede werking van Defensie.

De actiegebieden voor duurzame ontwikkeling in het domein "People" in 2024 zullen de volgende componenten omvatten:

- "Defensie als sociale lift", dat wil zeggen dat Defensie in 2024 vooral zal blijven inzetten om de kansen op de arbeidsmarkt te vergroten voor sociaal-economisch kwetsbare jongeren (zie punt 3. "Vrouwen en mannen centraal in de aandacht"). Dit draagt bij aan het verwezenlijken van de SDG's in termen van kwalitatief hoogstaand onderwijs en opleiding, maar ook aanhoudende economische groei, volledige en productieve werkgelegenheid en degelijk werk voor iedereen;
- "Inclusie", d.w.z. dat de uitwerking van een inclusiebeleid zal worden voortgezet en binnen Defensie

œuvre au sein de la Défense. Les travaux se poursuivent également sur le cadre normatif qui sera traduit dans divers domaines tels que le genre, la pauvreté, la lutte contre l'extrémisme, les comportements inadaptés au travail, etc. Cela participe à la réalisation des ODD en termes d'égalité de genre et d'inclusion, mais aussi de réduction des inégalités socio-économiques.

Troisième pilier: Planète

La Défense est consciente de son impact sur la planète et des différentes crises auxquelles celle-ci est confrontée. La Défense en est d'autant plus consciente que ces crises impactent également l'environnement sécuritaire et corollairement ses propres missions et les théâtres dans lesquels elle opère.

Les domaines d'action du développement durable dans le domaine "Planète" en 2024 comporteront les volets suivants:

— "Changement climatique", c'est-à-dire que la Défense s'efforce de réduire ses émissions de gaz à effet de serre conformément aux objectifs de réduction des émissions du Plan national énergie climat (PNEC) tout en s'adaptant pour mener à bien ses missions dans un monde affecté par le changement climatique. Cela contribue à la réalisation des ODD en termes d'augmentation de l'accès aux énergies renouvelables et abordables, d'action sur le climat et de résilience du pays face aux catastrophes naturelles, ou encore d'amélioration de l'éducation et de la sensibilisation aux questions climatiques. En ce qui concerne les déplacements domicile-travail, la Défense contribue à la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement fédéral pour la promotion du vélo, ainsi qu'à l'accessibilité par les transports publics et à la limitation du kilométrage parcouru pour les déplacements domicile-travail.

— "Durabilité et Environnement", c'est-à-dire que la Défense vise à intégrer pleinement la protection de l'environnement dans des exercices de grande envergure et investit dans les achats circulaires (durables) et dans l'efficience du cycle de vie du matériel. Elle réduira également la quantité de déchets produits en cartographiant les flux de déchets et en élaborant des plans de réduction des déchets, tout en travaillant sur la réutilisation et la revalorisation des matières premières. Cela participe à la réalisation des ODD en termes de production et de consommation responsables et durables.

— "Biodiversité", c'est-à-dire qu'en 2024, la Défense continuera de coopérer avec le projet de biodiversité du gouvernement fédéral. Elle poursuivra également sa coopération avec les autorités régionales pour la gestion des terrains d'entraînement, conformément à

zal worden uitgevoerd. Er wordt ook verder gewerkt aan het normenkader dat zal worden vertaald naar verschillende domeinen zoals gender, armoede, de strijd tegen extremisme, ongepast gedrag op het werk, enz. Dit draagt bij aan het behalen van de SDG's op het gebied van gendergelijkheid en inclusie, maar ook aan het terugdringen van sociaal-economische ongelijkheid.

Derde pijler: Planet

Defensie is zich bewust van haar impact op de planeet en de verschillende crises waarmee die wordt geconfronteerd. Defensie is zich hiervan des te meer bewust omdat deze crises ook gevolgen hebben voor de veiligheidsomgeving en daarmee voor de eigen missies en de gebieden waarin zij opereert.

De actiegebieden voor duurzame ontwikkeling in het domein "Planet" in 2024 zullen de volgende componenten omvatten:

— "Klimaatverandering", dit wil zeggen dat Defensie werkt aan het verminderen van haar en uitstoot van broeikasgassen in lijn met de emissiereductieobjectieven uit het Nationaal Energie- en Klimaatplan (NEKP) en zich tegelijkertijd aanpast om haar missies uit te voeren in een wereld die wordt getroffen door klimaatverandering. Dit draagt bij aan de verwezenlijking van de SDG's in termen van het vergroten van de toegang tot hernieuwbare en betaalbare energie, van actie voor het klimaat en van de weerbaarheid van het land bij natuurrampen, of ook het verbeteren van de voorlichting en sensibilisering rond klimaatkwesties. Qua woon-werkverkeer draagt defensie bij aan de uitvoering van het Actieplan van de federale regering ter Promotie van de Fiets, en aan de bereikbaarheid met openbaar vervoer en het beperken van de af te leggen kilometers voor woon-werkverkeer.

— "Duurzaamheid en Milieu", d.w.z. Defensie streeft ernaar milieubescherming volledig te integreren in groot-schalige oefeningen en investeert in circulaire (duurzame) aankopen en levenscyclus efficiëntie van het materieel. Het zal ook de hoeveelheid geproduceerd afval verminderen door de afvalstromen in kaart te brengen en afvalreductieplannen te ontwikkelen, en tegelijkertijd te werken aan hergebruik en herwaardering van grondstoffen. Dit draagt bij aan het behalen van de SDG's in termen van verantwoorde en duurzame productie en consumptie.

— "Biodiversiteit", d.w.z. dat Defensie in 2024 zal blijven samenwerken met het biodiversiteitsproject van de federale overheid. Zij zal ook haar samenwerking met regionale overheden voor het natuurbeheer van oefenterreinen voortzetten, in overeenstemming met

la stratégie nationale pour la biodiversité. Cela participe à la réalisation des ODD en termes de préservation et de restauration des écosystèmes terrestres, de gestion durable de tous les types de forêts et d'enrayement du processus de dégradation des terres pour mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

14. Trajectoire budgétaire

Le budget de la Défense que nous présenterons pour l'année 2024, ainsi que la préfiguration pluriannuelle jusque 2028 reflètent le résultat de plusieurs décisions importantes prises par le gouvernement ces dernières années et qui avaient été annoncées dans la note de politique générale "Défense" 2023.

Bien que l'année 2023 ne soit pas encore terminée, le bilan budgétaire promet d'être particulièrement positif et consolide, après une année charnière en 2022, la progression effective en matière de solidarité concernant l'effort de défense et ce, tant à court terme qu'à plus long terme, sur base des instruments mis en place par le gouvernement.

La Défense dispose à présent d'une loi de programmation militaire adaptée (la loi du 20 juillet 2022) qui ancre les ambitions en matière de valorisation du personnel, c'est à-dire de recrutement et de rémunération, ainsi que les ambitions en matière de grands investissements et en matière de recherche scientifique et de renforcement de la base technologique et industrielle de défense.

L'année 2023 concrétise les premiers engagements liés à l'exécution des investissements majeurs de cette loi de programmation militaire. Le trajet budgétaire nécessaire à la réalisation des objectifs repris dans cette loi a déjà été approuvé par le Conseil des ministres du 25 février 2022 et est repris intégralement dans la programmation budgétaire fédérale pluriannuelle. Le plan STAR, approuvé quant à lui dans son intégralité par le Conseil des ministres le 17 juin 2022, clôture et concrétise le processus de la nouvelle vision stratégique jusque 2030. Cette loi de programmation militaire a remplacé, dès le 1^{er} janvier 2023, la première loi de programmation de 2017 et garantit une enveloppe d'investissements de 11,176 milliards d'euros exprimés en conditions économiques 2022. En combinaison avec l'évolution de l'enveloppe de base du plan STAR, ceci entraîne une croissance totale de l'effort de défense vers une valeur de 1,54 % du PIB en 2030, valeur établie sur base des prévisions du Bureau du plan de juin 2021.

En outre, le gouvernement a également pris deux mesures à court terme au cours de cette législature. D'une part, il a accordé des crédits supplémentaires pour 2024 afin de confirmer et respecter notre engagement

de nationale biodiversiteitsstrategie. Dit draagt bij aan het behalen van de SDG's in termen van behoud en herstel van ecosystemen op het land, duurzaam beheer van alle soorten bossen en het inperken van het proces van bodemdegradatie om een einde te maken aan de achteruitgang van de biodiversiteit.

14. Begrotingstraject

De Defensiebegroting die wij voor het jaar 2024 zullen presenteren, samen met de meerjarenprognose tot 2028, weerspiegelen het resultaat van een aantal belangrijke besluiten die de regering de afgelopen jaren heeft genomen en die zijn aangekondigd in de algemene beleidsnota "Defensie" 2023.

Hoewel het jaar 2023 nog niet voorbij is, belooft de balans van de begroting bijzonder positief te zijn en, na een cruciaal jaar in 2022, consolideert hij de effectieve vooruitgang op het gebied van solidariteit rond de defensie-inspanning, zowel op korte als op langere termijn, op basis van de instrumenten die de regering heeft ingesteld.

Defensie beschikt inmiddels over een aangepaste militaire programmawet (de wet van 20 juli 2022) die de ambities verankert op het gebied van herwaardering van het personeel, dat wil zeggen rekrutering en verloning, evenals de ambities op het gebied van grote investeringen in wetenschappelijk onderzoek en versterking van de technologische en industriële defensiebasis.

In het jaar 2023 worden de eerste verbintenissen verwezenlijkt in verband met de uitvoering van de grote investeringen van deze militaire programmawet. Het begrotingstraject dat nodig is om de doelstellingen van deze wet te verwezenlijken, werd al op 25 februari 2022 door de Ministerraad goedgekeurd en wordt integraal opgenomen in de federale meerjarenbegroting. Het STAR-plan, in zijn geheel goedgekeurd door de Ministerraad op 17 juni 2022, beëindigt en concretiseert het proces van de nieuwe strategische visie tot 2030. Deze militaire programmawet vervangt vanaf 1 januari 2023 de eerste programmawet van 2017 en garandeert een investeringsenveloppe van 11,176 miljard euro, uitgedrukt in de economische omstandigheden van 2022. In combinatie met de evolutie van de basisenveloppe van het STAR-plan leidt dit tot een totale groei van de defensie-inspanningen naar een waarde van 1,54 % van het bbp in 2030, een waarde vastgesteld op basis van de prognoses van het Planbureau in juni 2021.

Daarnaast heeft de regering tijdens deze legislatuur ook twee kortetermijnmaatregelen genomen. Ten eerste heeft ze voor 2024 aanvullende kredieten toegekend om onze verbintenis van "Halt-any-Decline" jegens

“Halt-any-Decline” envers nos alliés. D'autre part, il a prévu une enveloppe supplémentaire de 1 milliard d'euros, étalé sur la période 2022-2024, ayant pour but de réaliser un plan d'augmentation rapide du niveau de préparation militaire (“Readiness”). Ce plan comporte un important volet de constitution de stocks de munitions, ainsi que des améliorations de la disponibilité des systèmes d'arme et plus d'équipements pour nos soldats, ou encore des moyens de télécommunications, de cyber et d'infrastructure supplémentaires. En 2024, la troisième tranche du plan “Readiness” s'élèvera à 275 millions d'euros.

Ce budget de la Défense pour l'année 2024 constituera le 4^{ème} budget de Défense successif complet sous cette législature, après la période de douzièmes provisoires. Pour rappel, le budget initial de l'année 2021 s'élevait à 3,75 milliards d'euros, celui pour 2022 à 4,263 milliards et le budget initial pour 2023 atteignait 4,871 milliards – évolution qui s'inscrit dans la continuité du plan STAR.

Le budget 2024 sera présenté ultérieurement. Dans tous les cas, les moyens obtenus, combinés avec ceux programmés pour les années suivantes, permettront de concrétiser pour partie le plan STAR qui vise effectivement un plan cohérent avec les moyens nécessaires relatifs au personnel, à l'infrastructure, à l'entretien des matériels, aux équipements individuels, aux investissements et à la préparation opérationnelle.

En 2024, la Défense bénéficiera également de moyens supplémentaires dans le cadre de divers plans de relance ou de reconstruction, via des provisions ou des adaptations budgétaires en fonction de l'avancement de certains marchés publics. Il s'agit au total de 211 millions d'euros de crédits d'investissement pour lesquels la Défense dispose d'un “droit de tirage”: 49 millions d'euros pour des investissements dans le domaine cyber (dont 29 millions financés par le mécanisme de relance de l'UE (“Recovery and Resilience Facility” – RRF); 151 millions d'euros destinés à l'infrastructure, en particulier la construction des deux Quartiers du futur; et 11 millions d'euros pour la construction d'un Hub Logistique.

15. Les organismes sous la tutelle de la ministre de la Défense – parastataux

War Heritage Institute

Dans le cadre de son plan stratégique 2021-2025, le War Heritage Institute (WHI) a effectué en 2023 de nombreux investissements pour la remise à niveau de ces sites et en particulier:

onze bondgenoten te bevestigen en te respecter. Ten tweede heeft ze een extra enveloppe van 1 miljard euro gepland, gespreid over de periode 2022-2024, gericht op de uitvoering van een plan om het niveau van militaire voorbereiding (“Readiness”) snel te verhogen. Dit plan omvat een belangrijk luik voor de opbouw van munitievoorraden, net als verbeteringen in de beschikbaarheid van wapensystemen en meer uitrusting voor onze soldaten, en ook aanvullende middelen inzake telecommunicatie, cyber en infrastructuur. In 2024 zal de derde schijf van het “Readiness”-plan 275 miljoen euro bedragen.

Deze Defensiebegroting voor het jaar 2024 zal de vierde opeenvolgende volledige Defensiebegroting onder deze legislatuur vormen, na de periode van voorlopige twaalfden. Ter herinnering: het initiële budget voor 2021 bedroeg 3,75 miljard euro, dat voor 2022 4,263 miljard euro en het initiële budget voor 2023 bedroeg 4,871 miljard euro – een evolutie die kadert in de continuïteit van het STAR-plan.

De begroting voor 2024 zal op een later tijdstip worden gepresenteerd. In elk geval zullen de verkregen middelen, gecombineerd met de middelen die voor de komende jaren zijn geprogrammeerd, het mogelijk maken om deels van het STAR-plan uit te voeren, dat effectief streeft naar een coherent plan met de benodigde middelen voor personeel, infrastructuur, onderhoud van het materieel, individuele uitrusting, investeringen en operationele voorbereiding.

In 2024 zal Defensie ook profiteren van extra middelen in het kader van verschillende herstel- of heropbouwplannen, via provisies of begrotingsaanpassingen in functie van de voortgang van bepaalde overheidsopdrachten. Het gaat in totaal om 211 miljoen euro aan investeringskredieten waarvoor Defensie een “trekkingsrecht” heeft: 49 miljoen euro voor investeringen in het cybergebied (waarvan 29 miljoen gefinancierd door het EU-herstelmechanisme (“Recovery and Resilience Facility” – RRF); 151 miljoen euro bestemd voor infrastructuur, met name de bouw van de twee Kwartieren van de Toekomst; en 11 miljoen euro voor de bouw van een Logistieke Hub.

15. Instellingen onder toezicht van de minister van Defensie – parastataLEN

War Heritage Institute

Als onderdeel van zijn strategisch plan 2021-2025 heeft het War Heritage Institute (WHI) in 2023 talrijke investeringen gedaan om zijn sites te moderniseren en in het bijzonder:

— Bastogne Barracks, où un chemin d'accès a été construit pour faciliter l'accès, entre autres pour les personnes à mobilité réduite, aux bâtiments remis à neuf par le personnel du site. Ceux-ci accueillent dorénavant les collections de blindés de la Seconde Guerre mondiale dans une muséographie moderne et dynamique;

— Le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, où les salles 1914-1918 poursuivent leur réaménagement progressif avec la création d'une nouvelle grande vitrine qui accueille les collections autrichiennes et des pays des Balkans. Des contacts ont été pris par ailleurs avec des partenaires potentiels pour trouver des sources alternatives de financement et poursuivre la rénovation des vitrines américaines et allemandes notamment;

— Le Mémorial national du Fort de Breendonk a continué sa remise à niveau afin de préparer l'installation d'un espace réflexif permettant aux visiteurs, et en particulier aux visiteurs scolaires, de réfléchir à l'actualité du message transmis le lieu de commémoration;

— Le Mont Kemmel, où avec l'appui des services de la Défense, un nouveau bâtiment d'accueil permettra à partir de fin 2025 de mieux contextualiser la visite du site;

— La signalétique des cimetières militaires continue à être modernisée et standardisée suivant un programme pluriannuel.

De même, le WHI poursuit également ses efforts en matière de travail de Mémoire. La réalisation d'une exposition itinérante relative aux droits de la personne s'achève en 2023 pour être inaugurée dans le cadre du 75^e anniversaire de la signature de la Déclaration universelle des Droits humains. Interlocuteur privilégié des associations patriotiques, mais aussi du monde de l'enseignement, le WHI poursuivra en 2024 ses activités mémorielles en proposant à nouveau des expositions itinérantes consacrées notamment aux deux Guerres mondiales, aux camps de concentration, aux génocides, à la Résistance, à la montée des périls dans les années 1930.

L'année 2023 est particulièrement significative puisqu'on y célèbre les 100 ans de présence du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire sur le site du Cinquantenaire. Un week-end festif, à l'instar de celui qui avait été organisé en 2022 à l'occasion de l'embellissement de la salle "Armes et Armures", y a été organisé début octobre. Il marque aussi la réouverture des salles dites "napoléonienne" et "hollandaise", faisant suite aux travaux engendrés par l'effondrement des plafonds.

— Bastogne Barracks, waar een toegangsweg werd aangelegd om de toegang te vergemakkelijken, onder meer voor mensen met beperkte mobiliteit, tot de gebouwen die gerenoveerd werden door het personeel van dit domein. Dit herbergt nu de collecties pantservoertuigen uit de Tweede Wereldoorlog in een moderne en dynamische museografie;

— Het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis, waar de zalen 1914-1918 verder geleidelijk heringericht worden met de creatie van een nieuwe grote vitrine waarin de Oostenrijkse en Balkancollecties worden ondergebracht. Er werden ook contacten gelegd met potentiële partners om alternatieve financieringsbronnen te vinden en de renovatie van met name de Amerikaanse en Duitse vitrines voort te zetten;

— Het Nationaal Monument van het Fort van Breendonk heeft zijn opfrissing voortgezet ter voorbereiding op de inrichting van een reflectieruimte waar bezoekers, en vooral scholen, kunnen nadelen over de relevantie van de boodschap die deze herdenkingsplaats overbrengt;

— De Kemmelberg, waar met de steun van Defensie een nieuw onthaalgebouw het vanaf eind 2025 mogelijk zal maken om het bezoek aan de site beter te contextualiseren;

— De signalisatie van de militaire begraafplaatsen wordt verder gemoderniseerd en gestandaardiseerd volgens een meerjarenprogramma.

In dezelfde lijn zet het WHI ook zijn inspanningen voort op het gebied van het herdenkingswerk. De realisatie van een reizende tentoonstelling rond mensenrechten zal in 2023 voltooid zijn en ingehuldigd worden als onderdeel van de 75^e verjaardag van de ondertekening van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens. Als bevorrechte gesprekspartner voor de patriottische verenigingen, maar ook voor de onderwijswereld, zal het WHI zijn herdenkingsactiviteiten in 2024 voortzetten door opnieuw reizende tentoonstellingen aan te bieden die in het bijzonder gewijd zijn aan de twee wereldoorlogen, concentratiekampen, genocides, het Verzet, de opkomende gevaren in de jaren dertig.

Het jaar 2023 is bijzonder betekenisvol omdat we dan de honderdste verjaardag vieren van de aanwezigheid van het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis aan het Jubelpark. Begin oktober werd hier een feestweekend georganiseerd, zoals ook in 2022 ter gelegenheid van de verfraaiing van de zaal "Wapens en Harnassen". Het markeert ook de heropening van de zogenaamde "Napoleontische" en "Nederlandse" zalen, na de werkzaamheden door het instorten van de plafonds.

Par ailleurs, le WHI a continué en 2023 son activité scientifique par le maintien de sa participation au projet "Brain" autour de l'étude et de l'identification des collections liées à l'histoire de la colonie du Congo et ce, en partenariat avec le Musée de l'Afrique centrale. Dans le cadre d'un groupe de travail commun avec la Défense, une réflexion est en cours pour développer un programme de reconnaissance des services rendus et de Mémoire envers les vétérans, ces militaires qui ont participé aux opérations d'imposition ou de maintien de la paix depuis 1945.

L'amélioration de la communication externe du WHI s'est poursuivie par l'utilisation toujours plus massive des médias sociaux et des sites web propres de l'Institut. Cette politique a pour effet une augmentation du nombre de visiteurs de ses sites. En 2024, nous voulons accroître le nombre et la qualité des présentations audiovisuelles sur ces sites et développer, au travers du futur nouveau site web, une politique de visites virtuelles des sites et collections du WHI.

De manière générale, l'ensemble des politiques menées par le WHI seront poursuivies dans les années à venir.

Le contrat de gestion du WHI, duquel fait partie l'accord de coopération entre le WHI et la Défense, sera présenté au Conseil des ministres avant la fin de l'année 2023. Cet accord de coopération prévoit notamment la création d'un organe de concertation commun pour l'appui à la gestion des sites et l'organisation partagée d'activités mémorielles.

Institut géographique national

L'Institut géographique national (IGN), en plus de produire et d'intégrer des géodonnées, se positionne davantage comme la "plaquette tournante" du gouvernement fédéral pour les données géographiques. Ce rôle central de courtier de l'information géographique (*geobroker*) soutient plusieurs domaines stratégiques, en particulier la sécurité, la mobilité, le climat et le développement durable. L'IGN poursuivra son rôle en 2024, au travers de l'approfondissement de partenariats existants avec les acteurs pertinents des secteurs public et privé et des entités académiques et scientifiques.

L'Institut compte parmi les partenaires de la Défense en matière de sécurité et collabore activement de par ses activités au soutien des opérations militaires. À travers la signature de la déclaration d'intention signée le 22 février 2023, l'IGN et le SGRS ont spécifié les bases d'une vision commune pour un partenariat renforcé, y compris dans l'intérêt de la sécurité nationale. Il est prévu que le partenariat renforcé entre l'IGN et la

Bovendien heeft het WHI zijn wetenschappelijke activiteit in 2023 voortgezet door zijn verdere deelname aan het project "Brain" rond de studie en identificatie van collecties in verband met de geschiedenis van de Congokolonie, in samenwerking met het Museum van Midden-Afrika. In het kader van een gezamenlijke werkgroep met Defensie wordt er nagedacht over de ontwikkeling van een programma ter erkenning van verleende diensten en ter nagedachtenis van de veteranen, de militairen die sinds 1945 hebben deelgenomen aan operaties om de vrede te herstellen of te handhaven.

De verbetering van de externe communicatie van het WHI heeft zich voortgezet door het toenemende gebruik van sociale media en de eigen websites van het Instituut. Dit beleid zorgt voor een toenemend aantal bezoekers van zijn sites. In 2024 willen we het aantal en de kwaliteit van de audiovisuele presentaties op deze sites verhogen en, via de toekomstige nieuwe website, een beleid ontwikkelen van virtuele bezoeken aan de WHI-sites en collecties.

Over het algemeen zal het globale beleid van het WHI de komende jaren worden voortgezet.

Het WHI-beheerscontract, dat de samenwerkingsovereenkomst tussen het WHI en Defensie omvat, zal voor eind 2023 aan de Ministerraad voorgelegd. Dit samenwerkingsakkoord voorziet onder meer in de oprichting van een gemeenschappelijk overlegorgaan ter ondersteuning van het beheer van de sites en de gezamenlijke organisatie van herdenkingsactiviteiten.

Nationaal Geografisch Instituut

Het Nationaal Geografisch Instituut (NGI) is niet alleen een producent van geodata, maar positioneert zich meer en meer als draaischijf van de federale administratie voor geografische gegevens. Deze centrale rol van geobroker ondersteunt verschillende strategische domeinen, in het bijzonder veiligheid, mobiliteit, klimaat en duurzame ontwikkeling. Het IGN zal zijn rol in 2024 voortzetten, door de verdieping van bestaande partnerschappen met relevante actoren uit de publieke en private sector en academische en met wetenschappelijke instellingen.

Het Instituut is een van de veiligheidspartners van Defensie en werkt via zijn activiteiten actief mee aan de ondersteuning van militaire operaties. Met de ondertekening van de intentieverklaring op 22 februari 2023 hebben het NGI en de ADIV de basis gespecificeerd van een gemeenschappelijke visie voor een versterkt partnerschap, ook in het belang van de nationale veiligheid. Dit versterkt partnerschap tussen het NGI en Defensie

Défense soit entériné structurellement d'ici à la fin de l'année 2023 dans un accord.

En 2023, le rôle de *geobroker* de l'IGN a continué d'être central pour favoriser l'accès et la diffusion des informations pertinentes aux opérations des services de sécurité et d'urgence grâce au développement continu d'une cartographie uniforme (*Uniform Cartography for the Emergency services – UCE*) de plus en plus largement utilisée. Les dernières données thématiques de la Flandre pour la lutte contre les incendies en milieu naturel ont notamment été intégrées, favorisant une meilleure coordination entre tous les acteurs au niveau de la planification et sur le terrain. Dans le cadre de *Geo4Crisis* et sur base de l'expérience engrangée lors des inondations de juillet 2021, l'IGN a pris l'initiative, en concertation avec la Sécurité civile et le Centre de crise national, de mettre sur pied un contrat-cadre pour l'acquisition rapide de géodonnées par voie aérienne en cas de crise sur le territoire national. En 2024, l'IGN veillera à renforcer davantage encore son soutien au Centre de crise national et à ASTRID. Afin de répondre au besoin des services d'urgence d'une cartographie unifiée et partagée, l'IGN poursuivra également la mise en place d'un "geodata-hub" en fournissant l'expertise, et en facilitant l'accès aux données géographiques utiles aux opérations de secours.

Au niveau de la sécurité aérienne, le processus de maintenance et de publication des obstacles à la navigation aérienne (eTOD) a obtenu une certification de qualité. Dans ce contexte, la plateforme de notification en ligne permet à l'IGN de recevoir, de valider et d'intégrer dans la base de données centrale les notifications relatives à la construction, à la modification ou à la démolition d'obstacles ou aux changements de relief. À travers cette base de données, les autorités aéronautiques et les pilotes sont tenus informés des obstacles à éviter durant le vol. Le cadre législatif pour l'utilisation obligatoire de la plateforme eTOD devrait être achevé début 2024.

En 2023, l'IGN a continué d'œuvrer au développement de systèmes de transport intelligents en faveur d'une mobilité plus sûre, efficace et durable. Dans le cadre de l'évaluation du *National Access Point Coordination Organisation for Europe (NAPCORE)*, le point d'accès national *Transportdata.be* a obtenu d'excellents résultats en 2023 par rapport aux autres États membres de l'Union européenne. La Belgique obtient le score total le plus élevé, dont le score maximum pour la composante interopérabilité.

Par ailleurs, l'IGN continue de soutenir l'ambitieux programme du gouvernement en matière de climat et de protection de la biodiversité dans le cadre d'un

is gepland om tegen het einde van het jaar 2023 in een akkoord vastgelegd te worden.

In 2023 is het NGI een centrale rol blijven spelen als *geobroker*, zodat veiligheids- en hulpdiensten relevante informatie kunnen raadplegen en verspreiden, dankzij de continue ontwikkeling van een uniforme cartografie (UCE – Uniform Cartography for the Emergency services) die meer en meer gebruikt wordt. Zo werden de laatste thematische gegevens van Vlaanderen voor de strijd tegen natuurbranden erin geïntegreerd, waardoor alle actoren op het terrein hun planning en hun acties beter op elkaar kunnen afstemmen. In het kader van *Geo4Crisis* en op basis van de opgedane ervaring tijdens de overstromingen van 2021 heeft het NGI, in overleg met de Civiele Veiligheid en het Nationaal Crisiscentrum, het initiatief genomen om een raamcontract te sluiten waarmee bij een crisis op provinciaal of federaal niveau snel geodata vanuit de lucht ingewonnen kunnen worden. In 2024 zal het NGI trachten om zijn steun aan het Nationaal Crisiscentrum en ASTRID verder te versterken. Om tegemoet te komen aan de behoefte van de hulpdiensten aan een uniforme en gedeelde cartografie, zal het NGI ook doorgaan met het opzetten van een "geodata-hub" door expertise te verstrekken en de toegang te vergemakkelijken tot geografische gegevens die nuttig zijn voor hulpoperaties.

Op het vlak van luchtvaartveiligheid heeft het proces voor het onderhoud en de publicatie van obstakels voor de luchtvaart (eTOD) het kwaliteitscertificaat ISO 9001:2015 gekregen. In die context stelt dit online meldingsplatform het NGI in staat om meldingen met betrekking tot de bouw, wijziging of afbraak van obstakels of wijzigingen in het reliëf te ontvangen, te valideren en te integreren in de centrale database. Via die database worden luchtvaartautoriteiten en piloten op de hoogte gehouden van obstakels die tijdens de vlucht moeten worden vermeden. Het wetgevend kader voor het verplichte gebruik van het eTOD-platform zou begin 2024 voltooid moeten zijn.

Het NGI is zich in 2023 blijven inzetten voor de ontwikkeling van intelligente transportsystemen en dus een meer betrouwbare, efficiënte en duurzame mobiliteit. In het kader van de evaluatie van het National Access Point Coordination Organisation for Europe (NAPCORE) heeft het nationaal toegangspunt *Transportdata.be* in 2023 uitstekende resultaten behaald in vergelijking met andere lidstaten van de Europese Unie. België behaalt de hoogste totaalscore, met een maximumscore voor de component interoperabiliteit.

Daarnaast blijft het NGI het ambitieuze programma voor klimaat- en biodiversiteitsbescherming van de regering ondersteunen in het kader van een

accord de coopération avec le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement – DG Environnement, signé fin 2022. À cet égard, l'IGN est compétant pour fournir les données géographiques et l'expertise nécessaires à la mise sur pied du Centre de coordination pour l'analyse des risques complexes dans le contexte du changement climatique (CCCRA-CC).

L'IGN continue de soutenir activement le mandat du Comité d'experts de l'ONU pour la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale au service de l'Agenda 2030 en contribuant substantiellement aux travaux des divers sous-comités régionaux et thématiques. Par ailleurs, l'IGN, qui représente la Belgique au sein du Comité UN-GGIM (*United Nations-Committee of Experts on Global Geospatial Information Management*), a été réélu dans le rôle de co-président pour la 4^e année consécutive lors de la 13^e session annuelle qui s'est tenue au siège des Nations Unies à New York en août 2023. Depuis janvier 2023, l'IGN collabore avec la KU Leuven à une étude préparatoire à la mise en œuvre de l'*Integrated Geospatial Information Framework* (IGIF) à Djibouti dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale. Au niveau international, l'IGN restera en 2024 un acteur de premier plan dans les dialogues régionaux et thématiques sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale en faveur du développement durable.

L'accès aux géodonnées de référence a continué d'être augmenté en 2023, aussi grâce aux services web performants de l'IGN.

En outre, des investissements supplémentaires dans le recrutement, le développement des compétences des employés et les solutions innovantes ont été réalisés en 2023. Depuis le début de la législature, l'IGN a engagé au total 59 nouveaux membres du personnel, dont 16 pour la Défense, permettant de garantir la continuité des services attendus et de développer les solutions en réponse aux nombreux défis.

Office central d'action sociale et culturelle (OCASC)

L'Office central d'action sociale et culturelle (OCASC) contribue à l'attractivité de la Défense en sa qualité d'employeur grâce aux services rendus aux ayants droit dans les domaines de:

- l'aide psychosociale et la gestion des crèches adaptées aux besoins de la profession militaire;
- la location des logements et l'organisation de vacances à des tarifs avantageux;

samenwerkingsovereenkomst die eind 2022 werd ondertekend met de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu – DG Leefmilieu. In dit verband is het NGI bevoegd om de nodige geografische gegevens en expertise te leveren voor het opzetten van het Coördinatiecentrum voor complexe risicoanalyses in de context van klimaatverandering (CCCRA-CC).

Het NGI blijft actief het mandaat ondersteunen van het VN-expertencomité voor het beheer van wereldwijde geospatiale informatie ter ondersteuning van de 2030-agenda, door een substantiële bijdrage te leveren aan het werk van de verschillende regionale en thematische subcomités. Bovendien werd het NGI, dat België vertegenwoordigt in het UN-GGIM-comité (*United Nations-Committee of Experts on Global Geospatial Information Management*), voor het 4^e opeenvolgende jaar herkozen als covoortzitter tijdens de 13^e jaarlijkse sessie in het hoofdkwartier van de Verenigde Naties in New York in augustus 2023. Sinds januari 2023 werkt het NGI samen met de KU Leuven aan een voorbereidende studie voor de implementatie van het Integrated Geospatial Information Framework (IGIF) in Djibouti in het kader van een project gefinancierd door de Wereldbank. Op internationaal niveau zal het NGI in 2024 een belangrijke speler blijven in regionale en thematische dialozen over wereldwijd beheer van geospatiale informatie voor duurzame ontwikkeling.

De toegang tot geografische referentiedata is blijven groeien in 2023, onder andere dankzij de performante webservices van het NGI.

Daarnaast is er in 2023 verder geïnvesteerd in rekrutering, ontwikkeling van werknemerscompetenties en innovatieve oplossingen. Sinds het begin van de legislatuur van deze federale regering heeft het NGI in totaal 59 nieuwe personeelsleden aangeworven, waaronder 16 bij Defensie, waardoor het de continuïteit van de verwachte diensten kan garanderen en oplossingen kan ontwikkelen die aan de vele uitdagingen beantwoorden.

Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie (CDSCA)

Het Centraal Bureau voor Sociale en Culturele Actie (OCASC) heeft als doel bij te dragen aan de attractiekarakter van Defensie als werkgever door middel van dienstverlening aan rechthebbenden op het gebied van:

- psychosociale bijstand en het beheer van crèches aangepast aan de behoeften van het militaire beroep;
- de verhuur van accommodatie en de organisatie van vakanties tegen voordelige tarieven;

— l'offre de réductions sur une gamme de produits par le biais de sa propre boutique en ligne; et

— la mise à disposition d'une assurance hospitalisation au profit des pensionnés de la Défense à des taux avantageux.

L'année 2023 a marqué une étape spéciale pour l'OCASC, puisque l'organisation a célébré son 50^e anniversaire. L'un des événements forts de cette année anniversaire est la publication du livre "OCASC: 50 ans au service de la Défense".

En 2024, l'OCASC poursuivra ses efforts de communication afin de toujours mieux faire connaître ses activités et ses services, notamment auprès des jeunes recrues.

Afin d'aligner son patrimoine de logements aux réorganisations successives des quartiers de la Défense, l'Office a rédigé, en collaboration avec les experts de la Défense, un *Master plan Logements* qui vise à répondre aux besoins en logements de la communauté militaire et à atteindre les objectifs climatiques 2040 ambitieux de la Défense. Ce ralinement progressif tient compte du nouveau plan Quartiers, des besoins des jeunes recrues et vise à favoriser l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée du personnel de la Défense.

Pour renforcer la crédibilité et la fiabilité de l'OCASC en tant que partenaire de la Défense, le Comité de direction a validé une "charte client" et créé un service de médiation en 2022. En 2024, l'OCASC poursuivra sa transformation par la mise en place d'un nouvel organigramme. Cette restructuration vise clairement à accorder une place centrale au client, à accroître l'efficacité opérationnelle et à améliorer la coopération interne.

En étroite collaboration avec le SPF BOSA, l'OCASC procédera à une auto-évaluation en utilisant le modèle *Common Assessment Framework* (CAF). Cet exercice permettra à l'OCASC d'évaluer et d'améliorer ses performances et ses processus afin de renforcer l'efficacité et la qualité de ses services.

La Défense et l'OCASC partagent un objectif commun: promouvoir le bien-être et la qualité de vie de la communauté militaire. Cela s'est traduit en 2023 par l'activation de deux plateformes de travail communes:

1. La plateforme "benefits" qui évalue les avantages existants, identifie les nouveaux et centralise la communication à ce sujet.

2. Une plateforme qui pilote le *Master plan Logements*.

— het aanbieden van kortingen op een reeks producten via de eigen online winkel;

— het aanbieden van een hospitalisatieverzekering voor gepensioneerden van Defensie tegen voordelige tarieven.

Het jaar 2023 markeerde een speciale mijlpaal voor CDSCA, omdat de organisatie haar 50-jarig jubileum vierde. Een van de hoogtepunten van dit jubileumjaar is de publicatie van het boek "CDSCA: 50 jaar in dienst van Defensie".

In 2024 zal CDSCA zijn communicatie-inspanningen voortzetten om het bewustzijn van zijn activiteiten en diensten te vergroten, met name bij jonge rekruten.

Om de woningportefeuille af te stemmen op de opvolgende reorganisaties van de kwartieren van Defensie, heeft CDSCA in samenwerking met Defensie-experts een Masterplan Wonen opgesteld dat tot doel heeft tegemoet te komen aan de woonbehoefte van de militaire gemeenschap en de klimaatdoelstellingen Defensie 2040 te behalen. Deze geleidelijke herschikking houdt rekening met het nieuwe kwartierenplan, de noden van jonge rekruten en heeft tot doel de work-life balance voor Defensiepersoneel te bevorderen.

Om de geloofwaardigheid en betrouwbaarheid van CDSCA als defensiepartner te versterken, heeft het directiecomité een klantencharter gevalideerd en in 2022 een bemiddelingsdienst opgericht. In 2024 zal CDSCA zijn transformatie voortzetten door de implementatie van een nieuw organigram. Het doel van deze herstructurering is duidelijk om de klant centraal te stellen, de operationele efficiëntie te verhogen en de interne samenwerking te verbeteren.

In nauwe samenwerking met de FOD BOSA zal CDSCA een zelfevaluatie uitvoeren aan de hand van het Common Assessment Framework (CAF) model. Deze oefening zal OCASC in staat stellen om zijn prestaties en processen te evalueren en te verbeteren om de efficiëntie en kwaliteit te verbeteren.

Defensie en CDSCA hebben een gemeenschappelijk doel: het welzijn en de levenskwaliteit van de militaire gemeenschap bevorderen. Dit resulteerde in 2023 in de activering van twee gemeenschappelijke werkplatforms:

1. Het "benefits"-platform dat bestaande voordelen evalueert, nieuwe identificeert en de communicatie over dit onderwerp centraliseert.

2. Een platform dat het Masterplan Huisvesting beheert.

Le Service Social de l'OCASC a également pris plusieurs mesures en faveur du bien-être et de la qualité de vie des militaires en mission, ainsi que de leurs familles. Par exemple, le projet "Préparation des enfants adolescents des militaires en mission" sera achevé d'ici la fin de l'année. Depuis 2023, le Service Social participe également aux entretiens de pré-déploiement pour le personnel militaire partant en mission. Une attention particulière est aussi accordée au personnel militaire victime d'un accident de travail grâce à la création de la brochure "Guide pour le militaire blessé".

CDSCA – Social Service heeft ook verschillende maatregelen genomen om het welzijn en de levenskwaliteit van dienende militairen en hun families te bevorderen. Zo zal het project "Preparation of adolescent children of military personnel on mission" eind 2023 afgerond zijn. Sinds 2023 neemt de Sociale Dienst ook deel aan pre-deployment gesprekken voor militairen die in opdracht gaan. Speciale aandacht wordt ook besteed aan militairen die een arbeidsongeval hebben gehad door de creatie van de brochure "Gids voor de gewonde soldaat".

VICTIMES DE GUERRE ET VICTIMES À LA SUITE D'ACTES DE TERRORISME

LE STATUT DE VÉTÉRAN

La loi du 10 avril 2003 a fixé la base légale nécessaire à la création d'un statut de reconnaissance nationale au profit des vétérans, c'est-à-dire les membres du personnel ayant participé, depuis la guerre de Corée, à des opérations déterminées par arrêté royal. Toutefois, ce statut de reconnaissance nationale se limite au titre honorifique de vétéran et ne donne pas droit à des avantages spécifiques.

Un projet de loi et plusieurs projets d'arrêtés royaux et ministériels ont été élaborés avec comme objectif de dépasser le caractère strictement honorifique du statut de vétéran et d'octroyer des avantages en correspondance avec les autres statuts de reconnaissance nationale.

L'ensemble du dossier vise à octroyer aux vétérans, d'une part, la gratuité des transports en commun et, d'autre part, le bénéfice du remboursement du ticket modérateur de soins de santé. Ces avantages sont analogues à ceux octroyés sur la base d'un statut de reconnaissance nationale, indépendamment de la qualité d'invalidité militaire ou d'invalidité civil qui découle d'un dommage humain lié à un évènement particulier et qui justifie une pension spécifique.

Il existe 17 statuts de reconnaissance nationale (9 statuts militaires et 8 statuts civils) liés à la Seconde Guerre mondiale et à la guerre de Corée. Un statut de reconnaissance nationale manifeste la reconnaissance officielle par l'État d'une période de conditions de vie anormales, subies par des personnes s'étant particulièrement engagées au-delà de ce qui peut normalement être attendu. Toutes les personnes ayant accompli des gestes sortant de l'ordinaire et/ou ayant vécu des circonstances anormales ne sont pas traitées entre elles de la même manière. En effet, le législateur n'a pas défini un seul statut auquel est lié un seul ensemble d'avantages particuliers, quelles que soient les circonstances. Les avantages octroyés sont certes de même nature entre statuts, c'est-à-dire qu'il n'existe pas d'avantages particuliers à un statut spécifique, mais l'étendue des avantages augmente en fonction de la nature de l'engagement de personnes confrontée à ces conditions anormales.

Ce dossier a été approuvé par le Conseil Supérieur des Invalides de guerre, Anciens combattants et Victimes de guerre et reçu l'accord des organisations syndicales

OORLOGSSLACHTOFFERS EN SLACHTOFFERS INGEVOLGE DADEN VAN TERRORISME

HET VETERANENSTATUUT

De wet van 10 april 2003 heeft de noodzakelijke wettelijke basis gelegd voor het creëren van een statuut van nationale erkenning voor veteranen, dat wil zeggen personeelsleden die sinds de Korea-oorlog hebben deelgenomen aan operaties bepaald bij koninklijk besluit. Dit statuut van nationale erkenning beperkt zich echter tot de eretitel veteraan en geeft geen recht op specifieke voordelen.

Er zijn een wetsontwerp en verschillende ontwerpen van koninklijk en ministerieel besluit uitgewerkt met als doel verder te gaan dan het strikt erekarakter van het veteranenstatuut en voordelen te verlenen in overeenstemming met andere statuten van nationale erkenning.

Het hele dossier heeft tot doel om veteranen enerzijds gratis openbaar vervoer toe te kennen en anderzijds het voordeel van terugbetaling van het remgeld in de gezondheidszorg. Die voordelen zijn vergelijkbaar met wat wordt toegekend op basis van een statuut van nationale erkenning, ongeacht het statuut van militair invalide of burgerinvalidie voortvloeiend uit menselijke schade die verband houdt met een bepaalde gebeurtenis en die een specifiek pensioen rechtvaardigt.

Er zijn 17 statuten van nationale erkenning (9 militaire en 8 civiele) gelinkt aan de Tweede Wereldoorlog en de Korea-oorlog. Een statuut van nationale erkenning weerspiegelt de officiële erkenning door de staat van een periode van abnormale levensomstandigheden, waaronder mensen hebben geleden die zich in het bijzonder hebben ingezet boven wat normaal gesproken kon worden verwacht. Niet alle mensen die buitengewone handelingen hebben verricht en/of abnormale omstandigheden hebben meegemaakt, worden op dezelfde manier behandeld. In feite heeft de wetgever geen uniek statuut bepaald waaraan één enkele reeks bijzondere voordelen is gekoppeld, ongeacht de omstandigheden. De toegekende voordelen zijn zeker van dezelfde aard tussen de statuten, dat wil zeggen dat er geen bijzondere voordelen zijn voor een specifiek statuut, maar de omvang van de voordelen neemt toe in functie van de aard van de inzet van personen in die abnormale omstandigheden.

Dit dossier werd goedgekeurd door de Hoge Raad voor Oorlogsinvaliden, Oud-strijders en Oorlogsslachtoffers en kreeg de instemming van representatieve vakorganisaties.

représentatives. Il poursuit actuellement son processus de contrôle administratif, budgétaire et de gestion.

VICTIMES D'ACTES DE TERRORISME

Le procès des attentats de Bruxelles s'est récemment terminé et a apporté un soulagement aux victimes. Toutefois, cela n'a pas mis pour autant un terme aux difficultés toujours rencontrées par les victimes de ces attentats meurtriers pour la reconnaissance de leurs droits. C'est pourquoi, avec la Défense, nous avons dès le début de la législature mis une priorité à trouver des solutions pour venir en aide aux victimes.

Comme nous l'avions annoncé l'année dernière, plusieurs initiatives légales et réglementaires ont été initiées par le ministre du Travail et la ministre des Pensions, pour apporter des solutions à certaines de ces difficultés, que ce soit pour les victimes des attentats de 2016 ou des victimes de futurs attentats terroristes, que personne ne souhaite bien évidemment voir se reproduire.

Concernant la répartition d'une pension de dédommagement à plusieurs ayants-droit d'une victime des attentats, notamment les cohabitants de fait, un arrêté royal réglant cette situation a été signé par le Roi le 22 juin 2023 et publié au *Moniteur belge* le 24 juillet 2023. Cette publication a permis à plusieurs victimes d'être enfin reconnues dans leurs droits en matière d'octroi de la pension de dédommagement.

Le projet de loi relatif à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, initié par le ministre du Travail, arrive à la fin de son processus d'élaboration. Ce projet a été discuté au Parlement, le 17 juillet 2023, et est actuellement en attente de l'avis du Conseil d'État, comme demandé par le Parlement.

Les deux victimes des attentats de 2016 – l'une de l'attentat de Zaventem, l'autre de l'attentat de Maalbeek – qui ont intégré le Conseil Supérieur des Invalides de guerre, Anciens combattants et Victimes de guerre en 2022 continuent à apporter leur contribution au fonctionnement de ce Conseil pour ce qui concerne les autres victimes de ces attentats et mettent en évidence des problèmes, parfois méconnus, comme par exemple l'exonération de la taxe de circulation pour les victimes ayant un certain pourcentage d'invalidité. Cette matière

Het vervolgt momenteel zijn proces van administratieve, budgettaire en beheerscontrole.

SLACHTOFFERS VAN TERREURDADEN

Het proces rond de aanslagen in Brussel is onlangs geëindigd en heeft opluchting geboden aan de slachtoffers. Dit heeft echter geen einde gemaakt aan de moeilijkheden die de slachtoffers van deze dodelijke aanslagen nog steeds ondervinden om hun rechten te laten erkennen. Dit is waarom we er samen met Defensie vanaf het begin van de legislatuur een prioriteit van hebben gemaakt om oplossingen te vinden om de slachtoffers te helpen.

Zoals we vorig jaar hebben aangekondigd, zijn er door de minister van Werk en de minister van Pensioenen verschillende wettelijke en regelgevende initiatieven opgestart om oplossingen te bieden voor een aantal van deze problemen, zowel voor de slachtoffers van de aanslagen van 2016 als voor de slachtoffers van toekomstige terreuraanslagen, wat uiteraard niemand nog opnieuw wil zien gebeuren.

Met betrekking tot de verdeling van een herstelpensioen aan verschillende begunstigden van een slachtoffer van de aanslagen, in het bijzonder de feitelijk samenwonenden, werd op 22 juni 2023 door de Koning een koninklijk besluit ondertekend dat die situatie regelt en op 24 juli 2023 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. Dankzij deze publicatie konden verschillende slachtoffers eindelijk worden erkend in hun rechten voor de toekenning van het herstelpensioen.

Het wetsontwerp met betrekking tot de schadeloosstelling van slachtoffers van een terreurdood en de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme, opgestart door de minister van Werk, nadert het einde van zijn ontwikkelingsproces. Dit project is op 17 juli 2023 in het Parlement besproken en wacht momenteel op het advies van de Raad van State, zoals gevraagd door het Parlement.

De twee slachtoffers van de aanslagen van 2016 – één van de aanslag in Zaventem, de andere van de aanslag op het station Maalbeek – die in 2022 zijn toegetreden tot de Hoge Raad voor Oorlogsinvaliden, Oud-strijders en Oorlogsslachtoffers, blijven meehelpen aan de werking van die Raad voor wat betreft de andere slachtoffers van de aanslagen en wijzen soms op onbekende problemen, zoals de vrijstelling van wegenbelasting voor slachtoffers met een bepaald percentage invaliditeit. Omdat die materie geregionaliseerd is, zal de Hoge Raad een brief

étant régionalisée, le Conseil Supérieur va adresser un courrier aux autorités concernées afin d'attirer leur attention sur cette problématique.

En 2022, nous avons reconnu la Villa Royale d'Ostende comme institution apportant une aide psychologique et morale aux victimes des attentats. Cette reconnaissance a permis à cette institution de continuer à percevoir une aide financière de la Caisse Auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité (CAAMI) pour financer leurs semaines de thérapie, à la grande satisfaction des victimes.

La ministre de la Défense,

Ludivine Dedonder

naar de betrokken overheden sturen om hun aandacht op dit probleem te vestigen.

In 2022 hebben we de Koninklijke Villa Oostende erkend als instelling die psychologische en morele hulp biedt aan slachtoffers van de aanslagen. Dankzij deze erkenning kon deze instelling financiële steun blijven ontvangen van de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (HZIV) om hun therapeweken te financieren, tot grote tevredenheid van de slachtoffers.

De minister van Defensie,

Ludivine Dedonder